

# **Financement du développement dans le monde 2009**

**Tracer la voie de la reprise  
mondiale**

**Perspectives régionales**



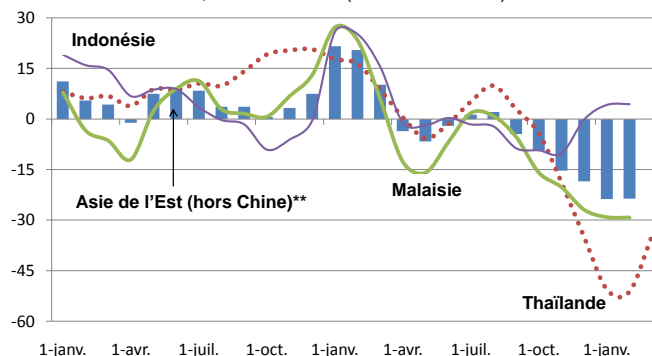
## Asie de l'Est et Pacifique

### Évolution récente de la situation

Dans un contexte de fort ralentissement de la demande mondiale et d'un arrêt brutal des flux de capitaux, la croissance des pays en développement d'Asie de l'Est et du Pacifique a ralenti pour s'établir à 8 % en 2008, alors qu'elle avait atteint un niveau record de 11,4 % en 2007. La forte baisse s'est produite malgré l'assouplissement des politiques et autres mesures prises par les autorités dans la plupart des pays pour soutenir l'activité. Avec des exportations en forte baisse, les entreprises ont agi afin de réduire la production et les investissements, tandis que les ménages ont freiné leur consommation dans un climat de licenciements et d'incertitude économique. Les pays les plus dépendants des exportations, en particulier de produits ou sur des marchés uniques, ont vu leur activité chuter plus rapidement et, en général, plus drastiquement. La croissance a commencé à ralentir dans la plupart des pays au cours du deuxième trimestre de 2008 et s'est fortement affaiblie avant le quatrième trimestre, quand tous les nouveaux pays industrialisés (NPI), y compris Hong Kong en Chine, la République de Corée, Singapour et Taïwan en Chine, sont entrés en récession et quand la production a baissé en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, selon des mesures de croissance annuelle corrigées en fonction des variations saisonnières (désaisonnalisé). Le rythme d'expansion économique a davantage ralenti au cours du premier trimestre de 2009, le PIB de plusieurs NPI connaissant alors une baisse à deux chiffres et la croissance dans la région en cours de développement pour atteindre 3,5 % (désaisonnalisé). Pourtant, des indicateurs à fréquence élevée, tels que la production manufacturière, ont suggéré que le rythme du déclin commençait à ralentir (se référer à la figure A.1).

**Figure A.1 La production a fortement baissé en Asie de l'Est, mais le creux de la vague semble atteint**

Production industrielle, % de variation (taux annuel CVS)



Source : Données de la Banque mondiale, par le biais de Thomson/Datastream.

Note : \*\* Les données de production récentes pour la Chine présentent des distorsions du fait que le calendrier du Nouvel An chinois varie d'une année sur l'autre, ce qui complique la présentation des chiffres CVS.

La Chine reste en meilleure situation dans la région et dans l'économie mondiale, avec des signes indiquant que la chute de l'activité économique pourrait y atteindre un creux. Le pays supporte la crise financière et économique mieux que beaucoup d'autres car il ne s'appuie pas sur un financement extérieur, ses banques ont été largement épargnées par la crise financière internationale et il dispose de l'espace budgétaire et macro-économique permettant la mise en œuvre de fortes mesures de relance. Un important programme d'investissements publics, équivalent à 12 % du PIB de 2008, a été annoncé fin 2008. Associée à un assouplissement monétaire et à d'autres mesures, la demande nationale paraît être au plus bas, compensant partiellement la faible demande externe et les effets d'un effort antérieur pour combattre une surchauffe. La croissance du PIB réel est descendue à une valeur la plus basse en 10 ans, à 6,1 % au premier trimestre de 2009 (sur un an), par rapport à 9 % pour 2008 dans son ensemble et à un record de 13 % en 2007.

Le ralentissement en Indonésie est survenu relativement tard et, jusqu'à présent, a été plus modéré que dans de nombreux autres pays de la région. Bien que l'expansion de toutes les composantes du PIB ait ralenti à la fin de 2008, la croissance de l'exercice s'élève à 6,1 %, un rythme qui a peu changé depuis 2007. Mais le déclin des exportations et le ralentissement de la consommation et des dépenses d'investissement ont provoqué un ralentissement de la

croissance qui s'élève à 4,4 % pour le premier trimestre de 2009 (sur l'année). En Thaïlande, la contraction de la demande étrangère, combinée à l'impact de l'incertitude politique, pèse lourdement sur l'activité économique, transformant le lent essor du début de 2008 en une contraction d'ici le quatrième trimestre à 22 % (désaisonnalisé), tandis que la production a continué de décliner à un rythme annualisé de 7,3 % au cours du premier trimestre de 2009.

Le Cambodge a connu le ralentissement de croissance le plus fort de l'Asie de l'Est et de la région du Pacifique en développement. Les exportations, dont la plupart consistent en vêtements expédiés aux États-Unis, ont beaucoup souffert, tout comme le secteur du bâtiment après une forte correction à la baisse des prix des logements, ainsi que des prêts et du tourisme. La croissance du PIB réel a ralenti à 6,7 % en 2008, suite à 10,2 % de gains en 2007. Par contre, la croissance a beaucoup moins ralenti au Vietnam en 2008, car le gouvernement a réagi à la menace d'une surchauffe de l'économie nationale de façon décisive à partir de la fin de 2007. En réponse au premier choc de la crise actuelle, les autorités ont mis en mars 2008 l'accent sur la stabilisation plutôt que sur la croissance. En novembre 2008, elles ont de nouveau soutenu l'activité économique grâce à d'importantes réductions des taux d'intérêt, des injections de liquidités et à un plan de relance fiscale. Le ralentissement de la croissance a été limité à 6,2 % en 2008, comparativement à 8,5 % en 2007.

Grâce au déclin de l'inflation (les prix à la consommation ont baissé de façon substantielle dans l'Asie de l'Est, la hausse des prix alimentaires et du carburant de 2007-2008 étant largement annulée à la mi-2009) et en réponse à l'affaiblissement de l'activité économique et aux effets de la crise financière internationale, les autorités monétaires de nombreux pays ont baissé leurs taux d'intérêts directeurs et mis en place d'autres mesures destinées à soutenir les liquidités nationales et la disponibilité du crédit. Dans un contexte de saine gestion bancaire dans la plupart des pays, ces mesures ont garanti que les liquidités en monnaies locales sont restées largement suffisantes et les taux interbancaires ont diminué ou sont restés stables. Les actions politiques ont inclus : des réductions des taux des banques centrales dans tous les pays à revenu moyen et le Vietnam ; des réductions des taux minimum de réserves obligatoires (Chine, Indonésie pour les dépôts en dollars, Malaisie, Philippines et Vietnam) ; l'augmentation des taux payés sur les réserves obligatoires (Indonésie et Vietnam) et ; des extensions de la couverture et des échéances des obligations des banques centrales. La banque centrale de Chine a également apporté des liquidités en rachetant plus tôt des actifs en monnaie locale. Plusieurs pays ont également étendu leurs systèmes de garantie des dépôts afin de couvrir la plupart ou la totalité de ceux-ci.

Les pays à revenu intermédiaire d'Asie de l'Est ont fait activement appel à la politique budgétaire pour stimuler la demande intérieure. Dans l'ensemble, les plans de relance sont équivalents à 3,6 % du PIB régional, et il faut rajouter 1,7 % de PIB pour les mesures à mettre en œuvre en 2009 et la plupart de celles qui seront mises en œuvre en 2010. Le rôle des stabilisateurs automatiques est plus faible en Asie de l'Est que dans d'autres régions, ce qui laisse la détérioration des soldes budgétaires globalement en ligne avec celle des pays les plus développés. Néanmoins, les pays en développement d'Asie de l'Est ont été plus vigoureux que d'autres groupes dans la mise en place d'un soutien à l'activité économique.

Tous les pays à revenu intermédiaire ont mis en place des plans de relance budgétaire sélectifs. Les pays à faible revenu, qui ont le plus souvent peu ou pas de marge de manœuvre budgétaire et des capacités d'absorption et administratives faibles ou limitées, ont essayé d'obtenir une augmentation de l'aide extérieure pour libérer des fonds pour d'autres dépenses. Des réductions sélectives des taux d'imposition et des augmentations des dépenses se sont ajoutées à une baisse des revenus due à une croissance plus faible et à une baisse des prix des marchandises, et ont contribué à la hausse des déficits budgétaires dans la région. Les plus

fortes hausses ont été enregistrées en Chine et en Thaïlande, pays considérés comme ayant la plus grande marge de manœuvre fiscale. Il existe d'importantes variations entre les plans fiscaux, notamment en termes de taille et de réductions d'impôts par rapport à l'augmentation des dépenses ou d'autres mesures, et selon le fait que les propositions ciblent seulement 2009 ou 2009-2010. Les plans en Chine et aux Philippines incorporent des mesures qui doivent être financées à la fois par les secteurs public et privé. En revanche, le plan de la Malaisie comprend d'importantes garanties de crédit et des investissements en actions qui ne contribuent pas au déficit public.

**Les flux de capitaux diminuent en 2008.** Dans un contexte de hausse puis de baisse des prix des marchandises et de forte contraction des échanges commerciaux à la fin de 2008, la balance des opérations courantes ne s'est améliorée qu'en Chine et en Malaisie, deux pays ayant des excédents, et en République démocratique populaire lao, pays avec un important déficit. En Chine, l'excédent a augmenté en 2008 en dollars, tandis que les résultats mensuels ont atteint des sommets vers la fin de l'année alors qu'une forte baisse des échanges commerciaux s'installait, mais s'affaiblissait par rapport au PIB à environ 10 %. En République démocratique populaire lao, les exportations de matières premières ont augmenté rapidement en 2008, en dépit de la baisse des prix, dépassant l'augmentation des exportations en valeur. Alors que le déficit extérieur s'est légèrement aggravé sur l'ensemble de l'année au Vietnam, à environ 10 % du PIB, les mesures politiques prises pour lutter contre la surchauffe ont réussi à calmer l'économie et ont contribué au passage, au cours des derniers mois, d'un déficit commercial à un excédent. En contraste avec ces évolutions, les balances des opérations courantes se sont aggravées dans le reste de la région. Pour les pays en développement d'Asie de l'Est, le montant total de l'excédent des comptes courants a diminué de 9,5 % du PIB en 2007 à 8,1% pour 2008, mais si la Chine est exclue de ces calculs, ces chiffres changent de manière spectaculaire en excédents de 5,2 et 2,8 % du PIB.

La demande mondiale en actifs des pays en développement a diminué dans un contexte d'augmentation de l'aversion au risque, de désendettement et de perspectives de croissance plus faibles, provoquant un affaiblissement considérable des flux de capitaux vers les pays de la région. Après une pointe en 2007, les flux nets de capitaux vers l'Asie de l'Est et la région du Pacifique ont commencé à ralentir au début de 2008 avant de devenir des sorties au cours du deuxième trimestre en Malaisie et les NPI, ainsi qu'en Chine et en Indonésie à la fin de l'année. Pour l'ensemble de la région, un ralentissement notable des flux de portefeuilles, des émissions obligataires et des emprunts bancaires a été évident en 2008, alors que les IDE ont maintenu une moyenne assez ferme avec une augmentation de plus de 10 milliards de dollars au cours de l'année pour atteindre 185 milliards de dollars. Si l'on exclut les apports publics, les prêts résidents à l'étranger et les erreurs et omissions, les flux de capitaux privés vers la région ont chuté de 280 milliards de dollars environ en 2007 à 203 milliards de dollars en 2008 (se référer au tableau A.1).

Les non-résidents ont continué à vendre des actions et ont commencé, pendant la deuxième moitié de 2008, à vendre des titres de créance et à retirer de façon sélective des dépôts bancaires détenus auprès des banques nationales. Les flux entrants d'investissements directs étrangers ont nettement ralenti au second semestre de 2008, les entreprises terminant les projets déjà commencés, mais reportant les nouveaux engagements et les nouvelles constructions. Dans certains pays, des projets préalablement approuvés ont été annulés, notamment dans le développement immobilier, l'exploitation minière et la fabrication. Les prêts consentis par les banques étrangères ont également fortement ralenti au cours de l'année. Les remboursements aux banques étrangères ont commencé au cours des deuxième et troisième trimestres, ce qui limite les flux entrant sur l'année à moins de 20 milliards de dollars. Les pays ayant les remboursements bancaires les plus importants en 2008 étaient la

République de Corée (17 milliards de dollars), la Malaisie (13 milliards de dollars) et la Chine (9 milliards de dollars).

**Tableau A.1 Apports nets de capitaux à la région d'Asie de l'Est et Pacifique**  
en milliards

|  | 2002  | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   | 2007   | 2008p  |
|--|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Flux financiers</b>                   |       |        |        |        |        |        |        |
| Soldes courants                          | 53.9  | 70.3   | 88.4   | 174.9  | 282.6  | 387.9  | 396.9  |
| <i>en % du PIB</i>                       | 2.7   | 3.1    | 3.4    | 5.8    | 8.3    | 9.5    | 8.1    |
| Flux nets publics et privés              | 53.0  | 74.7   | 125.0  | 184.7  | 196.5  | 278.3  | 201.2  |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 60.7  | 81.9   | 130.2  | 187.6  | 206.0  | 281.2  | 203.0  |
| Flux nets de capitaux                    | 63.2  | 69.3   | 89.6   | 130.1  | 161.4  | 210.5  | 192.5  |
| ..Apports nets d'IDE                     | 59.4  | 56.8   | 70.3   | 104.4  | 105.2  | 175.3  | 185.1  |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | 3.8   | 12.5   | 19.3   | 25.7   | 56.2   | 35.2   | 7.4    |
| Flux nets générateurs de dette           | -10.2 | 5.4    | 35.4   | 54.6   | 35.1   | 67.8   | 8.7    |
| ..Créanciers officiels                   | -7.7  | -7.2   | -5.2   | -2.9   | -9.5   | -2.9   | -1.8   |
| ....Banque mondiale                      | -1.7  | -1.5   | -1.9   | -0.6   | -0.4   | -0.3   | 1.2    |
| ....FMI                                  | -2.7  | -0.5   | -1.6   | -1.6   | -8.5   | 0.0    | 0.0    |
| ....Autres créanciers                    | -3.3  | -5.2   | -1.7   | -0.7   | -0.6   | -2.6   | -3.0   |
| ..Créanciers privés                      | -2.5  | 12.6   | 40.6   | 57.5   | 44.6   | 70.7   | 10.5   |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | -12.4 | -9.7   | 7.9    | 12.1   | 15.4   | 28.1   | 16.2   |
| .....Obligations                         | 0.1   | 1.8    | 9.6    | 12.1   | 5.6    | 2.3    | 2.2    |
| .....Banques                             | -10.2 | -8.4   | 0.4    | 2.0    | 11.4   | 26.2   | 14.0   |
| .....Autres créanciers privés            | -2.3  | -3.1   | -2.1   | -2.0   | -1.6   | -0.4   | 0.0    |
| ....Flux nets à court terme              | 9.9   | 22.3   | 32.7   | 45.4   | 29.2   | 42.6   | -5.7   |
| Erreurs et omissions /a                  | -17.5 | -7.7   | 23.4   | -143.3 | -187.1 | -130.8 | -170.2 |
| Varations de réservas (- = augmentation) | -89.4 | -137.3 | -236.8 | -216.3 | -291.9 | -535.4 | -427.9 |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |       |        |        |        |        |        |        |
| Envios de fonds des travailleurs         | 29.5  | 35.4   | 39.2   | 46.7   | 53.0   | 65.3   | 69.6   |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

Toutes les prévisions et bases de données correspondantes ont été gelées le 5 juin 2009. Les prévisions les plus récentes pour la Chine (datées du 18 juin 2009) sont disponibles dans le China Quarterly Update (<http://go.worldbank.org/2J2ZOXIE90>).

## Perspectives

Le fléchissement des exportations et le ralentissement du développement de la demande intérieure ralentiront la croissance du PIB réel dans les pays en développement de l'Asie de l'Est, qui passe à 5 % en 2009 par rapport à 8 % en 2008, malgré un assouplissement monétaire et budgétaire certain. La morosité de la demande intérieure reflète le ralentissement de la croissance ou la baisse des dépenses d'investissements par le secteur privé, qui n'est que partiellement compensée par une hausse des dépenses publiques d'investissements dans les pays à revenu intermédiaire. Dans le même temps, les dépenses des ménages déclinent, les soldes d'épargne de précaution étant consolidés dans un contexte de montée du chômage et de ralentissement des augmentations de salaires (se référer au tableau A.2).

Grâce à la Chine, la croissance en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique en développement sera la plus rapide parmi les régions du monde. La contribution de la région au PIB mondial reste la plus importante, à égalité en termes de dollars avec la somme des contributions des trois autres régions ayant des effets positifs : l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Étant donné que le PIB nominal des pays en développement de l'Asie de l'Est représente à peine un dixième de la production mondiale, la contribution de la région au PIB mondial marginal ne compensera que partiellement la chute de la production dans les pays développés. Si l'on exclut toutefois la Chine, la performance des pays en développement d'Asie de l'Est devrait être terne. Cela s'explique par l'ouverture des économies de la région et par l'étroitesse des réseaux de production organisés pour desservir les marchés des États-Unis (et dans une moindre mesure, du Japon). Mais tout comme ces caractéristiques structurelles ont causé la chute de la

croissance de ces pays pendant le ralentissement mondial, elles serviront également de soutien à leurs performances lors de la reprise de la croissance mondiale.

**Tableau A. 2 Asie de l'Est et Pacifique - Résumé des perspectives**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. | Prévision |      |      |
|--|--------------------|------|------|------|-----------|------|------|
|  |                    |      |      | 2008 | 2009      | 2010 | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 7.4                | 9.8  | 11.4 | 8.0  | 5.0       | 6.6  | 7.8  |
| PIB par habitant, \$ constants                                     | 6.3                | 8.9  | 10.5 | 7.2  | 4.2       | 5.8  | 7.0  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>  | 7.3                | 9.7  | 11.3 | 8.0  | 5.0       | 6.6  | 7.8  |
| Consommation privée  | 5.9                | 7.1  | 9.5  | 6.5  | 5.0       | 5.7  | 7.1  |
| Consommation publique  | 8.3                | 8.2  | 10.4 | 9.9  | 9.8       | 9.5  | 8.3  |
| Investissement en capital fixe                                     | 7.9                | 8.8  | 9.5  | 8.3  | 11.5      | 6.8  | 7.5  |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 12.7               | 19.0 | 15.3 | 9.7  | -8.7      | 5.1  | 8.7  |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 9.8                | 12.6 | 11.0 | 11.8 | -2.9      | 4.6  | 8.6  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                  | 1.1                | 4.3  | 3.7  | 0.5  | -3.6      | 0.7  | 0.9  |
| Solde courant, en % du PIB   | 2.2                | 8.3  | 9.5  | 8.1  | 7.5       | 6.7  | 5.8  |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                   | 5.9                | 1.3  | 1.8  | 6.4  | 6.0       | 2.5  | 2.2  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                     | -1.7               | -0.6 | 0.3  | -0.9 | -3.9      | -4.6 | -3.8 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>   |                    |      |      |      |           |      |      |
| Asia oriental à l'exclusion de la Chine                            | 3.5                | 5.7  | 6.2  | 4.8  | -0.2      | 3.5  | 5.1  |
| Chine  | 9.1                | 11.1 | 13.0 | 9.0  | 6.5       | 7.5  | 8.5  |
| Indonésie  | 2.7                | 5.5  | 6.3  | 6.1  | 3.5       | 5.0  | 6.0  |
| Thaïlande  | 2.7                | 5.3  | 4.9  | 2.7  | -3.2      | 2.2  | 3.1  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000. 3. PIB mesuré sur la base des parités de pouvoir d'achat.

4. Exportations et importations, BSNF.

Source : Banque mondiale.

Toutes les prévisions et bases de données correspondantes ont été gelées le 5 juin 2009. Les prévisions les plus récentes pour la Chine (datées du 18 juin 2009) sont disponibles dans le China Quarterly Update (<http://go.worldbank.org/2J2ZOXIE90>).

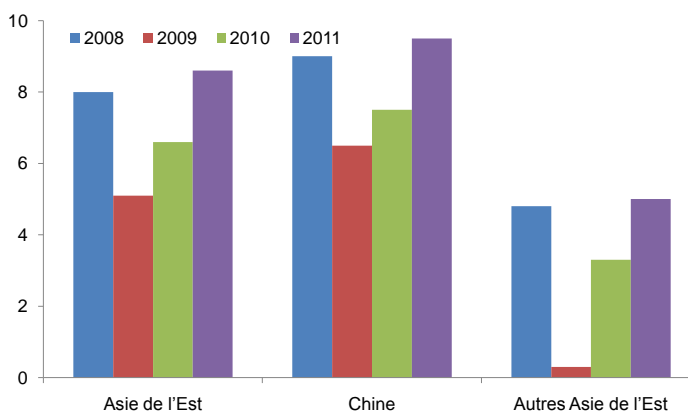
L'évolution dans la région en 2009 sera fortement influencée par la Chine (se référer à la figure A.2). La baisse de la demande mondiale entraînera une chute des exportations de la Chine cette année, la première baisse depuis des décennies.

Néanmoins, une relance monétaire et budgétaire de grande envergure devrait contribuer à compenser en partie la baisse des exportations et à contenir le ralentissement de la croissance, estimé à 6,5 % dans son ensemble pour 2009, en baisse par rapport aux 9 % de 2008. Avec une croissance inférieure à son potentiel, l'excédent de capacité est susceptible de freiner les investissements fondés sur le marché et de conduire à une

pression à la baisse sur les prix après plusieurs mois de baisses mensuelles de l'indice des prix à la consommation. Pourtant, la Chine va encore connaître une croissance plus rapide que la plupart des autres pays dans le monde en 2009, y compris tous les pays en développement d'Asie de l'Est. En effet, hormis la Chine, le PIB de la région présente une baisse de 0,2 % en 2009, le plus lent depuis la crise de la fin des années 1990.

En Malaisie et en Thaïlande, parmi les autres pays à revenu moyen de la région, la production devrait se contracter en 2009 en raison d'une baisse des exportations et des investissements.

**Figure A.2 Les perspectives de l'Asie de l'Est sont très tributaires de la Chine**  
Croissance du PIB (%)



Source : Données et projections de la Banque mondiale.

En Malaisie, le PIB réel devrait chuter de 4,4 %, résultat de la dépendance élevée et peu diversifiée des exportations d'électronique, de pétrole, d'huile de palme brute, qui ont toutes fortement chuté, et de son marché intérieur relativement faible. En Thaïlande, la chute des exportations, aggravée par l'incertitude politique accrue, devrait provoquer la contraction de la production à un taux de 3,2 %, à la suite de l'expansion la plus lente des pays en développement de l'Asie de l'Est pendant 2008. Certains pays à revenu faible sont les pays les plus affectés. La décélération de la croissance en Mongolie a été particulièrement rapide, l'effondrement des prix à l'exportation ayant dévoilé une situation budgétaire insoutenable avec peu d'épargne restant de l'essor des prix des matières premières de 2007-2008 et des transferts sociaux surdimensionnés et non ciblés. Alors que les autres grands exportateurs de produits de base ont laissé leurs monnaies se déprécier quand les termes des échanges se sont détériorés, les autorités mongoles ont défendu la détermination du taux de change de leur monnaie par référence au dollar US, ce qui a conduit à une perte substantielle des réserves de change et finalement à un fort ajustement forcé.

Au-delà de 2009, la possibilité d'une reprise plus rapide dans la région sera aidée par la Chine, mais dépendra en fin de compte du rythme de la reprise dans les économies avancées. Même dans l'hypothèse d'un début de reprise de la croissance dans les pays développés en 2010, un important écart de production demeurera pendant plusieurs années, y compris un taux de chômage élevé et la faiblesse de la consommation et des importations, ainsi que le maintien de la pression à la baisse sur les prix des produits manufacturés. De plus, une reprise en 2010 devrait être relativement modérée, à 6,6 %, soit une hausse par rapport au creux de 5 % de 2009, car les consommateurs dans les pays développés s'adaptent à des niveaux inférieurs de richesse et les banques terminent le processus de désendettement. Les perspectives d'une croissance mondiale plus faible, en contraste avec la moyenne des dix dernières années, augmentent l'importance du rééquilibrage par la Chine de son modèle de croissance, qui doit s'éloigner de la dépendance sur la fabrication destinée à l'exportation, renforcer le rôle des services, stimuler la consommation intérieure et, inévitablement, les importations.

### ***Risques et incertitudes***

Les projections décrites dans ce rapport sont accompagnées d'extrêmes incertitudes. Bien que, parmi les pays développés, la reprise suivant la plupart des récessions ait été relativement rapide, une analyse des récessions précédentes dans les économies avancées suggère que lorsqu'elles sont accompagnées d'un resserrement du crédit, d'une crise du logement et d'un repli du capital, ces récessions ont tendance à durer deux fois plus longtemps et à être plus profondes que les autres récessions « normales ». En outre, alors que l'investissement a généralement fortement repris une fois les stocks épuisés lors des reprises passées, la reprise qui suivra la récession mondiale actuelle pourrait être plus modérée en raison de la destruction importante de richesses et du désendettement continu dans les systèmes financiers dans le monde entier. La persistance des problèmes des banques commerciales, ou même un renouvellement des tensions sur les marchés financiers pourrait retarder davantage la reprise et conduire à plus d'une année de stagnation, voire de contraction de la croissance mondiale. Pour finir, même si la reprise s'amorce, son rythme devrait être plus modéré, la résolution des déséquilibres mondiaux se faisant progressivement (se référer au tableau A.3). Le scénario bas présenté dans le chapitre 1 de ce rapport met en évidence la croissance en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique, avec 4,2 % en 2009, baissant ensuite légèrement en 2010 à 3,9 % avant de recommencer à monter de façon marquée pour atteindre 7,5 % en 2011 (se référer au tableau 1.10 de la chapitre 1).

**Tableau A.3 Asie de l'Est et Pacifique - Résumé des perspectives par pays  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)**

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Cambodge</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.3                | 10.8  | 10.2  | 6.7   | 1.0       | 3.0   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.6               | -4.7  | -6.0  | -6.6  | 0.3       | -0.5  | -1.5  |
| <b>Chine</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 9.1                | 11.1  | 13.0  | 9.0   | 6.5       | 7.5   | 8.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 2.6                | 9.5   | 11.0  | 9.8   | 9.3       | 8.3   | 7.2   |
| <b>Fidji</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.3                | 3.6   | -6.6  | 1.2   | -2.5      | 2.0   | 2.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.8               | -7.5  | -37.7 | -44.3 | -22.1     | -25.5 | -29.0 |
| <b>Indonésie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.7                | 5.5   | 6.3   | 6.1   | 3.5       | 5.0   | 6.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 1.5                | 2.9   | 2.4   | 0.1   | -2.5      | -2.7  | -2.6  |
| <b>RDP lao</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.2                | 8.1   | 7.9   | 6.9   | 5.0       | 8.0   | 8.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -9.2               | 1.5   | 2.7   | -0.4  | 1.2       | 1.0   | 1.2   |
| <b>Malaisie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.6                | 5.9   | 6.2   | 4.6   | -4.4      | 2.2   | 5.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | 6.7                | 17.1  | 16.6  | 19.7  | 11.6      | 11.6  | 10.4  |
| <b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>                                   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 0.7                | 2.6   | 6.2   | 5.8   | 3.5       | 5.0   | 5.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 3.0                | 14.6  | 17.5  | 18.7  | 5.6       | 3.6   | 1.2   |
| <b>Philippines</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 5.4   | 7.2   | 4.6   | -0.5      | 2.4   | 4.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.4               | 5.0   | 5.9   | 3.3   | 2.2       | 1.6   | 2.5   |
| <b>Thaïlande</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.7                | 5.3   | 4.9   | 2.7   | -3.2      | 2.2   | 3.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | 1.9                | 1.1   | 6.5   | 0.1   | 3.8       | 3.6   | 3.4   |
| <b>Vanuatu</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.5                | 7.2   | 5.0   | 4.5   | -2.5      | 3.5   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -9.8               | -17.6 | -12.4 | -17.0 | -12.0     | -12.5 | -14.2 |
| <b>Viet Nam</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 7.2                | 8.2   | 8.5   | 6.2   | 3.5       | 5.0   | 7.0   |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour les Samoa américaines, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, les Îles Marshall, Myanmar, la Mongolie, les Îles Mariannes du Nord, les Palaos, la Rép. de Corée, les Îles Salomon, le Timor oriental, et les îles Tonga.

Source : Banque mondiale.

Toutes les prévisions et bases de données correspondantes ont été gelées le 5 juin 2009. Les prévisions les plus récentes pour la Chine (datées du 18 juin 2009) sont disponibles dans le China Quarterly Update (<http://go.worldbank.org/2J2ZOXIE90>).

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

## Europe et Asie centrale

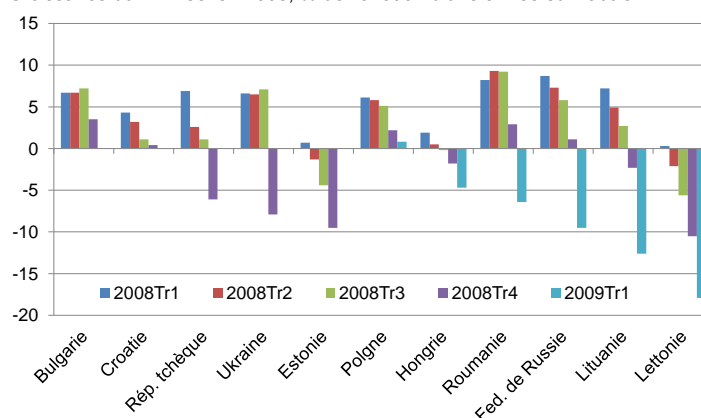
### Évolution récente de la situation

Parmi les régions en développement, ce sont l'Europe et l'Asie centrale qui ont été touchées le plus durement par la crise économique et financière mondiale. Plusieurs pays auront besoin d'un soutien international, de programmes d'ajustement et peut-être même d'une restructuration de la dette du secteur privé pour éviter une défaillance à grande échelle. Après avoir connu des années de croissance supérieure à 6 %, la croissance du PIB réel dans la région a ralenti à 4 % en 2008 et devrait baisser de 4,7 % en 2009, suite à l'effondrement des apports de capitaux, une forte détérioration des termes de l'échange et la contraction de la demande à la fois nationale et extérieure.

La vigoureuse demande intérieure qui a soutenu la croissance pendant toute l'année 2007 et les trois premiers trimestres 2008 a commencé à fléchir en plein cœur de la crise en septembre 2008. Les hauts niveaux de l'endettement libellé en devises étrangères du secteur privé et des ménages, la hausse du chômage et la propagation de la récession chez les partenaires commerciaux ont contribué à la baisse considérable du PIB de plusieurs pays au cours du quatrième trimestre de 2008. Ce sont les pays baltes de l'Estonie et de la Lettonie qui ont été le plus touchés, avec un PIB chutant respectivement de 9,5 et 10,5 % par rapport à l'année précédente, alors que d'autres marchés émergents comme la Turquie et l'Ukraine ont également enregistré une croissance négative. Dans plusieurs pays disposant de données pour le premier trimestre de 2009, la production s'est encore détériorée en l'espace de 12 mois. L'activité économique a continué à se dégrader en Hongrie (- 4,7 %), en Lituanie (- 13,6 %) et en Lettonie (- 17,9 %), alors que la Roumanie et la Russie sont entrées pour la première fois dans une phase de croissance négative (respectivement - 6,4 % et - 9,4 %). La Pologne, seule économie à faire preuve de résilience, a affiché une modeste augmentation du PIB de l'ordre de 1 % (se référer à la figure A.3).

**Figure A.3 La production a baissé rapidement au quatrième trimestre de 2008**

Croissance du PIB réel en 2008, % de variation d'une année sur l'autre



Source : Données du revenu national, sources nationales.

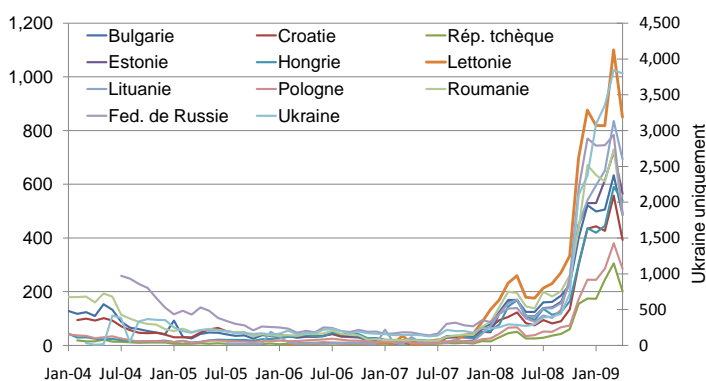
À la différence de l'Amérique latine et Caraïbes et de l'Asie de l'Est et Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale ont été touchées par la crise financière mondiale à un moment où elles étaient fortement dépendantes des apports de capitaux étrangers. Par exemple, la Hongrie avait essuyé un double déficit (comptes courants et budget de l'État) pendant plusieurs années, alors que le secteur privé de la Roumanie avait accumulé des hauts niveaux de dettes en devises étrangères pour financer l'essor de la demande intérieure. Alors que la crise financière prenait un tournant majeur en septembre 2008, les facteurs déterminants de la croissance dans cette région ont commencé à se détériorer rapidement, révélant ainsi de profondes vulnérabilités. La hausse rapide des prix des produits de base, qui avait stimulé la croissance parmi les exportateurs de matières premières au cours du premier semestre de 2008, a été entraînée dans une spirale baissière, les marchés extérieurs ont commencé à s'effondrer et les flux de capitaux se sont inversés en raison de la forte aversion aux risques des investisseurs. En conséquence, les taux de croissance ont ralenti entre 2007 et 2008,

passant de 8,8 % à 6 % pour la consommation privée et de 19,3 % à 7,7 % pour les activités d'investissement. La faiblesse des investissements et de la demande intérieure a contribué au ralentissement de la croissance des importations qui était de 9 % en 2008 comparé à 18,8 % en 2007, alors que les tensions sur les marchés extérieurs ont réduit la croissance des exportations de biens et de services de 7,7 % à 3,8 %.

Le groupe de pays le plus vulnérable au sein de la région au sens large, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est (CEE), a subi simultanément des répercussions au travers de plusieurs canaux. Sur les marchés des capitaux, le financement externe a continué à décliner, le total des apports bruts de capitaux (prêts de consortiums bancaires, émission d'obligations et premiers appels publics à l'épargne) plongeant de 56,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2008 à 3,9 milliards au premier trimestre de 2009. Au cours de la même période, les écarts de taux entre les emprunts publics sur les marchés internationaux, une mesure essentielle du risque de crédit, se sont élargis à des niveaux sans précédent. Entre septembre 2008 et mars 2009, les écarts de taux sur les swaps sur défaillance à cinq ans garantis par l'État sont passés d'une fourchette de 68 à 270 points de base à une fourchette de 381 à 1 100 points de base. Les vulnérabilités du secteur bancaire et l'accroissement généralisé de l'aversion au risque à l'égard des marchés émergents ont touché, à des degrés divers, chacun des pays de la région. En Bulgarie et en Roumanie, les écarts de taux ont presque triplé, alors qu'en Croatie, en Lituanie et en Pologne, ils se sont creusés pour atteindre cinq fois ou plus les niveaux offerts à la mi-2008 (se référer à la figure A.4). Alors que la réaction du marché a commencé à s'améliorer, les taux des swaps sur défaillance se sont assouplis en avril et en mai, mais ont continué à planer au-dessus des niveaux antérieurs à la crise.

**Figure A.4 La tarification du risque a augmenté du fait de la crise financière**

Spreads appliqués à un certain nombre de swaps sur défaillance de crédit souverain



Source : Thomson/Datastream – CMA.

Le tarissement des capitaux a été exacerbé par les développements défavorables sur les marchés des marchandises, où la croissance record antérieure à la crise financière avait été soutenue par les grands flux commerciaux avec la zone euro. L'amenuisement rapide de la demande des consommateurs et des dépenses d'investissement parmi les grands partenaires d'Europe occidentale a entraîné une forte contraction du commerce. Au dernier trimestre de 2008, les exportations réelles se sont contractées de 2 % en Pologne (sur une période de 12 mois), de 3 % en Croatie et de 6 % en Bulgarie et en Lettonie. Ce sont les exportations turques qui ont le plus baissé, à savoir de 8 %, en raison d'une chute de la demande de ses produits manufacturés.

Le déclin des apports de capitaux et des exportations s'est traduit par une baisse à deux chiffres de la production industrielle au début de l'année 2009 pour une multitude de pays. Au premier trimestre de 2009, la production industrielle a chuté de 10 % en Croatie (sur une période de 12 mois), de 11 % en Pologne, de 12 % en Roumanie, de 18 % en Bulgarie, de 22 % en Turquie et de 24 % en Lettonie. Au cours du premier trimestre de 2009, la Turquie a enregistré une contraction de 51 % du nombre d'automobiles produites, comparé au premier trimestre de 2008. En Pologne, la production industrielle de véhicules à moteur a également subi une baisse de plus de 25 %, due néanmoins dans une large mesure à une faible demande

intérieure. L'industrie automobile roumaine, considérée comme l'une des plus vulnérables de la région, a bénéficié du programme de mise à la ferraille de véhicules qui a permis de relancer les ventes de voitures neuves en Allemagne. Les exportations automobiles ont augmenté de 62 % au premier trimestre de 2009, compensant ainsi la baisse de 51 % des ventes nationales de voitures neuves au cours des quatre premiers mois.

Sur le marché du travail, la crise a réduit le revenu des particuliers suite à la montée du chômage sur le plan national et à l'étranger, ce dernier se traduisant par une baisse des envois de fonds des expatriés. En 2007, les envois de fonds des travailleurs émigrés<sup>1</sup> ont constitué plus de 10 % du PIB en Albanie et 5 % en Roumanie et en Bulgarie. Un grand nombre de ces travailleurs étant employés dans les secteurs européens les plus touchés par la récession (comme le personnel domestique, le bâtiment et l'agriculture), le revenu des envois de fonds dans la région de la CEE n'a augmenté que de 5 % en 2008, comparé à 21 % l'année précédente. À la suite des premiers signes de déclin touchant l'économie réelle, le chômage dans ce groupe de pays a augmenté en février-mars d'un point de pourcentage par rapport au taux moyen en vigueur pendant la première moitié de 2008.

Les pressions exercées sur les comptes courants et les difficultés financières ont déclenché une succession d'emprunts auprès du Fonds monétaire international (FMI). La Hongrie (qui avait déjà quitté le statut de pays à revenu moyen) et la Lettonie ont été parmi les premiers pays à se tourner vers le FMI en 2008, contractant des emprunts d'un montant de 18,1 milliards de dollars. La Serbie leur a emboîté le pas, bénéficiant d'un accord de confirmation pour un montant de 530 millions de dollars visant à rétablir la confiance des marchés envers son économie. En mars, la Roumanie a dû faire appel au FMI pour obtenir un prêt de 17 milliards de dollars, alors que sa monnaie nationale venait de perdre environ 20 % de sa valeur par rapport à l'euro au cours des 12 derniers mois. Début avril, la Pologne a profité d'une ligne de crédit flexible de 20,5 milliards de dollars offerte par le FMI – une facilité de soutien à titre de mesure de précaution pour les pays présentant de bons fondements économiques – en vue de stimuler ses réserves en devises étrangères.

Malgré la résilience initialement démontrée au sein de la Communauté des États indépendants (CEI), ce groupe n'a pas été épargné par l'effondrement mondial. Le déclin brutal des prix du pétrole sur le marché international au deuxième trimestre de 2008 a fortement touché les producteurs d'hydrocarbures, en particulier les pays exportateurs de pétrole comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et surtout la Fédération de Russie. En Russie, pays traditionnellement moteur de croissance dans la région, l'effondrement des revenus pétroliers a entraîné une baisse du PIB à un taux annualisé (taux annuel désaisonnalisé) de 6,9 % au quatrième trimestre de 2008 et à un rythme choquant de 30,6 % au premier trimestre de 2009, faisant baisser le niveau du PIB de 9,4 % par rapport au niveau atteint un an plus tôt.

Dans tous les pays de la CEI, la dépendance à l'égard du financement externe n'a fait qu'exacerber les effets négatifs de la chute des prix des matières premières. La dégradation généralisée de la confiance des investisseurs envers les marchés émergents s'est élargie à toute la région, touchant plus particulièrement le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine. En Ukraine, les écarts de taux sur les swaps sur défaillance à cinq ans sont passés de 443 points de base en septembre 2008 au chiffre record de 3 795 points en avril 2009. En plus du ralentissement économique et des turbulences financières, les inquiétudes des investisseurs à l'égard de l'Ukraine ont été renforcées par les difficultés politiques rencontrées lors de la mise en œuvre d'une série de mesures nécessaires pour assurer les déboursements de fonds aux termes d'un accord de prêt de stabilisation avec le FMI. Les apports de capitaux bruts à la

---

<sup>1</sup> Les envois de fonds des migrants représentent la somme des envois de fonds des travailleurs, des compensations des employés, et des transferts.

zone de la CEI ont chuté de 39 % en 2008, après une hausse de 84 % l'année précédente. Au premier trimestre de 2009, les flux de capitaux vers tous les pays membres sont tombés à zéro, à l'exception de la Russie (qui a placé 500 millions de dollars d'obligations sur le marché et obtenu un prêt de 1,35 milliard de dollars auprès d'un consortium bancaire) et l'Ukraine (qui a procédé à une émission de titres de l'ordre de 7 millions de dollars) (se référer au tableau A.4).

**Tabla A.4 Apports nets de capitaux à la région d'Europe et Asie centrale**  
en milliards

|  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005   | 2006   | 2007   | 2008p  |
|--|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Flux financiers</b>                   |       |       |       |        |        |        |        |
| Soldes courants                          | 18.9  | 14.7  | 26.7  | 44.2   | 25.1   | -34.1  | -11.6  |
| <i>en % du PIB</i>                       | 1.9   | 1.2   | 1.7   | 2.2    | 1.1    | -1.1   | -0.3   |
| Flux nets publics et privés              | 46.5  | 83.4  | 124.1 | 156.3  | 279.0  | 465.8  | 255.8  |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 43.7  | 89.3  | 134.3 | 192.1  | 311.3  | 471.4  | 250.5  |
| Flux nets de capitaux                    | 22.0  | 31.2  | 59.1  | 70.8   | 125.4  | 180.8  | 162.4  |
| ..Apports nets d'IDE                     | 18.5  | 30.5  | 55.5  | 62.8   | 114.9  | 154.4  | 170.8  |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | 3.5   | 0.7   | 3.6   | 8.0    | 10.5   | 26.4   | -8.4   |
| Flux nets générateurs de dette           | 24.5  | 52.2  | 65.0  | 85.5   | 153.6  | 285.0  | 93.4   |
| ..Créanciers officiels                   | 2.8   | -5.9  | -10.2 | -35.8  | -32.3  | -5.6   | 5.3    |
| ....Banque mondiale                      | 1.1   | -0.4  | 0.5   | -0.5   | 0.4    | 0.0    | 0.8    |
| ....FMI                                  | 4.7   | -1.9  | -5.9  | -9.8   | -5.8   | -5.0   | 7.0    |
| ....Autres créanciers                    | -3.0  | -3.6  | -4.8  | -25.5  | -26.9  | -0.6   | -2.5   |
| ..Créanciers privés                      | 21.7  | 58.1  | 75.2  | 121.3  | 185.9  | 290.6  | 88.1   |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | 17.0  | 24.2  | 54.8  | 101.0  | 131.2  | 189.3  | 93.8   |
| .....Obligations                         | 4.7   | 9.7   | 19.4  | 27.5   | 31.8   | 58.2   | 17.6   |
| .....Banques                             | 13.8  | 14.9  | 36.7  | 74.6   | 100.2  | 132.1  | 77.2   |
| .....Autres créanciers privés            | -1.5  | -0.4  | -1.3  | -1.1   | -0.8   | -1.0   | -1.0   |
| ....Flux nets à court terme              | 4.7   | 33.9  | 20.4  | 20.3   | 54.7   | 101.3  | -5.7   |
| Erreurs et omissions /a                  | -34.5 | -45.4 | -78.9 | -110.0 | -127.7 | -194.7 | -307.9 |
| Varations de reservas (- = augmentation) | -30.9 | -52.8 | -71.9 | -90.6  | -176.4 | -237.1 | 63.8   |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |       |       |       |        |        |        |        |
| Envios de fonds des travailleurs         | 13.7  | 15.5  | 22.2  | 31.2   | 38.3   | 50.4   | 53.1   |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

La zone de la CEI a également subi une baisse des envois de fonds, une source majeure de revenu pour les économies à faible revenu du groupe. En 2007, le revenu provenant des envois de fonds de l'étranger était équivalent à 46 % du PIB au Tadjikistan, 28 % en République kirghize et 34 % en Moldova. En Moldova, plus de 35 % de la population vivait dans des foyers bénéficiant d'envois de fonds en 2008<sup>2</sup>. Avec le ralentissement de la croissance entraîné par les recettes pétrolières en Russie, la progression du montant total des transferts d'argent pour la région CEI s'est considérablement ralentie pour atteindre 7 % en 2008, comparé à une croissance record de 75 % en 2007. La hausse soudaine du chômage en Russie, qui a atteint 10 % en avril 2009 (comparé à 5,9 % un an auparavant), a forcé des centaines de travailleurs émigrés à retourner dans leur pays natal<sup>3</sup>. Dans le but d'atténuer les répercussions extérieures causées par la forte baisse des envois de fonds, le Tadjikistan, le pays le plus pauvre de la région, s'est tourné vers le FMI en avril pour obtenir un prêt de 116 millions de dollars dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

### **Perspectives**

Les ondes de choc provoquées par la crise initiale sur les marchés financiers et les marchés des marchandises du monde entier continueront à se faire douloureusement sentir sur les perspectives de croissance de toute l'Europe et l'Asie centrale. Alors que de nombreux pays

<sup>2</sup> International Organization for Migration 2008 survey.

<sup>3</sup> "Migrants return home to Tajikistan", BBC, 28 avril 2009.

font face à de grandes difficultés au niveau de la balance des paiements et, dans certains cas, procèdent à des ajustements inévitables pour soutenir leur économie réelle, la région devra faire face à la contraction la plus forte parmi toutes les régions en développement (se référer au tableau A.5). Le PIB global devrait se contracter de 4,7 % en 2009, avant de se rétablir pour atteindre une croissance encore timide de 1,6 %, parallèlement au dégel des marchés prévu pour 2010.

**Tableau A.5 Europe et Asie centrale - Résumé des perspectives**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. | Prévision |      |      |
|--|--------------------|------|------|------|-----------|------|------|
|  |                    |      |      | 2008 | 2009      | 2010 | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 7.5  | 6.9  | 4.0  | -4.7      | 1.6  | 3.3  |
| PIB par habitant, \$ constants                                     | 4.1                | 7.5  | 6.9  | 4.0  | -4.7      | 1.6  | 3.2  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>  | 4.0                | 7.7  | 7.3  | 4.4  | -5.3      | 1.8  | 3.2  |
| Consommation privée  | 4.8                | 7.5  | 8.8  | 6.0  | -3.9      | 2.0  | 3.8  |
| Consommation publique  | 2.3                | 5.1  | 4.8  | 4.0  | 1.0       | 1.6  | 3.0  |
| Investissement en capital fixe                                     | 5.1                | 16.0 | 19.3 | 7.7  | -19.5     | 0.4  | 3.0  |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 7.9                | 8.3  | 7.7  | 3.8  | -6.2      | 3.2  | 5.1  |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 8.8                | 14.3 | 18.8 | 9.0  | -12.0     | 2.9  | 5.5  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                  | -0.2               | -2.4 | -4.9 | -2.7 | 3.4       | -0.1 | -0.5 |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.8                | 0.9  | -1.3 | -0.4 | -1.2      | -0.5 | -0.5 |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                   | 17.2               | 8.9  | 8.8  | 12.3 | 2.1       | 5.0  | 5.0  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                     | -3.1               | 3.2  | 1.6  | 0.7  | -5.9      | -4.1 | -3.0 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>   |                    |      |      |      |           |      |      |
| Pays en transition   | 4.1                | 6.8  | 5.7  | 2.8  | -3.5      | 1.0  | 3.1  |
| Europe centrale et orientale                                       | 3.9                | 6.6  | 6.7  | 4.6  | -1.6      | 0.6  | 3.2  |
| La Communauté des États indépendants                               | 4.1                | 8.5  | 8.6  | 5.6  | -6.2      | 2.5  | 3.5  |
| Fédération de Russie   | 3.9                | 7.7  | 8.1  | 5.6  | -7.5      | 2.5  | 3.0  |
| Turquie  | 4.3                | 6.9  | 4.7  | 1.1  | -5.5      | 1.5  | 3.0  |
| Pologne  | 4.3                | 6.2  | 6.7  | 4.8  | 0.5       | 0.9  | 3.5  |

Note: 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2000. 3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2000.

4. Exportations et importations, BSNF.

Source : Banque mondiale.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, le PIB devrait baisser de 1,6 % et rester pratiquement au même niveau pendant toute l'année 2010, à mesure que la plupart des économies de la région se rétabliront lentement de la crise. Le fléchissement le plus marqué sera ressenti dans les pays baltes, du fait que la Lettonie lutte pour se remettre de la chute brutale de son PIB durant l'année 2008 et du fait que la réduction de la consommation des particuliers se propage en Lituanie. Les prévisions tablent sur une baisse de 13 % du PIB de la Lettonie en 2009, alors que le PIB de la Lituanie semble sur le point de se contracter de 10 %. Malgré les fondements relativement solides de son économie, la Pologne ne sortira pas indemne de la crise. Son PIB devrait enregistrer une croissance d'à peine 0,5 % en 2009 du fait que le pays est toujours exposé aux réactions en chaîne au travers des flux commerciaux et des vulnérabilités financières, étant donné la forte présence d'établissements étrangers dans son système bancaire.

La zone de la CEI doit s'attendre à faire face à une profonde récession en 2009, avec une contraction de 6,2 % du PIB réel, comparé à une croissance de 8,6 % en 2007 et de 5,6 % en 2008. Ce ralentissement est dû, en majeure partie, à la réduction projetée de 42 % des prix de l'énergie au niveau mondial en 2009 (par rapport à la moyenne en 2008). Pour le groupe des pays de la CEI exportateurs de pétrole, le déclin des termes de l'échange représente une perte d'environ 7,9 % de leur PIB en 2008. En Russie, la baisse de la production industrielle, la montée en flèche du chômage et la fuite des capitaux étrangers devraient entraîner une

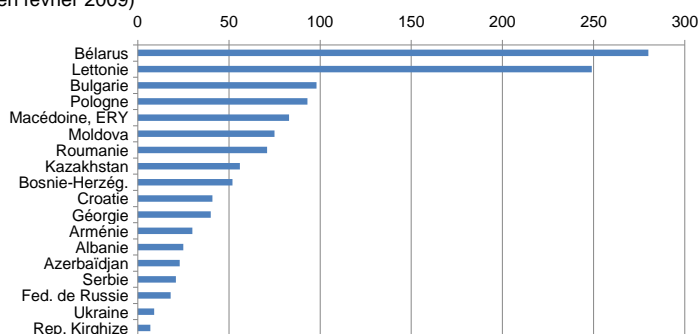
réduction de 7,5 % du PIB, envoyant des vagues destructrices dans toute la CEI par le biais des flux commerciaux et des transferts de fonds interrégionaux. Les prévisions indiquent que les envois de fonds de la Russie aux autres pays de la CEI baisseront de 25 % pour la première fois en dix ans. Les petits pays de la CEI importateurs de pétrole seront les plus touchés en raison de leurs liens économiques étroits avec la Russie. Le PIB devrait baisser de 6 % en Arménie, de 3,3 % au Bélarus et de 3 % en Moldova.

Selon les projections, les besoins de financement de la région se maintiendront à un niveau substantiel, causé en partie par les déficits importants des comptes courants. La prolongation du resserrement du crédit, la montée inexorable de la récession dans la zone euro et la brusque contraction de l'économie russe continueront à exercer des pressions sur les comptes courants dans un certain nombre de pays. Seules deux économies sont susceptibles de continuer à enregistrer des surplus, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan qui, en 2008, ont respectivement généré des surplus records d'exportations nettes à deux chiffres de 38 % et 16,2 % du PIB avec les exportations nettes. En 2009, l'excédent des comptes courants de l'Azerbaïdjan devrait baisser à 10,3 % du PIB et celui de l'Ouzbékistan à 11,8 %. La Russie devrait également s'attendre à afficher un excédent des comptes courants de 2,4 % du PIB, du fait que la dépréciation rapide du rouble a considérablement ralenti les importations. Dans d'autres pays, la chute brutale des exportations de marchandises et de services sera compensée par la contraction des importations au moyen d'ajustements apportés à l'économie réelle. Cependant, ces effets compensatoires ne seront pas suffisants pour inverser les déficits persistants de la balance des comptes courants. Dans l'ensemble de l'Europe et de l'Asie centrale, le déficit actuel des comptes courants se creusera de 0,4 % du PIB en 2008 à 1,2 % en 2009.

Les besoins élevés de financement externe dans cette région en 2009 reflètent également l'arrivée à échéance de la dette à court terme qui se monte à plus de 283 milliards de dollars<sup>4</sup>. Parmi les pays présentant de hauts niveaux d'endettement à court terme, seule la Russie serait en mesure de payer la facture en l'absence de financement externe, en puisant dans ses réserves ou dans l'excédent de ses comptes courants. En février 2009, les réserves de liquidités internationales détenues par le Bélarus, la Bulgarie et la Lettonie étaient insuffisantes pour couvrir le remboursement de la dette arrivant à échéance en 2009 (se référer à la figure A.5). Le Kazakhstan, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la Moldova, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie avaient des niveaux de dette à court terme supérieurs à 50 % du montant de leurs réserves. Jusqu'à présent, la reconduction de la dette à court terme ne présente pas le problème initialement redouté – en partie en raison des pressions exercées par les autorités nationales et internationales sur les établissements de crédit.

**Figure A.5 Beaucoup de pays font face à d'importants risques de refinancement en raison de leur endettement à court terme**

Prévisions de dette à court terme arrivant à échéance en 2009 (% des réserves en février 2009)



Sources : Statistiques financières internationales, Banque des règlements internationaux., calculs des services de la Banque mondiale.

<sup>4</sup> La dette à court terme due en 2009 est calculée sur le système de notification de la Banque des règlements internationaux et sur les données sorties en mai 2009.

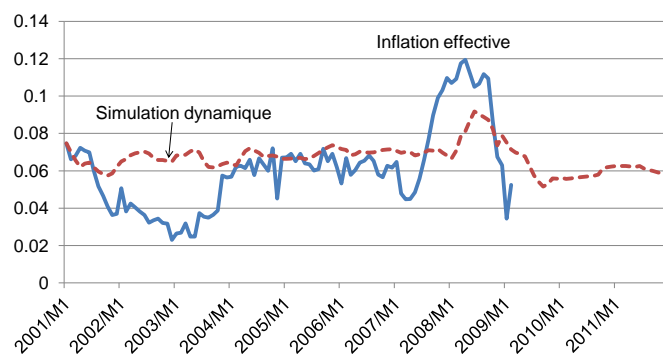
Avec l'arrêt soudain des flux de capitaux, le resserrement des marchés financiers et les besoins d'emprunt élevés, les insuffisances de financement<sup>5</sup> dans la région pourraient s'élever à 102 milliards de dollars, soit 3,7 % du PIB en 2009. Pour les pays qui ne disposent pas de grandes réserves en devises étrangères, le déficit devra être comblé soit par des flux de capitaux en provenance de sources publiques soit par des ajustements internes. Entre septembre 2008 et mai 2009, 9 pays ont conclu des accords avec le FMI pour obtenir une aide totale de 55,8 milliards de dollars<sup>6</sup>, s'ajoutant aux fonds canalisés au travers de la Banque mondiale, de la Commission européenne et de plusieurs autres donateurs. La Lituanie et la Turquie examinent actuellement des options similaires et pourraient s'engager dans des programmes de stabilisation établis par le FMI en 2009.

Bien que l'afflux de capitaux publics de l'étranger ait fourni un certain répit temporaire, l'aide internationale ne peut pas compenser à elle seule la contraction brutale des flux de capitaux privés et un grand nombre de pays dans la région sont confrontés à des coupes douloureuses dans la demande intérieure dans le cadre du processus de rajustement. D'après les prévisions, le déficit des comptes courants se creusera de 5 % du PIB ou même plus dans cinq pays de la région. Dans les pays avec un taux de change flottant, certains ajustements surviendront par le biais d'une dépréciation, mais celle-ci se traduira par un endettement plus élevé pour les entreprises privées et les foyers ayant contracté des emprunts libellés en devises étrangères. La monnaie de plusieurs pays devrait se déprécier encore plus au cours de l'année 2009. Dans les pays ayant adopté un taux de change plus rigide et/ou une politique monétaire réactive, l'ajustement se fera au moyen d'une rapide contraction des importations et, par voie de conséquence, de la demande intérieure.

Au cours de la seconde moitié de 2008, les poussées inflationnistes dans toute la région ont été progressivement remplacées par des pressions désinflationnistes dues au déclin rapide des prix de l'énergie et des matières premières dans le monde entier (se référer à la figure A.6). La baisse des prix agricoles suscitée par l'amélioration des conditions atmosphériques et la faiblesse de la demande intérieure ont également contribué à ce développement. Les projections pour l'année 2009 indiquent que l'écart de production se creusera dans toute la région, allant d'une production dépassant de 8,4 % le potentiel à long terme en 2008 à une production inférieure de 2,4 % au potentiel en 2009, ce qui aura tendance à exercer des pressions à la baisse sur les prix<sup>7</sup>. Les plus touchés seront les pays de la CEI, où la production a dépassé de 1,2 % les niveaux

**Figure A.6 La baisse des prix des produits de base devrait s'accompagner d'un recul de l'inflation**

Inflation médiane dans la région ECA : niveau effectif et projections % de variation d'une année sur l'autre



Source : Estimations des services de la Banque mondiale.

<sup>5</sup> En accord avec la méthodologie expliquée au chapitre 3, le déficit de financement est défini comme la différence entre les exigences de financement externe (déficit de la balance des opérations courantes plus les paiements principaux prévus sur la dette privée à court et long termes venant à échéance dans l'année) et les flux de capitaux privés (nouveaux prêts sur la dette privée, flux de capitaux propres, et de sorties de capitaux non identifiés).

<sup>6</sup> La Géorgie, qui a signé un accord de confirmation de 740 millions de dollars en septembre 2008, est exclue de ce total parce que le programme visait principalement à relancer l'économie après la guerre avec la Russie.

<sup>7</sup> On définit l'écart de production comme la différence entre les PIB réel et potentiel comme une part du PIB potentiel dans une année donnée.

soutenables en 2008, mais qui devrait être inférieure de 11,1 % au potentiel en 2009. Cependant, dans un certain nombre de pays, l'effet du ralentissement des activités sur les prix intérieurs sera compensé par les pressions à la baisse exercées sur les monnaies locales. C'est le cas, en particulier, pour les pays exportateurs nets de pétrole et pour ceux qui doivent faire face à un déséquilibre des comptes courants important. L'analyse économétrique du comportement de l'inflation globale, en réponse aux changements de prix libellés en dollars des marchandises destinées au commerce mondial, permet également de penser que le taux d'inflation médian pour cette région se stabilisera dans une fourchette de 5,4 % à 6,3 % jusqu'à la fin de l'année 2010.

Dans l'ensemble, la situation financière moyenne dans toute la région devrait continuer à se détériorer en 2009, pour atteindre un déficit moyen de 5,9 % du PIB, comparé à 1,6 % en 2007 et 0,7 % en 2008.

### ***Risques et incertitudes***

Les risques entourant les perspectives pour la région sont encore orientés vers la baisse (se référer au tableau A.6). À court terme, une aggravation des contraintes financières et de la politique de prêt des banques commerciales comporte un risque de liquidité élevé, lequel pourrait accroître les pressions exercées sur la balance des paiements dans plusieurs pays. La rapide expansion des emprunts en devises pendant les années précédant la crise signifie que la plupart de ces emprunts pourraient devenir improductifs si les monnaies locales se dépréciaient fortement par rapport à la devise retenue pour le prêt. Cette situation, à son tour, pourrait menacer la solvabilité des banques de manières qui n'ont pas encore été définies, posant ainsi de nouveaux défis aux décideurs politiques. Les monnaies de la Russie et du Kazakhstan se sont déjà dépréciées, malgré les tentatives initiales de défense des taux de change au moyen de prélèvements massifs sur les réserves. D'autres pays affichant de grands déficits des comptes courants et/ou des déficits publics et ayant adopté des régimes de taux de change relativement rigides risquent particulièrement de se voir confrontés à ce type de scénario.

Les niveaux élevés d'endettement à court terme exposent un grand nombre de pays de la région au risque de crédit à taux révisable. Jusqu'à présent, ce risque ne s'est pas encore matérialisé. Mais la prédominance des banques étrangères en Europe centrale et en Europe de l'Est (les établissements de crédit étrangers implantés principalement en Autriche, en Grèce, en Italie et en Suède représentent 70 % des actifs bancaires locaux dans plusieurs pays)<sup>8</sup> pourrait exposer les pays de la région à une forte réduction de l'accès aux capitaux étrangers si les banques mères dans les pays à haut revenu sont forcées de réduire le volume de prêts dans la région afin d'étoffer leur propre bilan.

---

<sup>8</sup> Voir GDF 2008, chapitre 3.

**Tableau A.6 Europe et Asie centrale - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Albanie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.4                | 5.0   | 6.0   | 6.0   | 1.5       | 2.0   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.5               | -7.3  | -8.4  | -12.4 | -10.7     | -8.9  | -8.1  |
| <b>Arménie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.6                | 13.3  | 13.8  | 6.8   | -6.0      | -2.0  | 1.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -11.7              | -1.8  | -6.7  | -12.2 | -12.1     | -10.3 | -6.5  |
| <b>Azerbaïdjan</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 10.2               | 34.5  | 25.0  | 10.8  | 3.3       | 5.2   | 9.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -16.6              | 17.7  | 29.5  | 38.0  | 10.3      | 15.5  | 19.0  |
| <b>Bélarus</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.9                | 10.0  | 8.6   | 10.0  | -3.3      | 2.6   | 4.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.2               | -3.9  | -6.7  | -8.7  | -7.8      | -5.7  | -3.6  |
| <b>Bulgarie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.2                | 6.3   | 6.2   | 6.0   | -1.5      | 1.5   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.6               | -17.9 | -23.6 | -23.1 | -14.1     | -10.8 | -8.7  |
| <b>Croatie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 4.8   | 5.4   | 2.3   | -3.0      | 0.3   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.5               | -7.7  | -8.6  | -10.5 | -7.6      | -5.6  | -6.4  |
| <b>République tchèque</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.6                | 6.1   | 6.0   | 3.9   | -2.5      | 1.0   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.4               | -2.6  | -1.9  | -3.0  | -3.2      | -2.9  | -3.1  |
| <b>Estonie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.9                | 11.2  | 6.3   | -3.6  | -10.5     | -1.0  | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -8.3               | -16.6 | -18.6 | -9.5  | -1.9      | -1.3  | -0.1  |
| <b>Géorgie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.6                | 9.4   | 12.3  | 2.2   | 1.0       | 2.0   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -8.1               | -16.2 | -22.0 | -22.5 | -19.6     | -16.8 | -15.5 |
| <b>Hongrie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 3.9   | 1.1   | 0.9   | -3.5      | -0.5  | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.4               | -6.1  | -5.4  | -6.3  | -4.6      | -4.5  | -2.6  |
| <b>Kazakhstan</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.4                | 10.7  | 8.2   | 3.0   | -1.5      | 1.5   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.3               | -2.5  | -7.9  | 5.5   | -8.4      | -7.8  | -6.3  |
| <b>République kirghize</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.7                | 2.7   | 7.4   | 6.6   | 0.5       | 2.5   | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.2              | -11.0 | -7.1  | -6.8  | -6.0      | -7.2  | -7.8  |
| <b>Lituanie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.0                | 7.7   | 8.9   | 3.0   | -10.0     | -2.5  | 2.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.9               | -10.8 | -14.3 | -11.3 | -5.0      | -3.0  | -1.8  |
| <b>Lettonie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.9                | 12.2  | 9.9   | -4.6  | -13.0     | -3.0  | 2.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.5               | -22.7 | -21.8 | -12.5 | -6.6      | -4.2  | -3.9  |
| <b>Moldova</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.3                | 4.8   | 3.0   | 7.0   | -3.0      | 2.0   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.9               | -11.3 | -16.7 | -17.8 | -12.1     | -10.1 | -9.3  |
| <b>Macédoine, ERY de</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.2                | 4.0   | 5.1   | 4.9   | -1.2      | 1.0   | 2.0   |

**Tableau A.6 Europe et Asie centrale - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |      |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010 | 2011  |
| <b>Pologne</b>   |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.3                | 6.2   | 6.7   | 4.8   | 0.5       | 0.9  | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.3               | -2.8  | -5.0  | -5.6  | -4.3      | -4.0 | -3.7  |
| <b>Roumanie</b>  |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.1                | 7.7   | 6.0   | 7.1   | -4.0      | 0.5  | 2.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.8               | -10.5 | -13.7 | -12.4 | -8.4      | -7.5 | -8.7  |
| <b>Fédération de Russie</b>  |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.9                | 7.7   | 8.1   | 5.6   | -7.5      | 2.5  | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 7.6                | 9.5   | 6.0   | 6.0   | 2.4       | 3.0  | 3.2   |
| <b>République slovaque</b>   |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 10.0  | 10.4  | 6.4   | -2.2      | 2.0  | 5.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.1               | -7.0  | -6.4  | -7.2  | -8.4      | -9.9 | -11.6 |
| <b>Turquie</b>   |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.3                | 6.9   | 4.7   | 1.1   | -5.5      | 1.5  | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.4               | -6.0  | -5.9  | -5.6  | -1.9      | -1.9 | -2.0  |
| <b>Ukraine</b>   |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.7                | 7.3   | 7.9   | 2.1   | -9.0      | 1.0  | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 2.7                | -1.5  | -4.2  | -7.5  | 0.1       | 1.0  | -0.8  |
| <b>Ouzbékistan</b>   |                    |       |       |       |           |      |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.6                | 7.3   | 9.5   | 9.0   | 4.5       | 5.0  | 6.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 3.3                | 14.4  | 13.3  | 16.2  | 11.8      | 15.2 | 13.6  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour la Bosnie-Herzégovine, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Rep. féd. de Yougoslavie (Serbie/Monténégro) .

Source : Banque mondiale.

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

## Amérique latine et Caraïbes

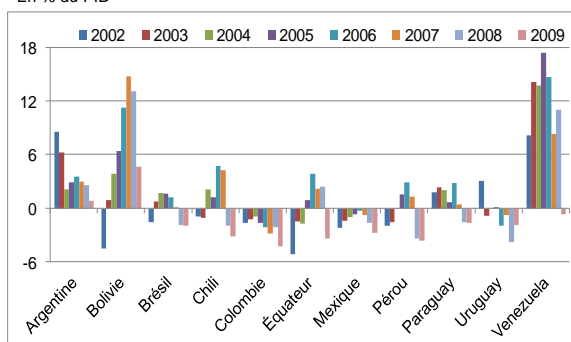
### Évolution récente de la situation

Près de six années d'améliorations en termes de positions des comptes courants (se référer à la première section de la figure A.7), de gains nets liés à l'évolution des termes d'échange (se référer à la deuxième section de la figure A.7), de baisses de la dette publique extérieure par rapport à la production (se référer à la troisième section de la figure cA.7), d'expansion des réserves internationales (se référer à la quatrième section de la figure A.7) et de réformes dans le secteur financier ont permis de renforcer la capacité de nombreux pays en Amérique latine et dans les Caraïbes à gérer les chocs extérieurs. La région n'est cependant pas insensible à l'augmentation mondiale de l'aversion aux risques et à la chute de la demande extérieure consécutives à la crise financière ; la croissance a fortement reculé dans la quasi-totalité des pays de la région.

**Figure A.7 De meilleures situations de départ aident aujourd'hui les pays de la région Amérique latine et caraïbes à surmonter la crise**

**a. Beaucoup de pays de la région ont vu leur solde courant s'améliorer entre 2002 et 2007**

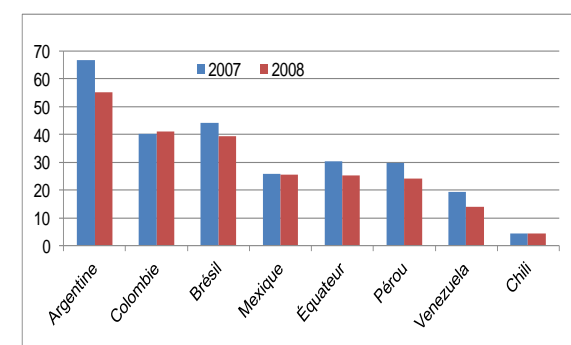
En % du PIB



Source : Banque mondiale.

**c. La dette du secteur public a diminué**

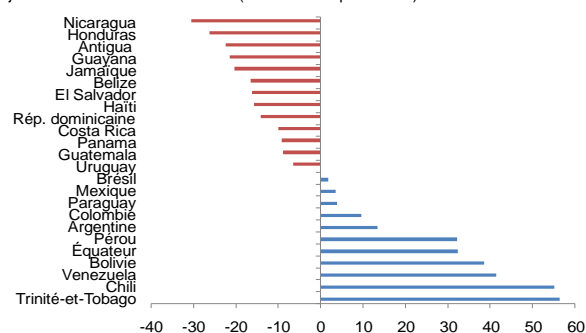
En % du PIB



Source : Banque mondiale.

**b. Les termes de l'échange ont favorisé les exportateurs nets de produits de base en 2002-07**

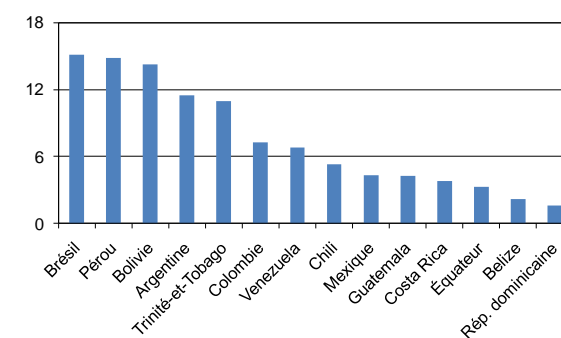
Impact des variations des prix internationaux sur les termes de l'échange entre janvier 2007 et décembre 2007 (en % du PIB pour 2007)



Source : Banque mondiale.

**d. Les taux de couverture des importations sont à des niveaux adéquats**

En mois d'importations, dernières données disponibles



Source : Banque mondiale.

### Marchés financiers

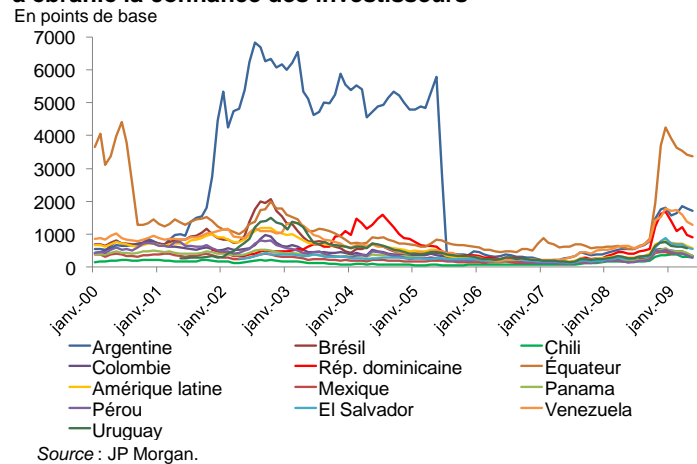
Les rentrées de capitaux extérieurs de sources privées ont nettement chuté en 2008 et les pays ont connu des sorties de capitaux massives au cours du dernier trimestre de l'année (par exemple, le Brésil a enregistré une augmentation de 30 millions de dollars de ses sorties de portefeuille par rapport à l'année précédente, alors que ce chiffre avoisinait 11 milliards de dollars pour le Mexique). Les écarts de taux du marché secondaire relatifs aux obligations d'entreprises et d'État ont bondi (se référer à la figure A.8). Les taux de prêt des pays au secteur privé ont connu une augmentation de près de 1 400 points de base en Argentine, de 530 points de base au Brésil, de 52 points de base au Chili et de 379 points de base au

Paraguay entre septembre et novembre 2008, mais ils sont à la baisse depuis. À la différence des périodes de crise d'il y a 15 à 20 ans, le marché financier intérieur joue un rôle croissant dans l'intermédiation financière mondiale.

La chute des financements externes a été aggravée par la réduction du commerce de biens et de services. Au cours du dernier trimestre de 2008, les exportations en prix constants ont plongé de près de 14 % au Costa Rica, de plus de 10 % en Argentine, de 8 % au Mexique et de près de 7 % au Brésil et au Venezuela (se référer à la première

section de la figure A.9). La chute des prix des matières premières a entraîné une baisse des termes de l'échange des exportateurs tout en soulageant les pays importateurs de pétrole (se référer à la deuxième section de la figure A.9). Cependant, pour la région dans son ensemble, cette chute des prix des matières premières entre juillet 2008 et mai 2009 a entraîné une réduction des revenus de 2,2 % du PIB, selon les estimations. Les envois de fonds des travailleurs ont décliné tandis que les pays hôtes entraient en récession : par rapport au premier de 2008, le premier trimestre de 2009 a vu diminuer de 5,9 % les envois vers le Guatemala, de 4,9 % vers le Mexique, de 6,3 % vers le Panama et de 11,6 % vers la Colombie. Le Salvador, la Jamaïque, le Honduras, Haïti et la Guyane, où les envois de fonds représentent plus de 15 % du PIB, ont également été touchés. Les recettes touristiques ont également fortement chuté ; par exemple, en République dominicaine, le nombre de touristes non résidents a chuté de 5 % au cours du premier trimestre (d'une année à l'autre).

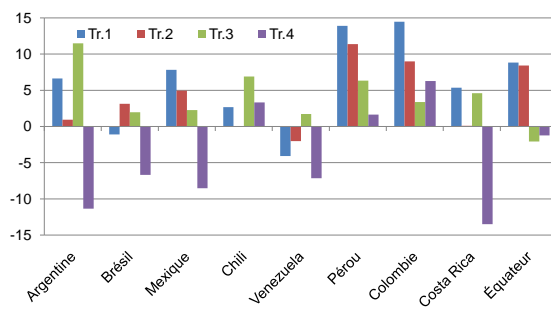
**Figure A.8 Les spreads sur les obligations souveraines des marchés émergents ont augmenté, du fait que la crise a ébranlé la confiance des investisseurs**



**Figure A.9 Les conditions économiques en Amérique latine et Caraïbes se sont largement détériorées**

**a. Les résultats à l'exportation du dernier trimestre 2008 ont été désastreux**

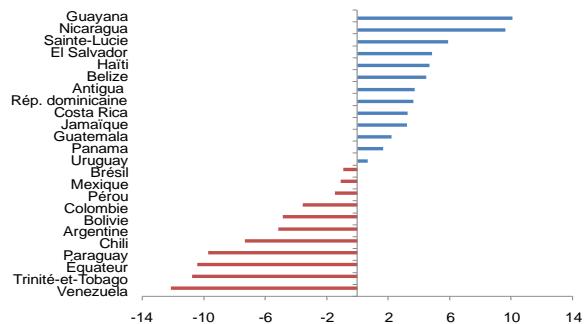
En % d'une année sur l'autre



Source : Banque mondiale.

**b. Les termes de l'échange se sont inversés depuis juillet, du fait de la chute des prix des produits de base**

Impact des variations des prix internationaux sur les termes de l'échange entre juillet 2008 et mars 2009 (en % du PIB)



Source : Banque mondiale.

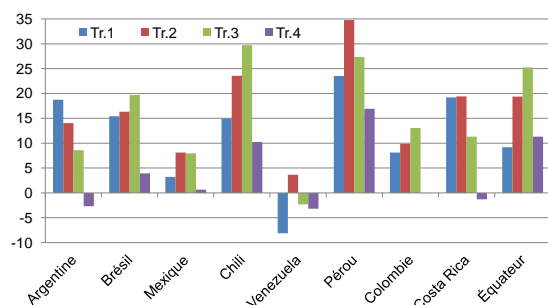
Une plus grande incertitude quant à la durée et à la profondeur de la crise, une aversion accrue aux risques de la part des investisseurs internationaux et un tarissement des finances ont provoqué un net ralentissement de la croissance des dépenses d'investissement fixe au cours du quatrième de 2008 (se référer à la première section de la figure A.10). Au Chili, la croissance de l'investissement a plongé de 29,9 % au cours du troisième trimestre de 2008 à 10,4 % au quatrième trimestre (d'une année à l'autre) ; au Brésil, ce chiffre est passé de 19,7 % à 3,9 % et en Argentine de 8,6 % à -2,6 %. Au Mexique et en Colombie, l'investissement a

stagné. La plupart des économies ont été le témoin d'un ralentissement, voire d'un effacement de la consommation privée. Le déclin du commerce net et le ralentissement des investissements et de la consommation ont provoqué une détérioration de la croissance du PIB pour le quatrième trimestre de l'année : diminution de 1,6 % au Mexique, augmentation de 1,2 % au Brésil, de 0,3 % en Argentine et de 0,2 % au Chili (se référer à la deuxième section de la figure A.9).

**Figure A.10 Un ralentissement marqué de l'investissement contribue à la baisse de la croissance du PIB**

**a. La croissance de l'investissement est en pleine phase de ralentissement**

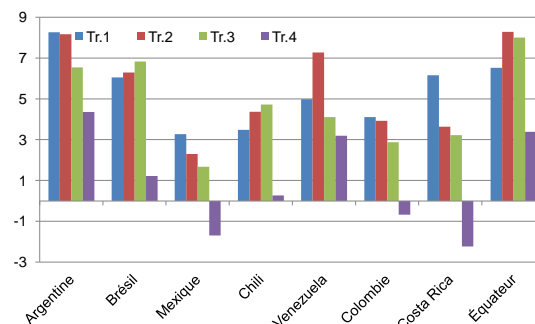
En % d'une année sur l'autre



Source : Banque mondiale.

**b. La croissance s'est nettement dégradée au quatrième trimestre**

En % d'une année sur l'autre



Source : Banque mondiale.

**Tabla A.7 Apports nets de capitaux à la région de Amérique latine et Caraïbes**  
en milliards

|  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007   | 2008p |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
| <b>Flux financiers</b>                   |       |       |       |       |       |        |       |
| Soldes courants                          | -15.7 | 7.7   | 19.9  | 33.5  | 47.0  | 15.4   | -27.1 |
| en % du PIB                              | -0.9  | 0.4   | 1.0   | 1.4   | 1.6   | 0.4    | -0.7  |
| Flux nets publics et privés              | 38.0  | 61.8  | 59.9  | 81.7  | 64.8  | 215.1  | 130.9 |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 25.6  | 57.0  | 70.0  | 112.9 | 85.0  | 215.9  | 127.2 |
| Flux nets de capitaux                    | 54.4  | 45.6  | 64.3  | 83.0  | 82.8  | 137.1  | 118.3 |
| ..Apports nets d'IDE                     | 53.0  | 42.3  | 64.9  | 70.8  | 71.6  | 107.5  | 124.8 |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | 1.4   | 3.3   | -0.6  | 12.2  | 11.2  | 29.6   | -6.5  |
| Flux nets générateurs de dette           | -16.4 | 16.2  | -4.4  | -1.3  | -18.0 | 78.0   | 12.6  |
| ..Créanciers officiels                   | 12.4  | 4.8   | -10.1 | -31.2 | -20.2 | -0.8   | 3.7   |
| ....Banque mondiale                      | -0.6  | -0.4  | -1.0  | -0.7  | -3.4  | -0.1   | 2.4   |
| ....FMI                                  | 11.9  | 5.6   | -6.3  | -27.6 | -12.1 | 0.0    | 0.0   |
| ....Autres créanciers                    | 1.1   | -0.4  | -2.8  | -2.9  | -4.7  | -0.7   | 1.3   |
| ..Créanciers privés                      | -28.8 | 11.4  | 5.7   | 29.9  | 2.2   | 78.8   | 8.9   |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | -8.5  | 9.1   | 0.2   | 14.1  | 3.2   | 45.7   | 11.6  |
| .....Obligations                         | -0.8  | 11.0  | -0.5  | 15.6  | -16.2 | 8.7    | -9.4  |
| .....Banques                             | -6.2  | -1.4  | 0.8   | -1.4  | 19.9  | 37.0   | 21.8  |
| .....Autres créanciers privés            | -1.5  | -0.5  | -0.1  | -0.1  | -0.5  | 0.0    | -0.8  |
| ....Flux nets à court terme              | -20.3 | 2.3   | 5.5   | 15.8  | -1.0  | 33.1   | -2.7  |
| Erreurs et omissions /a                  | -20.7 | -35.4 | -55.6 | -82.2 | -58.5 | -96.3  | -55.3 |
| Varations de réservas (- = augmentation) | -1.7  | -34.1 | -24.3 | -33.1 | -53.4 | -134.2 | -48.5 |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |       |       |       |       |       |        |       |
| Envios de fonds des travailleurs         | 27.9  | 36.6  | 43.3  | 50.1  | 59.2  | 63.1   | 63.3  |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

### Réactions politiques

Pour lutter contre la récession, plusieurs gouvernements de la région ont mis en place des politiques fiscales contracycliques. Certaines banques centrales ont également agi rapidement pour réduire les taux d'intérêt. Par exemple, de janvier à mai 2009, les banques centrales du Chili et du Brésil ont diminué leur taux d'intérêt de 700 et 350 points de base, respectivement.

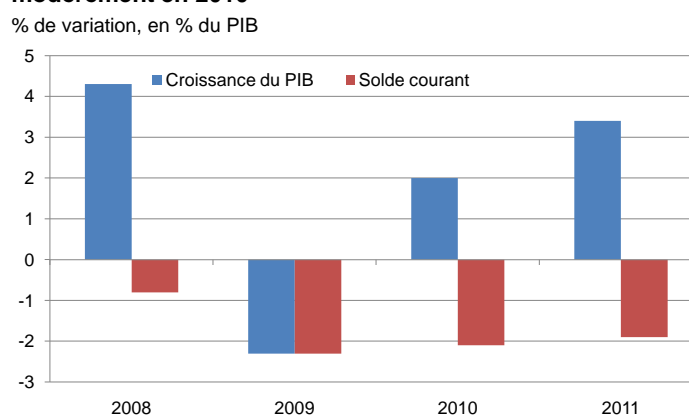
La majorité des pays enregistrant une forte inflation ont initialement adopté une approche modérée d'expansion de la masse monétaire. Toutefois, depuis mars, la détérioration des conditions économiques a occasionné une tendance spectaculaire à la diminution agressive des taux d'intérêt en Colombie (300 points de base), au Mexique (225 points de base) et au Pérou (225 points de base). La plupart des gouvernements ont annoncé une augmentation des dépenses d'infrastructure, une diminution des impôts, une élévation des subventions ou une combinaison de ces différentes mesures. En Colombie, les incitations fiscales sont estimées pour 2009 à 4,5 % du PIB ; au Pérou, ce chiffre est d'environ 3 %, au Mexique d'environ 1,5 %, en Argentine de 1,3 % et au Brésil de 0,4 %. Si l'on tient compte de l'impact de la récession sur les recettes fiscales, des stabilisateurs automatiques et d'autres facteurs, il est prévu que l'équilibre budgétaire de la région se détériore de 2,7 % du PIB en 2009.

Les pays dont le taux de change est fluctuant, en particulier ceux qui sont dépendants des exportations de matières premières ou qui sont étroitement intégrés dans l'économie des États-Unis, ont absorbé une partie du choc via une importante dépréciation du taux de change. Quasiment tous les pays à taux de change fluctuant (dans cette région ou ailleurs dans le monde) ont subi une forte dépréciation face au dollar alors que les investisseurs se réfugiaient dans la sécurité. Cependant, l'étendue de la dépréciation restait modeste face à tous les partenaires commerciaux. Parmi les 18 pays de la région disposant de données actuelles sur les taux de change effectifs, seulement trois ont subi une dépréciation nominale effective supérieure à 10 % d'août 2008 à mars 2009. Certains pays sont intervenus afin de stabiliser leur monnaie et ont vu leurs réserves mises à rude épreuve ; les réserves internationales (l'or mis à part) ont chuté de 12 milliards de dollars (12,5 %) au Mexique, 2,9 milliards de dollars (8,6 %) au Pérou et 10,4 milliards de dollars (5 %) au Brésil entre septembre et décembre 2008.

### *Perspectives*

On s'attend à une diminution de 2,2 % du PIB de la région en 2009 ; toutefois, le moment et la vigueur de la reprise restent incertains (se référer au tableau A.8). Une faiblesse des exportations, des conditions de crédit difficiles et une importante capacité excédentaire devraient entraîner une chute des investissements fixes de 10,1 %. Un chômage accru et des difficultés pour obtenir des crédits à la consommation continueront à restreindre la consommation privée qui devrait chuter de 0,9 % en 2009. Les exportations nettes devraient contribuer de 0,8 point de pourcentage à la croissance, étant donné que les importations chutent de 0,9 %. Cette diminution des importations devrait être encore plus prononcée en l'absence de modifications dans les réserves ou dans les aides officielles pour financer la détérioration des balances commerciales actuelles (se référer à la figure A.11). Un redressement de la croissance du PIB à 2 % devrait avoir lieu d'ici 2010, ce qui représente moins de 1 % si on l'exprime par habitant.

**Figure A.11 Les niveaux de production et soldes courants vont se dégrader en 2009, et ne s'amélioreront que modérément en 2010**



Source : Banque mondiale.

**Tableau A.8 Amérique latine et Caraïbes - Résumé des perspectives**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. |       | Prévision |      |
|--|--------------------|------|------|------|-------|-----------|------|
|  |                    |      |      | 2008 | 2009  | 2010      | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.8                | 5.6  | 5.8  | 4.2  | -2.2  | 2.0       | 3.3  |
| PIB par habitant, \$ constants                                     | 1.3                | 4.2  | 4.4  | 2.9  | -3.4  | 0.7       | 2.1  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>  | 2.8                | 5.5  | 5.9  | 4.4  | -2.0  | 2.0       | 3.4  |
| Consommation privée  | 3.1                | 6.4  | 4.0  | 4.6  | -0.9  | 2.3       | 3.5  |
| Consommation publique  | 2.1                | 4.5  | 3.5  | 4.4  | 3.1   | 3.3       | 3.0  |
| Investissement en capital fixe                                     | 3.5                | 13.5 | 21.3 | 11.6 | -10.1 | 0.8       | 4.4  |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 6.4                | 7.3  | 5.0  | 1.6  | -7.7  | 2.3       | 5.1  |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 6.6                | 14.2 | 12.2 | 8.8  | -9.0  | 2.9       | 5.9  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                  | 0.1                | -1.6 | -1.9 | -2.0 | 0.8   | -0.3      | -0.5 |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.7               | 1.6  | 0.4  | -0.7 | -2.3  | -2.1      | -1.9 |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                   | 7.1                | 6.8  | 4.5  | 7.9  | 10.7  | 6.0       | 6.1  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                     | 0.4                | 1.4  | 1.2  | 0.3  | -2.4  | -1.6      | -0.6 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>   |                    |      |      |      |       |           |      |
| Amérique latine à l'exclusion de l'Argentine                       | 2.9                | 5.1  | 5.3  | 3.8  | -2.4  | 2.0       | 3.6  |
| Amérique centrale  | 3.6                | 5.0  | 3.7  | 1.7  | -5.0  | 1.7       | 3.1  |
| Caraïbes   | 4.4                | 8.7  | 5.9  | 3.5  | -0.1  | 2.3       | 4.6  |
| Brésil   | 2.4                | 3.7  | 5.7  | 5.1  | -1.1  | 2.5       | 4.1  |
| Mexique  | 3.6                | 4.8  | 3.3  | 1.4  | -5.8  | 1.7       | 3.0  |
| Argentine  | 2.3                | 8.5  | 8.7  | 6.8  | -1.5  | 1.9       | 2.1  |

Notes : 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2000. 3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2000.

4. Exportations et importations, BSNF.

Source : Banque mondiale.

Le Brésil supporte mieux les chocs de demande extérieure que la plupart des autres économies de la région, du fait de la part plus restreinte que représente le commerce dans l'ensemble de son PIB ; ce pays est également plus à même d'adopter des politiques d'expansion monétaire. La production devrait se contracter de 1,1 % en 2009 (après une croissance de 5,1 % en 2008) et s'améliorer pour atteindre 2,5 % en 2010, quand la demande extérieure s'accroîtra, que la croissance du marché du crédit reprendra, et que la demande nationale continuera à bien résister.

La diminution des exportations et des envois de fonds (résultant des relations étroites avec le marché américain), devrait faire diminuer le PIB du Mexique de plus de 5,5 % en 2009, après un déclin estimé à 8 % pour le premier trimestre. L'épidémie de grippe A (H1N1), qui a entraîné une baisse du tourisme et la fermeture des commerces non indispensables du mois de mars jusqu'au 5 mai dernier, devrait contribuer à diminuer la croissance de 0,8 point de pourcentage. Les prévisions tablent sur une reprise de 1,8 % du PIB des États-Unis en 2010, ce qui devrait entraîner une augmentation de 1,7 % au Mexique.

Une demande intérieure nettement plus faible et une chute des exportations devraient faire diminuer le PIB de l'Argentine de 1,5 % en 2009. Outre une diminution du volume des exportations (en particulier, l'impact de la diminution de la demande brésilienne dans le secteur automobile), à la chute des prix des matières premières, à des conditions de crédit très serrées et la pire sécheresse qu'ait connu le pays en 70 ans réduira les exportations. Des politiques gouvernementales ingérables sont susceptibles de nuire aux investissements, qui souffrent déjà des crises économique et financière mondiales. On prévoit une expansion de 1,9 % de l'économie en 2010, relancée par une demande externe plus forte et un retour à la normale de la production agricole.

Au Chili, la production devrait chuter de 0,4 % en 2009, par rapport à une croissance de 3,2 % en 2008, du fait que la production des produits déterminants (le cuivre, par exemple)

décline nettement et que l'investissement fixe chute de 11,7 % (se référer au tableau A.9). L'annulation de plusieurs projets privés devrait faire baisser les importations. On prévoit une expansion de 2,7 % de l'économie en 2010, économie relancée par une reprise modérée de la demande externe et une augmentation des prix des matières premières.

**Tableau A.9 Amérique latine et Caraïbes - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Argentine</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.3                | 8.5   | 8.7   | 6.8   | -1.5      | 1.9   | 2.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -0.2               | 3.6   | 3.0   | 2.6   | 1.0       | 0.9   | 1.0   |
| <b>Antigua-et-Barbuda</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.4                | 8.0   | 3.8   | 5.3   | 1.2       | 3.6   | 4.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.0              | -29.4 | -18.7 | -6.6  | -3.0      | -3.4  | -3.7  |
| <b>Belize</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.6                | 4.7   | 1.2   | 3.0   | 1.1       | 2.3   | 2.9   |
| Solde courant, en % du PIB   | -12.1              | -2.1  | -4.0  | -10.7 | -6.1      | -5.4  | -5.2  |
| <b>Bolivie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.3                | 4.8   | 4.6   | 5.8   | 1.8       | 2.6   | 4.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.0               | 11.3  | 13.3  | 12.1  | -1.4      | -0.1  | -0.2  |
| <b>Brésil</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.4                | 3.7   | 5.7   | 5.1   | -1.1      | 2.5   | 4.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.0               | 1.3   | 0.1   | -1.8  | -1.9      | -2.2  | -2.4  |
| <b>Chili</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 4.3   | 4.7   | 3.2   | -0.4      | 2.7   | 3.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.5               | 4.7   | 4.3   | -1.9  | -3.2      | -2.9  | -2.0  |
| <b>Colombie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.1                | 6.8   | 7.5   | 2.5   | -0.7      | 1.8   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.3               | -2.1  | -2.8  | -2.1  | -4.2      | -4.3  | -3.4  |
| <b>Costa Rica</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.5                | 8.2   | 7.8   | 2.7   | -0.6      | 1.8   | 3.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.0               | -4.5  | -6.3  | -8.8  | -5.5      | -5.1  | -5.3  |
| <b>Dominique</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.1                | 4.0   | 0.9   | 3.1   | -2.5      | 1.3   | 3.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -19.8              | -17.1 | -28.2 | -37.3 | -25.3     | -27.4 | -27.1 |
| <b>République dominicaine</b>                                      |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.6                | 10.7  | 8.5   | 5.0   | -0.5      | 2.3   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.0               | -4.1  | -5.6  | -10.9 | -6.0      | -5.8  | -3.4  |
| <b>Équateur</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.2                | 3.9   | 2.5   | 6.5   | -2.6      | 1.8   | 3.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.4               | 3.9   | 2.2   | 2.4   | -3.4      | -2.3  | -1.3  |
| <b>El Salvador</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.7                | 4.2   | 4.7   | 2.5   | -1.0      | 0.6   | 2.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.5               | -3.6  | -5.5  | -7.2  | -2.8      | -4.0  | -5.0  |
| <b>Guatemala</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.5                | 5.1   | 6.3   | 3.8   | 0.6       | 2.2   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.9               | -4.9  | -5.4  | -4.8  | -4.4      | -4.5  | -3.1  |
| <b>Guyana</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.7                | 5.1   | 5.4   | 4.2   | 1.8       | 3.2   | 4.7   |
| Solde courant, en % du PIB   | -9.4               | -17.9 | -18.5 | -20.3 | -18.4     | -16.7 | -16.4 |
| <b>Honduras</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.8                | 6.4   | 6.3   | 4.0   | 0.8       | 2.1   | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.6               | -4.7  | -11.6 | -14.1 | -8.2      | -8.6  | -7.2  |
| <b>Haïti</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 0.9                | 2.3   | 3.2   | 1.4   | -0.2      | 1.6   | 2.8   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.7               | -9.0  | -7.9  | -9.6  | -7.9      | -7.6  | -7.8  |

**Tableau A.9 Amérique latine et Caraïbes - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Jamaïque</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 0.8                | 2.7   | 1.4   | -1.4  | -2.6      | 0.4   | 2.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.2               | -10.8 | -14.9 | -15.6 | -12.7     | -11.0 | -8.4  |
| <b>Mexique</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.6                | 4.8   | 3.3   | 1.4   | -5.8      | 1.7   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.9               | -0.3  | -0.8  | -1.6  | -2.7      | -2.6  | -2.3  |
| <b>Nicaragua</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 3.7   | 3.2   | 2.8   | -0.3      | 1.3   | 2.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -20.2              | -12.8 | -19.0 | -22.7 | -15.2     | -11.8 | -9.9  |
| <b>Panama</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.5                | 8.5   | 11.5  | 9.2   | 1.3       | 2.8   | 5.2   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.3               | -3.1  | -7.3  | -12.1 | -10.2     | -11.1 | -11.3 |
| <b>Pérou</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.3                | 7.6   | 9.0   | 9.8   | 3.0       | 4.3   | 6.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.3               | 2.9   | 1.3   | -3.3  | -3.6      | -3.3  | -2.9  |
| <b>Paraguay</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.2                | 4.3   | 6.8   | 5.8   | -0.9      | 1.8   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.5               | 2.8   | 0.7   | -1.4  | -2.0      | -1.7  | -0.7  |
| <b>Sainte-Lucie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.6                | 5.0   | 3.2   | 2.4   | -1.4      | 1.7   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -13.8              | -32.7 | -31.4 | -32.0 | -26.1     | -26.4 | -25.8 |
| <b>Saint-Vincent-et-les Grenadines</b>                             |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 6.9   | 6.7   | 2.3   | -1.0      | 2.1   | 2.8   |
| Solde courant, en % du PIB   | -18.3              | -24.3 | -26.4 | -27.9 | -23.4     | -23.0 | -23.3 |
| <b>Trinité-et-Tobago</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.8                | 12.0  | 5.4   | 4.2   | 2.1       | 3.7   | 5.8   |
| Solde courant, en % du PIB   | 4.1                | 25.2  | 26.0  | 28.1  | 16.0      | 13.1  | 13.5  |
| <b>Uruguay</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.5                | 7.0   | 7.6   | 8.9   | 0.8       | 2.3   | 3.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.0               | -1.9  | -0.8  | -3.8  | -1.8      | -2.2  | -2.4  |
| <b>Venezuela, Rép. bolivarienne du</b>                             |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.6                | 10.3  | 8.4   | 4.8   | -2.2      | -1.4  | 1.2   |
| Solde courant, en % du PIB   | 7.5                | 14.7  | 8.8   | 12.0  | -0.8      | 1.2   | 1.2   |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour la Barbade, Cuba, la Grenade et le Suriname.

Source : Banque mondiale.

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

L'économie de la Colombie devrait accuser un recul pour la première fois depuis 1999 (0,7 %), du fait de la chute des exportations et des investissements, alors que l'accroissement des déficits fiscaux et du compte courant laissent peu de place à des politiques contracycliques. La croissance de la production pourrait remonter à 1,8 % en 2010 avec un accroissement de la demande externe.

En ce qui concerne les autres économies de la région, la croissance du Pérou devrait reculer, passant d'un chiffre très élevé de 9,8 % en 2008 à environ 3 %. L'économie du Venezuela s'est considérablement affaiblie suite au déclin des prix du pétrole et à une mauvaise gestion macroéconomique. Ce devrait être la seule économie de la région à poursuivre sa baisse en 2010.

Aux Caraïbes, le nombre de touristes et les recettes touristiques devraient être touchés, ce qui se traduira par une diminution drastique de la consommation privée et des recettes du gouvernement. De plus, la construction dans le secteur touristique devrait stagner du fait d'une diminution des taux d'occupation. La production des économies des Caraïbes devrait restée inchangée en 2009 après une croissance de 3,5 % en 2008, pour de nouveau augmenter jusqu'à atteindre une valeur (en dessous de la tendance) de 2,3 % en 2010.

Étant donné que les envois de fonds représentent une part importante de leur PIB, les pays d'Amérique centrale seront fortement touchés, à l'instar d'un grand nombre d'économies. La diminution de ces envois aura de nettes conséquences sur la consommation privée et les investissements, et l'économie du groupe devrait reculer de 5 %, après une avance décevante de 1,7 % en 2008, avant de reprendre un taux similaire en 2010 (1,7 %).

### ***Risques et incertitudes***

Il semblerait que la plus grande menace à laquelle sont confrontées les économies d'Amérique latine et des Caraïbes soit une récession plus prononcée et longue que prévue dans les économies avancées. Des réductions additionnelles de la demande externe se traduiraient par des recettes d'exportation amoindries, alors que le désendettement accru des banques des pays aux revenus élevés rendrait plus difficile la reconduction par les pays des dettes à court terme (les besoins financiers externes de la région sont estimés à 268 milliards de dollars en 2009). Plusieurs pays seraient confrontés à un choix entre une diminution encore plus importante de la demande intérieure pour réduire les importations à des niveaux finançables ou le non-paiement des obligations au service de la dette extérieure, avec de graves implications potentielles pour l'accès futur aux finances.

Même en tenant compte de la reprise prévue des économies avancées, l'aversion au risque des banques étrangères devrait se maintenir ainsi que leur réticence à concéder des prêts sur des périodes durables, alors que l'émission d'obligations en vue de financer le déficit public dans les pays à revenus élevés aurait pour conséquence de monopoliser le crédit disponible et de tarir les sources d'emprunts des gouvernements et du secteur privé dans les pays en développement. L'étendue du déclin de l'appétit des investisseurs étrangers pour les créances dans les économies de la région et l'ampleur de l'emprunt des gouvernements à revenus élevés sont difficiles à prévoir.

Le risque de protectionnisme a également augmenté. Au fur et à mesure que le chômage augmente, les gouvernements sont plus susceptibles d'adopter des mesures protectionnistes aux motivations politiques qui attireront des mesures de rétorsion, et pourront déclencher une guerre économique. Les clauses visant la stimulation des achats intérieurs, incluses dans certains programmes, ainsi que d'autres mesures indiquent déjà le risque croissant de restrictions commerciales de concurrence.

Le risque d'une pandémie de la grippe A (H1N1) reste présent. Heureusement, cette grippe, qui a déjà fortement nui à la production au Mexique, est moins virulente qu'initialement prévue. De plus, sa vitesse de dissémination a diminué du fait que l'hémisphère nord aussi bien que l'hémisphère sud ne sont pas en ce moment confrontés à des saisons propices à cette maladie. Il se pourrait néanmoins que ce virus H1N1 revienne dès le retour des conditions propices. Si ce retour est effectué par une forme plus meurtrière du virus, les coûts associés à la mortalité, à la maladie et à l'absentéisme et les efforts déployés pour éviter l'infection pourraient faire chuter le PIB des pays concernés de plus de 1 %. En cas de pandémie, les économies fortement dépendantes du tourisme seraient fortement touchées.

Enfin, les mesures prises pour limiter la crise soulèvent le risque d'une instabilité macroéconomique sur le long terme. La dette publique a fortement augmenté, suite aux

programmes de stimulation fiscale et à la chute des recettes des gouvernements consécutive à la forte réduction des prix des matières premières et de l'activité intérieure. Un important assouplissement monétaire augmente également le risque de création de pressions inflationnistes à l'avenir, si les banques centrales ne retirent pas les incitations monétaires en suivant le rétrécissement de l'écart de production. Les marchés financiers ont déjà nettement relevé les coûts de l'emprunt en Argentine, en Équateur et au Venezuela face aux problèmes relatifs à la possibilité d'interruption du service de la dette.

## Moyen-Orient et Afrique du Nord

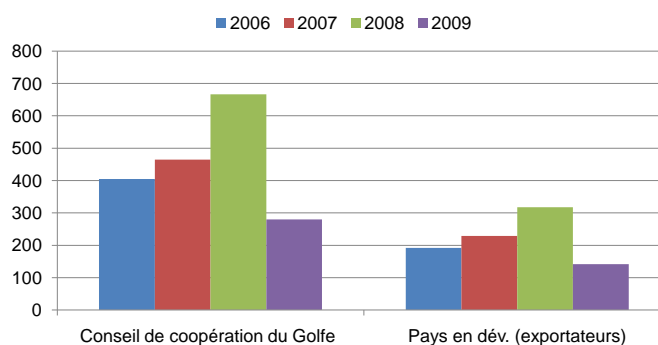
### Évolution récente de la situation

Le PIB des pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a enregistré un gain important de 6 % au cours de 2008, grâce aux revenus croissants générés par le pétrole durant le premier semestre de l'année, de la performance solide et continue des exportations autres que le pétrole pour les économies diversifiées ainsi que des flux favorables d'envois de fond, recettes touristiques et investissements étrangers directs (IED)<sup>9</sup>. Cette situation n'a toutefois pas duré, et le début de la crise financière aux États-Unis en septembre 2008 a eu un effet néfaste sur la croissance régionale, qui devrait se poursuivre jusqu'à la clôture des exercices 2008 et 2009. Le PIB devrait pratiquement diminuer de moitié et atteindre 3,1 % au cours de 2009 tandis que les effets secondaires réels de la crise se manifestent plus concrètement. Aucun retour à une croissance normale (près de 4,5 %) n'est attendu avant 2011. Pendant ce temps, on s'attend à ce que les éléments suivants, qui ont soutenu la croissance au cours des cinq dernières années, faiblissent : le prix du pétrole ne devrait augmenter que modérément pour atteindre une moyenne de 66 dollars le baril en 2011 ; le marché d'exportation européen restera amorphe, et la baisse des recettes de services et d'envois de fonds aura un impact négatif sur la croissance des pays en développement exportateurs de pétrole et des économies plus diversifiées de la région.

Au départ, les pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été moins directement touchés par la crise financière que de nombreuses autres régions en développement. L'effet de la crise le plus directement ressenti a été l'accélération de la baisse des prix du pétrole. Ce déclin d'environ 65 %, qui a fait passer le prix du baril de 150 dollars à près de 60 dollars ces derniers temps, a radicalement réduit les revenus des gouvernements des pays en développement exportateurs de pétrole, et plus particulièrement les revenus élevés des exportateurs du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Ces économies incluent le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (se référer à la figure A.12). Au cours de ces dernières années, ces pays sont devenus une source importante d'investissements financiers (grâce aux IED et autres flux) ainsi que d'envois de fonds pour les économies diversifiées en développement de la région. La diminution de ces revenus et flux d'investissements est un élément important contribuant au ralentissement de la croissance de la région.

**Figure A.12 Les recettes pétrolières des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont durement subi le contrecoup de la récession mondiale en 2009**

Exportations d'hydrocarbures (pétales et gaz), en milliards de dollars



Sources : AIE, OPEP, organismes nationaux, Banque mondiale.

<sup>9</sup> Parmi les pays à revenu faible et intermédiaire du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord figurent l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la République du Yémen. Plusieurs économies en développement ne sont pas couvertes par ce rapport en raison d'une insuffisance de données, y compris Djibouti, l'Iraq, la Libye et la Cisjordanie et Gaza. Les économies à revenu élevé de la région géographique plus étendue, y compris les membres du CCG tels que Bahreïn, le Koweït, Oman et l'Arabie Saoudite, sont couverts par ce rapport dans la catégorie des "autres pays à revenu élevé", mais l'importance des développements du CCG pour la région économique plus étendue devrait être soulignée. Parmi le CCG, il existe des données insuffisantes pour l'inclusion du Qatar et des Émirats arabes unis.

Pour l'ensemble du CCG, les revenus générés par le pétrole et le gaz sont passés de 670 milliards de dollars en 2008 à environ 280 milliards de dollars au cours de 2009. Cette baisse énorme correspond à 38 % du PIB du groupe. Les revenus des pays exportateurs de pétrole en développement de la région, y compris l'Algérie, la République islamique d'Iran, l'Iraq, la République arabe syrienne et la République du Yémen ont chuté de 320 milliards de dollars à environ 140 milliards de dollars, soit 28 % du PIB. Un déclin aussi abrupt des revenus, alors que les dépenses se poursuivaient à un rythme relativement rapide, a entraîné les balances fiscales d'un certain nombre de pays exportateurs de pétrole à entrer en déficit. En conséquence, la capacité du secteur public à atténuer certaines des conséquences négatives de la crise au travers, notamment, de mesures de relances ciblées a été affaiblie.

Les éléments financiers de la crise mondiale ont déjà eu un impact sur la région, particulièrement en raison des marchés boursiers, ce qui a influencé le coût du capital pour les entreprises et a conduit à une perte de richesse à grande échelle pour les ménages et les institutions. D'après certaines estimations, les fonds souverains du GCC avaient déjà perdu 27 % de leur valeur pendant l'année 2008, avec des pertes s'élevant parfois à 40 % pour les fonds principalement alloués aux marchés émergents et aux placements du capital à risque privé<sup>10</sup>.

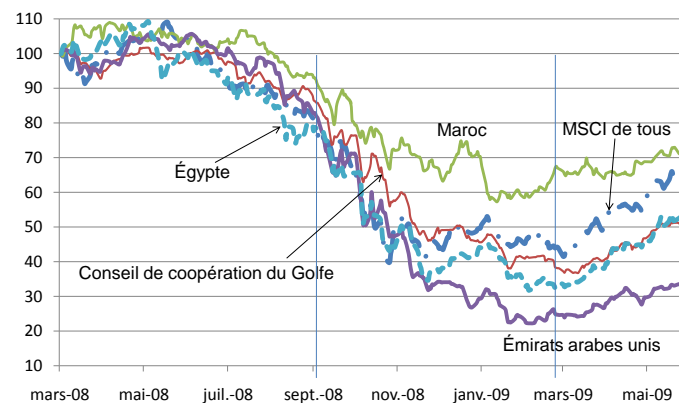
Le cours vénal des actions du GCC a chuté d'environ 58 % entre le 15 septembre 2008 et le 12 mars 2009 (période durant laquelle presque toutes les bourses ont connu un déclin prononcé). Au cours de la même période, celui des Émirats arabes unis s'est effondré de 70 % par rapport à une baisse de 55 % pour tous les marchés émergents (se référer à la figure A.13). Depuis la mi-mars 2009, les bourses mondiales ont retrouvé de la vitalité et un espoir d'amélioration de la santé du système bancaire international (suite au sommet du G20 à Londres et aux mesures prises par la Trésorerie américaine).

Les actions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont participé à la reprise, et l'indice du GCC a augmenté de 37 % à la fin mai, par rapport à un accroissement de 52 % de l'indice MSCI de tous les marchés au cours de cette période. Les gains modérés des bourses régionales indiquent néanmoins une confiance accrue dans le potentiel de récupération de l'économie mondiale dans un avenir proche.

Le secteur bancaire de la région a relativement bien surmonté la crise, notamment en raison de son exposition directe limitée aux prêts hypothécaires à risque et aux titres adossés à des crédits mobiliers. Toutefois, une banque du Koweït a subi des pertes importantes à la fin de 2008 pour avoir donné en reprise des dérivés financiers. De nombreuses banques de la région ont par la suite resserré leurs critères de prêt et dans de nombreux pays, ont directement réduit le nombre de prêts accordés. L'impact de la crise sur les sociétés de placement de la région est moins clair, principalement en raison d'indisponibilité de données. Toutefois, des renseignements non scientifiques indiquent que certaines sociétés auraient rencontré des

**Figure A.13 La crise financière a durement frappé les marchés boursiers du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord**

Indice boursiers, mars 2008 = 100 (en dollars)



Source : Morgan-Stanley.

<sup>10</sup> Conseil des relations étrangères (2009).

difficultés financières en raison d'asymétries des échéances de leurs bilans. Comme partout, l'accès au financement externe est devenu plus difficile, et les écarts d'emprunt ont augmenté pour les pays de la région suite au début de la crise. La plupart des pays n'ont pas eu besoin de faire d'emprunts durant la dernière partie de 2008, car leur position de balance des paiements était généralement favorable et qu'ils avaient accès à d'autres sources de financement, telles que les envois de fonds, les IED, les recettes touristiques, l'aide étrangère et les réserves internationales.

Le tableau A.10 met en exergue la santé financière générale de la région en développement depuis 2005, à une période où les prix du pétrole étaient plus élevés et où les conditions généralement favorables de la croissance des marchés d'échange et d'exportation commençaient à faire passer les positions de surplus de compte courants en parts à deux chiffres du PIB régional. Les ajouts nets aux réserves atteignaient plus de 140 milliards de dollars sur la période, tandis que les positions de surplus de compte courants agrégés étaient complétées par des affluences d'IED, passant de 7 milliards de dollars au cours de 2004 à 25 milliards de dollars en 2006 (ou 4,5 % du PIB). Les IED provenaient de plus en plus de pays du CCG, ciblant de nombreux projets d'infrastructure, immobiliers et industriels de la région, du Maroc à la Jordanie. Tandis que les conditions financières commençaient à se détériorer au cours de 2008, les flux d'IED ont diminué, affichant toutefois un montant toujours élevé de 22,5 milliards de dollars. Cependant, les envois de fonds des travailleurs (panneau inférieur du tableau A.10) continuaient d'augmenter, ce qui permettait de soutenir l'accumulation de réserves à un rythme soutenu de 43 milliards de dollars sur l'année.

**Tabla A. 10 Apports nets de capitaux à la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord**  
en milliards

|  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008p |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Flux financiers</b>                   |       |       |       |       |       |       |       |
| Soldes courants                          | 6.1   | 22.4  | 38.3  | 59.9  | 93.1  | 80.7  | 97.6  |
| <i>en % du PIB</i>                       | 1.6   | 5.3   | 7.9   | 10.9  | 16.3  | 13.0  | 13.0  |
| Flux nets publics et privés              | 7.7   | 9.8   | 12.1  | 15.8  | 13.4  | 21.6  | 23.3  |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 9.8   | 11.9  | 15.8  | 19.1  | 24.7  | 21.0  | 23.3  |
| Flux nets de capitaux                    | 4.2   | 7.8   | 7.6   | 16.5  | 26.0  | 22.1  | 24.5  |
| ..Apports nets d'IDE                     | 4.7   | 7.6   | 6.9   | 14.1  | 25.0  | 24.2  | 22.5  |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | -0.5  | 0.2   | 0.7   | 2.4   | 1.0   | -2.1  | 2.0   |
| Flux nets générateurs de dette           | 3.5   | 2.0   | 4.5   | -0.7  | -12.6 | -0.5  | -1.2  |
| ..Créanciers officiels                   | -2.1  | -2.1  | -3.7  | -3.3  | -11.3 | 0.6   | 0.0   |
| ....Banque mondiale                      | -0.2  | -0.3  | -0.6  | 0.0   | -0.8  | 1.0   | -0.2  |
| ....FMI                                  | -0.3  | -0.6  | -0.5  | -0.7  | -0.2  | -0.1  | -0.1  |
| ....Autres créanciers                    | -1.6  | -1.2  | -2.6  | -2.6  | -10.3 | -0.3  | 0.3   |
| ..Créanciers privés                      | 5.6   | 4.1   | 8.2   | 2.6   | -1.3  | -1.1  | -1.2  |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | 5.4   | 0.8   | 2.6   | 2.8   | -1.6  | -1.8  | -0.8  |
| .....Obligations                         | 5.2   | 0.7   | 2.8   | 2.5   | 0.8   | 0.1   | -0.6  |
| .....Banques                             | 0.3   | -0.5  | -0.2  | 1.1   | -1.3  | -0.5  | 1.4   |
| .....Autres créanciers privés            | -0.1  | 0.6   | 0.0   | -0.8  | -1.1  | -1.4  | -1.6  |
| ....Flux nets à court terme              | 0.2   | 3.3   | 5.6   | -0.2  | 0.3   | 0.7   | -0.4  |
| Erreurs et omissions /a                  | -2.5  | -10.4 | -36.1 | -55.3 | -70.2 | -58.7 | -78.3 |
| Varations de reservas (- = augmentation) | -11.3 | -21.7 | -14.2 | -20.3 | -36.3 | -43.6 | -42.6 |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |       |       |       |       |       |       |       |
| Envios de fonds des travailleurs         | 15.2  | 20.4  | 23.0  | 24.3  | 25.7  | 31.3  | 33.7  |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

L'effondrement de l'activité industrielle mondiale ainsi que des dépenses engagées par les investisseurs et les clients au cours du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009 ont fortement réduit la demande de pétrole. La demande mondiale de pétrole brut a chuté de 3,7 % entre le dernier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2009, avec plus de 3 millions de barils par jour (mb/j) de moins que l'année précédente. Pour l'ensemble de 2009, la demande de pétrole devrait décliner de 2,16 mb/j avec des ralentissements

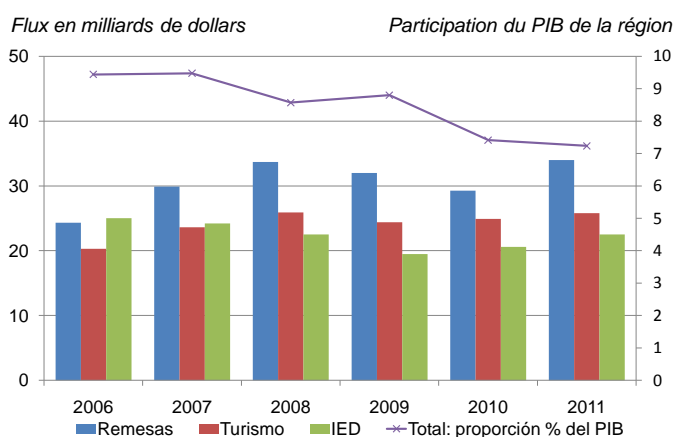
considérables et continus dans les pays à revenu élevé et des gains seulement modérés dans les pays en développement. Les producteurs de pétrole au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont immédiatement fait face à la situation en réduisant l'offre afin de maintenir les prix à un niveau acceptable.

Le rendement des exportateurs du CCG a été réduit au cours des derniers mois de 2008 jusqu'à mai 2009, d'environ 10,6 % (moyenne annuelle), avec des réductions importantes au Koweït (14 %) et en Arabie saoudite (12,7 %). Par ailleurs, la production a été ralentie par les pays en développement exportateurs de la région, avec un rendement réduit de 11 % en Algérie et de 7 % en la République islamique d'Iran. Ce développement seul ralentira la croissance des économies pétrolières de ces pays avec des marges importantes en 2009, réduisant la croissance du PIB global de 5 points de pourcentage en moyenne par rapport au rendement de 2008. On estime que l'Arabie saoudite et le Koweït entreront en récession au cours de 2009, avec un taux de croissance pour tous les exportateurs qui chutera de 6,2 % en 2008 à 2 % en 2009. Les retombées de ce développement pour le groupe d'économies diversifiées pourraient être considérables et défavorables, allant d'encaissements d'IED réduits à des envois de fonds inférieurs et à un faible afflux touristique du Golfe vers d'autres pays de la région (auparavant, une tendance à la progression rapide).

Pour les économies plus diversifiées, les volumes et la valeur des exportations ont chuté de près de 35 % en termes nominaux depuis septembre 2008. L'élément clé est l'effondrement de la demande d'importations dans la zone euro (ainsi qu'aux États-Unis). À titre d'exemple, le volume d'importations de la France a décliné de 19 % au cours du premier trimestre de 2009 juste après une contraction de 12 % durant le trimestre précédent (rythme annualisé désaisonnalisé). Les exportations du Maroc ont baissé de 45 % de septembre 2008 à février 2009 ; celles de la Tunisie de 31 % et celles de la Jordanie de 18,4 %. Toutefois, la production industrielle s'est mieux maintenue que dans la plupart des régions en développement, avec à la même période une production en baisse de quelque 5 % dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, par rapport à 15 % ou plus dans le monde entier. Par exemple, en novembre 2008, la production égyptienne s'est maintenue 30 % au-dessus des niveaux de l'année précédente ; en janvier 2009, la production jordanienne se situait quant à elle 26 % au-dessus des niveaux de l'année précédente. Lorsque des données plus récentes concernant ces pays seront disponibles, elles indiqueront sans aucun doute une baisse importante pour les pays aux forts liens commerciaux avec l'Europe.

Des pays comme l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie et le Liban tirent l'aide au financement de la balance des paiements et les revenus intérieurs nécessaires de l'exportation de services, notamment des services touristiques et commerciaux, des recettes d'envois de fonds des travailleurs à l'étranger (majoritairement en Europe et dans les pays du CCG) et, plus récemment, des flux considérables d'IED, qui permettent de soutenir et de catalyser les dépenses en capital intérieures privées et publiques. De tels flux constituent une proportion importante du PIB de ces pays. En Égypte par exemple, le total des flux représentait 18,7

**Figura A.14 Diminution de la part des envois de fonds, apports d'IDE et recettes du tourisme dans le PIB**



Sources : Banco mondiale, Nations Unies, FMI.

% du PIB en 2007, dont 5,7 % provenaient des envois de fonds, 5,5 % du tourisme et 7,6 % des IED. Étant donné la conjoncture économique actuelle de la région et du reste du monde, ces revenus et flux d'investissement sont voués à la baisse, à la fois en termes absolus et en tant que part du PIB, ce qui entraînera des conséquences négatives sur les déficits des balances courantes et sur la demande nationale (se référer à la figure A.14).

Un nombre important de pays de la région ont énormément souffert de la crise des aliments et de l'essence qui a précédé la crise financière mondiale. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord constituent la région qui importe le plus d'aliments au monde. En ce qui concerne les aliments, le prix des céréales a notamment augmenté à un rythme record entre 2006 et mi-2008 et les prix du pétrole se sont accrus, tandis que les termes de l'échange pour des pays importateurs de pétrole de la région tels que le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte se sont effondrés. L'inflation s'est accélérée, atteignant plus de 10 % dans plusieurs pays en raison de l'augmentation du prix des aliments et de l'essence, et les autorités ont pris des mesures pour compenser les effets négatifs les plus notoires sur les pauvres, notamment en accroissant les subventions, en renforçant les mesures destinées à stimuler les revenus en augmentant les salaires de la fonction publique et finalement, en élevant les taux d'intérêt dans plusieurs pays pour contrer la tendance inflationniste. L'un des aspects plus positifs de la conjoncture actuelle est que les taux d'inflation de la région se relâchent tandis que les gains des prix des aliments et de l'essence baissent, ce qui stimule le pouvoir d'achat des consommateurs. Par exemple, le taux d'inflation (IPC) de la Tunisie a chuté de 3,1 % en février 2009 (d'une année à l'autre) alors qu'il atteignait 4,9 % en 2008 ; celui de la Jordanie est passé de 14,9 % à 1,5 %, tandis que l'inflation en Arabie saoudite a baissé à 6 % par rapport aux 10 % enregistrés en 2008.

### *Perspectives*

La croissance du PIB des pays en développement de la région devrait diminuer de moitié pour passer de 6 % en 2008 à 3,1 % en 2009 (se référer au tableau ci-dessous). Pour la région géographique de façon générale, incluant plusieurs pays du CCG, le ralentissement devrait être encore plus marqué, passant d'une progression de 5,6 % en 2008 à des gains de seulement 1,6 % en 2009, ce qui reflète en grande partie le déclin brusque de la production de pétrole (se référer aux éléments du mémo du tableau A.11).

Dans les pays de la région, les conséquences du ralentissement devraient varier selon les liens commerciaux avec l'Europe (baisse de la croissance du marché d'exportation), dépendance vis-à-vis des revenus générés par le pétrole et la position initiale des comptes fiscaux et externes. Les exportateurs de pétrole dont la population est importante (l'Algérie, l'Iran et la Syrie) ont des contraintes fiscales plus grandes que les pays exportateurs de pétrole aux populations plus faibles ; par conséquent, ces pays sont entrés dans la crise avec des positions fiscales et externes beaucoup plus faibles. Certains gouvernements, tels que celui de l'Algérie, qui possèdent des réserves internationales suffisantes ou des fonds souverains importants utilisent une politique fiscale pour amortir le marasme économique, tandis que les gouvernements dont les ressources sont limitées (comme l'Iran) ont fait face à la crise et au déclin des revenus en réduisant les dépenses gouvernementales de manière cyclique. La croissance dans ces pays devrait décliner, avec une croissance totale du rendement s'affaiblissant en Algérie, passant de 3 % en 2008 à 2,2 % en 2009, et de 6,9 % à 2,5 % en Iran.

**Tableau A.11 Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. | Prévision |      |      |
|--|--------------------|------|------|------|-----------|------|------|
|  |                    |      |      | 2008 | 2009      | 2010 | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.4                | 5.3  | 5.4  | 6.0  | 3.1       | 3.8  | 4.6  |
| PIB par habitant, \$ constants                                     | 2.7                | 3.5  | 3.6  | 4.2  | 1.3       | 2.1  | 2.9  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>  | 4.5                | 5.3  | 5.5  | 6.1  | 3.0       | 3.6  | 4.4  |
| Consommation privée  | 4.1                | 5.8  | 6.1  | 7.2  | 2.8       | 4.0  | 4.9  |
| Consommation publique  | 3.4                | 4.2  | 3.1  | 6.6  | 8.6       | 7.6  | 6.8  |
| Investissement en capital fixe                                     | 6.3                | 1.2  | 23.3 | 19.7 | 3.8       | 6.0  | 7.5  |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 5.1                | 7.3  | 8.2  | 7.6  | -2.0      | 2.9  | 5.1  |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 5.8                | 7.8  | 19.5 | 18.2 | 0.6       | 5.4  | 7.1  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                  | -0.4               | -0.5 | -4.2 | -4.7 | -0.9      | -1.5 | -1.6 |
| Solde courant, en % du PIB   | 2.9                | 16.3 | 13.0 | 13.0 | -1.6      | -1.5 | -1.8 |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                   | 5.2                | 3.8  | 4.4  | 16.9 | 4.8       | 9.8  | 7.6  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                     | 5.0                | -2.7 | -0.5 | -1.5 | -5.4      | -3.6 | -3.5 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>   |                    |      |      |      |           |      |      |
| Région géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord <sup>5</sup>   | 4.1                | 4.8  | 4.9  | 5.6  | 1.6       | 3.5  | 4.4  |
| Pays CCG sélectionnés <sup>6</sup>                                 | 3.6                | 4.0  | 4.0  | 4.9  | -0.5      | 3.0  | 4.3  |
| République arabe d'Égypte  | 4.4                | 6.8  | 7.1  | 7.2  | 3.8       | 4.2  | 5.0  |
| République islamique d'Iran  | 4.8                | 5.7  | 6.2  | 6.9  | 2.5       | 3.0  | 4.0  |
| Algérie  | 4.0                | 1.8  | 3.0  | 3.0  | 2.2       | 3.5  | 4.0  |

Notes : 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000. 3. PIB mesuré sur la base des parités de pouvoir d'achat.

4. Exportations et importations, BSNF.

5. La région géographique comprend les pays à revenu élevé suivants : Barheïn, Koweït, Oman et Arabie saoudite

6. Pays CCG sélectionnés : Barheïn, le Koweït, Oman et Arabie saoudite.

Source : Banque mondiale.

La faible reprise anticipée de la demande mondiale de pétrole devrait entraver la récupération de ces pays, avec une croissance n'augmentant graduellement que de 3,0 à 3,5 % en 2010, et de 4 % en 2011. En raison de la chute brusque des prix du pétrole, les soldes de compte courants devraient se détériorer considérablement dans les pays en développement exportateurs de pétrole, passant de 23,8 % du PIB en 2008 à 3,5 % d'ici 2011.

Les perspectives de plusieurs des économies les plus diversifiées de la région, notamment la Jordanie et le Liban, dépendent des envois de fonds, des IED, du tourisme et de l'aide étrangère. Par conséquent, leurs perspectives dépendront de celles des États du Golfe et dans une moindre mesure, de celles des donateurs de la communauté internationale. La croissance de ce groupe de pays devrait décliner, d'un 5,6 % relativement robuste en 2008 à 3,9 % en 2009 se référer au tableau A.12). Au sein de ce groupe, le Liban et la Jordanie sont entrés dans la crise avec des positions macroéconomiques faibles, à savoir des dettes élevées ainsi que des déficits courants et fiscaux. La croissance du PIB dans les deux pays devrait ralentir de plus de 3 points de pourcentage en 2009. La diminution des envois de fonds, des IED et du tourisme devrait avoir un impact important sur la balance des paiements dans les deux pays, surtout étant donné les réductions prévues des flux de capitaux. En 2008, les comptes courants des deux pays représentaient respectivement 15 % et 27 % de leur PIB. Une baisse des prix du pétrole et une réduction forcée des importations résultant du manque de financements externes disponibles devraient faire baisser ces déficits de plus de 10 % dans chaque pays en 2009.

**Tableau A.12 Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Algérie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.0                | 1.8   | 3.0   | 3.0   | 2.2       | 3.5   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 8.2                | 49.0  | 35.8  | 37.3  | 4.1       | -0.9  | -4.6  |
| <b>Égypte, Rép. arabe d'</b>                                       |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.4                | 6.8   | 7.1   | 7.2   | 3.8       | 4.2   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.4                | 2.4   | 0.3   | -6.5  | -6.1      | -5.8  | -5.3  |
| <b>Iran, Rép. islamique d'</b>                                     |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.8                | 5.7   | 6.2   | 6.9   | 2.5       | 3.0   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 7.2                | 28.6  | 28.9  | 37.4  | 5.9       | 7.4   | 7.2   |
| <b>Jordanie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.7                | 6.3   | 6.6   | 5.5   | 2.5       | 3.5   | 4.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.0                | -11.3 | -17.0 | -27.5 | -10.1     | -10.3 | -10.4 |
| <b>Liban</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.3                | -0.6  | 7.5   | 6.5   | 2.5       | 4.5   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -19.5              | -5.4  | -8.0  | -14.7 | -6.1      | -5.4  | -4.8  |
| <b>Maroc</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.4                | 8.0   | 2.2   | 6.4   | 3.2       | 4.5   | 5.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.7                | 2.0   | -0.3  | -6.1  | -2.4      | -2.7  | -2.5  |
| <b>Oman</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.0                | 6.8   | 6.2   | 6.2   | 3.0       | 3.8   | 6.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 2.8                | 14.6  | 4.3   | 10.3  | -12.0     | -11.6 | -11.2 |
| <b>République arabe syrienne</b>                                   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.2                | 5.1   | 4.2   | 5.2   | 3.0       | 3.5   | 4.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 3.0                | 2.5   | 2.1   | 0.9   | -7.7      | -6.9  | -6.7  |
| <b>Tunisie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.0                | 5.5   | 6.3   | 4.5   | 3.0       | 4.0   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.0               | -2.0  | -2.6  | -5.4  | -4.7      | -3.3  | -1.6  |
| <b>Yémen, Rép. du</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.9                | 3.2   | 3.0   | 4.0   | 7.7       | 5.0   | 4.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | 3.1                | 1.2   | -8.0  | -6.5  | -9.2      | -3.4  | -1.0  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, l'Irak, la Libye et la Cisjordanie et Gaza.

Source : Banque mondiale.

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

En 2009, la République du Yémen devrait pouvoir résister à la tendance mondiale d'une croissance ralentie grâce à ses futures nouvelles usines de production de gaz naturel liquide. Au Djibouti, l'exploitation d'un nouveau port par Dubai World et les dépenses des bases militaires étrangères devraient atténuer et empêcher le ralentissement brusque de la croissance du PIB. Les pays diversifiés d'Afrique du Nord (Égypte, Maroc et Tunisie) sont entrés dans la crise avec des positions macroéconomiques relativement bonnes et ont connu un effondrement limité de leurs propres systèmes financiers. Toutefois, le côté réel de la crise a été vivement ressenti en raison de leurs liens commerciaux et financiers étroits avec les pays européens à revenu élevé et de leur dépendance vis-à-vis du tourisme européen et des flux d'envois de fonds. En Égypte, au cours du quatrième trimestre de 2008, le PIB a seulement augmenté de 4,1 % par rapport à 7,7 % un an auparavant ; la création mensuelle d'emplois a chuté de 30 % et les flux d'investissements étrangers de 48 %. Reflétant la continuation de ces tendances pour le reste de l'année, le PIB devrait ralentir de trois points de pourcentage ou plus en Égypte et au Maroc, avec la croissance du PIB de l'Égypte passant

de 7,2 % en 2008 à 3,8 % en 2009, et la production du Maroc chutant de 6,4 % à 3,2 % en 2009.

Les perspectives de récupération dans les pays en développement du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dépendront principalement de la puissance de reprise de la croissance en Europe et dans les pays du CCG. La faiblesse continue des prix du pétrole, le marasme persistant de la finance mondiale, les flux d'envois de fonds réduits et les effets négatifs importants sur la richesse, causés par la baisse de l'immobilier et des prix des actions de la région, devraient entraver la récupération. Le PIB devrait augmenter de 3,8 % en 2010 et de 4,6 % d'ici 2011, mais en raison de l'ampleur de la crise jusqu'à présent, le chômage et l'excédent de capacité, particulièrement dans le secteur pétrolier, continueront à causer des difficultés, même à la fin de la période de prévision. Cette tendance générale devrait se refléter dans les pays pauvres en ressources autant que dans les pays riches en ressources de la région, avec une récupération plus modérée chez les exportateurs de pétrole.

### ***Risques et incertitudes***

Par bien des aspects, les risques menaçant les pays de la région sont les mêmes que ceux pour l'économie mondiale. Pour ce qui est des inconvénients, il est à craindre qu'au lieu d'une récupération lente, indiquée dans les projections de référence, la récession dure beaucoup plus longtemps et qu'elle soit associée à des crises secondaires dans les pays ayant des déficits courants importants (voir Chapitre 1). Bien que de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord puissent être touchés par une baisse supplémentaire des flux de capitaux étrangers, par des exportations et des envois de fonds moindres, la Jordanie et le Liban, deux pays ayant à leur actif des déficits courants importants, sont les plus menacés par le risque d'une crise de la balance des paiements en cas de récession prolongée. Si le manque d'accès au change constitue une contrainte active, et si l'assistance officielle et les flux d'envois de fonds ne permettent pas de contrebalancer cette situation, ces pays pourraient être forcés d'entreprendre un processus de restructuration très difficile, accompagné d'une dépréciation monétaire importante et d'une réduction de la demande intérieure en vue de restaurer l'équilibre extérieur. Cela entraînerait inévitablement un taux de chômage beaucoup plus élevé et des tensions sociales accrues. Les autres pays de la région seraient touchés de façon moins spectaculaire en cas de récession prolongée. Des flux commerciaux plus faibles, des envois de fonds moins importants et la baisse du tourisme étendraient probablement la récession à une plus grande partie de la région et entraîneraient une accumulation plus forte de l'excédent de capacité.

La perspective d'une demande en énergie mondiale et les prix mondiaux du pétrole constituent un autre facteur de risque clé pour la région. Selon les projections de référence, la demande en énergie devrait rester faible, et il est peu probable que les prix du pétrole augmentent bien au-dessus des niveaux actuels. Au vu des récentes réductions de production de l'OPEP et de l'augmentation de la capacité de production de l'Arabie saoudite à 12,5 millions de barils par jour (grâce à un investissement récent), il devrait être tout à fait possible d'absorber tout déclin de l'approvisionnement pouvant résulter d'interruptions d'approvisionnement imprévues sur d'autres marchés.

## Asie du Sud

### *Évolution récente de la situation*

Malgré le début de la crise mondiale en septembre 2008, la croissance du PIB de l'Asie du Sud a relativement bien résisté avec un chiffre de 7,1 % pour 2008, quoiqu'en baisse significative, d'une année calendaire à l'autre, par rapport aux vigoureux 8,7 % enregistrés en 2007. Cette chute de 1,6 point de pourcentage de croissance apparaît comme un bon résultat si on le compare aux baisses de 3,4 et 2,9 points de pourcentage enregistrées dans les régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique, de l'Europe et de l'Asie centrale. Les économies de l'Asie du Sud ont bénéficié d'une relative immunisation par rapport aux répercussions effectives de la crise parce que les exportations représentent une part relativement petite du PIB de la région et parce que leur intégration au marché financier est limitée. La production est moins spécialisée dans les secteurs de la production ou de l'exploitation des ressources naturelles — secteurs qui ont été particulièrement affectés par la crise. Les revenus réels et la consommation de la région ont été soutenus par l'effondrement des cours mondiaux des produits de base, notamment de celui du pétrole. Cependant, l'emploi des travailleurs migrants et les flux d'envois de fonds vers la région ont été mis à mal par la chute de l'activité dans les pays d'accueil à haut-revenu. Un certain nombre d'économies ont été obligées de prendre de sévères mesures d'adaptation pour faire face aux déséquilibres macroéconomiques, ce qui a provoqué un ralentissement de la demande intérieure. Le Pakistan a connu une crise de sa balance des paiements au cours de la seconde partie de 2008, qui a abouti en fin d'année à la conclusion d'un accord avec le FMI. Le Sri Lanka — actuellement en pourparlers avec le FMI pour l'accord d'une facilité de crédit (à la fin mai) — et les Maldives doivent également composer avec de forts déséquilibres, en particulier les Maldives où le déficit courant a fait un bond pour atteindre 53 % du PIB et où le déficit fiscal a grimpé jusqu'à 14 % de PIB.

L'effet immédiat de la crise sur l'économie de l'Asie du Sud a surtout été évident sur les marchés financiers, bien que le secteur bancaire ait été relativement épargné — compte tenu de l'exposition minimale de la région aux avoirs toxiques et à la présence limitée des banques commerciales et des banques d'affaires étrangères. Les marchés d'actions ont été ébranlés de façon assez similaire aux marchés d'actions mondiaux, en particulier jusqu'à fin 2008. Depuis lors, les marchés d'actions de la région se sont stabilisés et certaines bourses avaient enregistré des gains à la fin du mois de mai 2009. Les marchés de valeurs en Inde, par exemple, ont connu une progression en avril et en mai, opérant un bond à la suite des dernières élections qui ont rassuré les marchés et ont engendré l'espérance de mise en œuvre d'un programme accéléré de réformes et la manifestation d'une plus grande ouverture à l'égard des investisseurs étrangers. Les marchés du Bangladesh ont fait preuve d'une volatilité moins extrême que d'autres marchés de valeurs régionaux, dans la mesure où ses marchés d'actions ne sont pas fortement capitalisés, le volume des transactions est limité, et la participation étrangère est faible (2,5 % des actifs totaux sont détenus par les investisseurs étrangers). Les marchés régionaux d'obligations ont également souffert de la détérioration prononcée du moral des investisseurs et des efforts généralisés de désendettement opérés par les banques commerciales des pays développés, ce qui a eu comme conséquence un reflux des fonds d'investissement depuis les marchés émergents au cours de l'automne 2008. Les écarts sur obligations ont explosé pour les titres souverains de la région et les écarts pour les sociétés emprunteuses du marché émergent les ont effectivement empêchées d'avoir accès au marché — notamment dans le cas du Pakistan et du Sri Lanka. Lorsque les marchés mondiaux ont commencé à reprendre vie, et après que le Pakistan et le Sri Lanka ont commencé à travailler avec le FMI à la mise au point de programmes de stabilisation, les écarts se sont sensiblement réduits. À fin mai 2009, les écarts avaient reculé pour atteindre 1

298 points de base au Pakistan et 957 points de base au Sri Lanka, d'un niveau de 2 221 et de 2 455 en décembre et octobre 2008, respectivement. Néanmoins, les écarts demeurent sensiblement supérieurs à la moyenne des marchés émergents, soit 473 points de base (se référer à la figure A.15).

Les afflux de capitaux bruts — crédit bancaire de consortiums internationaux, placements en actions, et émissions d'obligations — vers l'Asie du Sud avaient fait un bond ces dernières années mais se sont effondrés au lendemain de la crise. Les mouvements de capitaux en direction de l'Asie du Sud ont

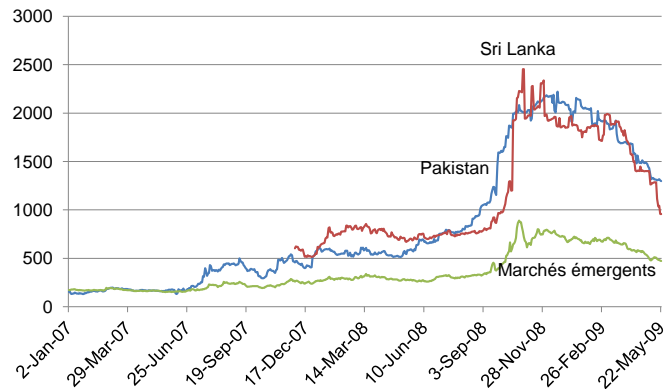
décliné de 29 % en 2008, soit l'une des plus fortes baisses accusées par les régions en développement. Au cours du premier trimestre 2009, les entrées de capitaux enregistrées par le Bangladesh, le Pakistan, et le Sri Lanka sont tombées à zéro, alors qu'en Inde elles se situaient à un niveau très modeste, avec une baisse relative de 64 % par rapport aux cours du premier trimestre 2008. En Inde, les entrées brutes ont principalement consisté en prêts bancaires, avec un émiettement des entrées de capitaux au premier trimestre 2009. Les flux financiers bruts ont donné des signes d'amélioration en Inde en avril et mai, lorsque la confiance des investisseurs internationaux a été en partie retrouvée au vu des premières indications d'une restauration de la croissance mondiale et d'espérances que le pays est bien placé pour réussir son redressement à terme. Les marchés ont également réagi de manière positive aux résultats décisifs des élections.

Les entrées de capitaux, y compris les volumes record d'investissements étrangers directs (IED) enregistrés récemment, étaient devenues une source importante de financement pour la progression rapide de l'investissement régional (en particulier pour les dépenses d'investissement des sociétés en Inde), et un des moteurs de la croissance du PIB régional au cours des dernières années (se référer au tableau A.13). En conséquence, l'inversion des flux a provoqué une chute prononcée des chiffres de la croissance des investissements régionaux. Par exemple, au Pakistan, les IED ont représenté 13,4 % des investissements domestiques bruts en 2007 mais ont depuis lors diminué de plus de moitié, tarissant le flux de capitaux indispensables aux programmes d'investissement. En Inde, la part des apports sous forme d'IED a chuté, passant de 4,6 % du total de l'investissement intérieur brut au troisième trimestre 2008 à un maigre 0,7 % au quatrième trimestre. En revanche, au Bangladesh, les IED ont relativement bien résisté. En dépit de la crise, les entrées entre juillet 2008 et février 2009 ont été deux fois plus importantes que l'année précédente et devraient atteindre 1,4 % du PIB pour l'exercice budgétaire en cours.

En termes nets, les mouvements de capitaux privés et officiels totaux vers la région ont reculé d'un tiers en 2008 par rapport au niveau record de 116,5 milliards de dollars atteint en 2007. Ce recul a été amorcé par une réduction de moitié des apports de capitaux de portefeuille, une baisse des émissions d'obligations de créanciers privés et les prêts bancaires de consortium ; ceux-ci ont chuté de 84 % et de 67 %, respectivement. En contraste, en 2008, les apports nets d'IED ont progressé de 59 %, pour représenter quasiment les deux-tiers des apports nets totaux. Cette hausse marquée des apports nets d'IED a été entraînée par des progressions

**Figure A.15 Indice JP Morgan des obligations des marchés émergents (EMBI), Stripped Spreads**

En points de base par rapport aux bons du Trésor américain



Source : JP Morgan.

subites des IED en Inde et au Pakistan — pour l'essentiel réalisées avant le déclenchement de la crise — avec des gains de 52 % et 59 %, respectivement.

**Tabla A.13 Apports nets de capitaux à la région d'Asie du Sud**  
en milliards

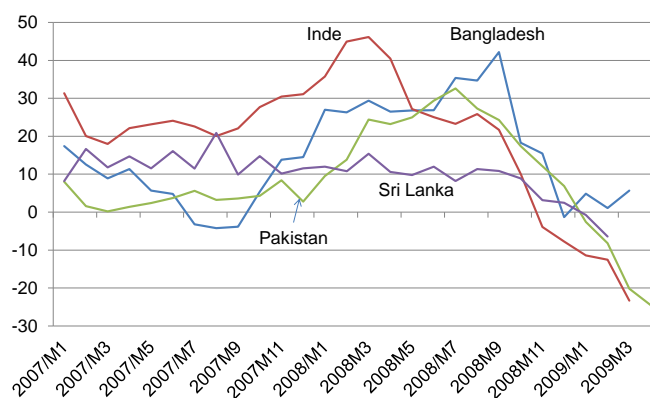
|  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007   | 2008p |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
| <b>Flux financiers</b>                   |       |       |       |       |       |        |       |
| Soldes courants                          | 11.4  | 12.5  | -1.0  | -12.4 | -16.6 | -20.5  | -59.1 |
| en % du PIB                              | 1.8   | 1.6   | -0.1  | -1.2  | -1.5  | -1.5   | -3.9  |
| Flux nets publics et privés              | 7.4   | 13.8  | 25.4  | 28.6  | 76.6  | 116.5  | 77.0  |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 9.7   | 15.5  | 24.3  | 25.4  | 71.9  | 112.5  | 66.5  |
| Flux nets de capitaux                    | 7.7   | 13.4  | 16.8  | 22.7  | 33.6  | 66.0   | 65.5  |
| ..Apports nets d'IDE                     | 6.7   | 5.4   | 7.8   | 10.3  | 23.2  | 29.9   | 47.5  |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | 1.0   | 8.0   | 9.0   | 12.4  | 10.4  | 36.1   | 18.0  |
| Flux nets générateurs de dette           | -0.3  | 0.4   | 8.6   | 5.9   | 43.0  | 50.5   | 11.5  |
| ..Créanciers officiels                   | -2.3  | -1.7  | 1.1   | 3.2   | 4.7   | 4.0    | 10.5  |
| ....Banque mondiale                      | -1.0  | -0.1  | 2.1   | 2.3   | 1.9   | 1.9    | 1.4   |
| ....FMI                                  | 0.1   | -0.1  | -0.3  | 0.0   | -0.1  | -0.1   | 3.2   |
| ....Autres créanciers                    | -1.4  | -1.5  | -0.7  | 0.9   | 2.9   | 2.2    | 5.9   |
| ..Créanciers privés                      | 2.0   | 2.1   | 7.5   | 2.7   | 38.3  | 46.5   | 1.0   |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | 0.2   | 1.4   | 4.9   | 1.1   | 20.3  | 27.2   | 1.8   |
| .....Obligations                         | -0.7  | -3.1  | 4.1   | -2.9  | 4.3   | 9.5    | 1.5   |
| .....Banques                             | 1.0   | 4.5   | 1.1   | 4.1   | 16.0  | 17.7   | 5.9   |
| .....Autres créanciers privés            | -0.1  | 0.0   | -0.3  | -0.1  | 0.0   | 0.0    | -5.6  |
| ....Flux nets à court terme              | 1.8   | 0.7   | 2.6   | 1.6   | 18.0  | 19.3   | -0.8  |
| Erreurs et omissions /a                  | 8.2   | 9.6   | 3.0   | -10.4 | -19.8 | 5.0    | -44.8 |
| Varations de réservas (- = augmentation) | -27.0 | -35.9 | -27.3 | -5.8  | -40.2 | -101.0 | 27.0  |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |       |       |       |       |       |        |       |
| Envios de fonds des travailleurs         | 24.1  | 30.4  | 28.7  | 33.1  | 39.6  | 52.1   | 66.0  |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

Bien que sa transmission ait été moins immédiate qu'au secteur financier, la crise a également eu de graves répercussions sur les échanges commerciaux (se référer à la figure A.16). Cet état de fait est devenu de plus en plus évident lorsque l'effondrement de la demande — plus prononcé dans les pays à haut-revenu — a provoqué une chute des exportations qui s'est communiquée à l'ensemble de l'économie mondiale au premier trimestre 2009. Au cours des six mois échu en mars 2009, les exportations régionales de marchandises exprimées en dollars ont chuté d'un tiers par rapport aux niveaux pré-crise d'août 2008. Ceci représente un contraste saisissant par rapport à un véritable boom de 17 % de progression des exportations enregistrés pour les six mois échu en mars 2008. En Inde, au Pakistan et au Sri Lanka, le recul annualisé des exportations représente un taux à deux chiffres (corrigé des variations saisonnières), soit respectivement 33 %, 27,5 % (tous les deux à la fin mars 2009) et 11,6 % (à la fin février), respectivement. Au Bangladesh, les exportations ont enregistré une moyenne de 3 % de croissance annualisée pour les trois mois échu à la fin janvier 2009, en forte baisse par rapport au pic de 72 % de juillet 2008. Les importations régionales de marchandises ont également connu un brusque recul, reflétant l'affaiblissement de la

**Figure A.16 Exportations de pays d'Asie du Sud, en valeur**

Moyenne mobile sur trois mois, % de variation d'une année sur l'autre



Source : Banque mondiale.

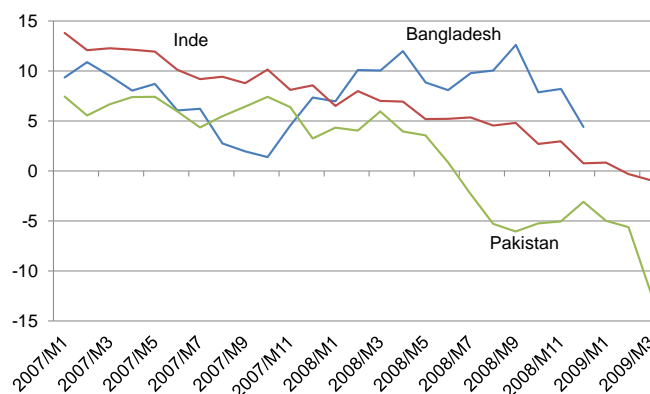
demande intérieure et la chute brutale des cours mondiaux des produits de base, en particulier du pétrole. Au cours des six mois échu fin mars 2009, la valeur des importations régionales de marchandises a diminué de 30 % par rapport aux niveaux pré-crise d'août 2008, soit un recul à peine inférieur aux 33 % enregistrés pour les exportations au cours de la même période. Comme le volume des importations est sensiblement plus important que celui des exportations dans la plupart des pays, ceci a abouti à une amélioration générale des balances commerciales.

La détérioration marquée de la confiance des investisseurs, l'effondrement des flux de capitaux, l'affaiblissement de la demande et du commerce extérieurs ont pour conséquence une chute notoire de la production industrielle. Les mesures fréquentes de l'activité économique pour l'Asie du Sud (lorsqu'elles sont disponibles) montrent un ralentissement particulièrement prononcé — voire un vrai recul — de l'activité économique au cours des derniers mois. La production industrielle en Inde a diminué de 2,4 % en mars 2009 par rapport à l'année précédente, et au Pakistan elle était en baisse de 20,6 %. En Inde, l'activité industrielle exhibe une tendance générale à la baisse depuis fin 2006, enregistrant une réduction de moitié de la

croissance à 4,4 % en 2008, comparé à des performances de 10 % de croissance tant en 2006 qu'en 2007. Au Pakistan, la production industrielle a affiché des résultats négatifs depuis juillet 2008, actuellement en baisse de 23 % sur une base annualisée en mars 2009, à comparer à une expansion de 5,5 % en 2007. Au Bangladesh, le volume de la production a ralenti nettement, tombant à 2,8 % en décembre (d'une année à l'autre). Au cours du quatrième trimestre 2008, la production a ralenti à 4,4 %, soit presque l'équivalent d'un tiers du rythme de 12,6 % enregistré au cours du trimestre précédent (se référer à la figure A.17).

**Figure A.17 Production industrielle**

Moyenne mobile sur trois mois  
(% de variation d'une année sur l'autre, corrigé des variations saisonnières)



Sources : Banque mondiale ; Thomson/Datastream.

Reflétant l'effondrement des prix des produits alimentaires et des carburants depuis le pic atteint récemment à la mi-2008 et l'affaiblissement de la demande intérieure, les pressions inflationnistes régionales se sont évanouies et un phénomène de déflation peut être observé partout dans la région. En effet, parmi les cas extrêmes, l'Afghanistan a connu ces derniers temps un phénomène de déflation particulièrement accentué avec des taux annualisés atteignant 9,7 % en avril 2009. Ceci est à rapprocher du taux d'inflation très élevé de 47,8 % encore enregistré récemment en mai 2008, et traduit la chute brutale des prix des denrées alimentaires, consécutive à un redressement spectaculaire de la production agricole après la grave sécheresse de l'année dernière<sup>11</sup>. Ailleurs dans la région, la tendance à la déflation est particulièrement marquée au Sri Lanka, où l'indice des prix à la consommation a subi une baisse de 25 points de pourcentage depuis son récent pic de juin 2008, atteignant un taux annuel de 3,3 % en mai 2009. Les pressions déflationnistes sont moins prononcées ailleurs dans la région, bien que tout aussi évidentes. En Inde, la progression des prix de gros à la

<sup>11</sup> La production de blé en Afghanistan devrait progresser de 40 à 50% en 2008, étant donné l'amélioration des conditions climatiques, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a rapporté que le pays sera probablement dans un état d'autosuffisance en blé cette année.

production a été brutalement freinée (se rapprochant d'un taux annuel voisin de zéro en mars), quoique l'inflation des prix à la consommation ait plus résisté à la tendance à la baisse (en se situant juste en dessous de 10 % en mars). Au Bangladesh, l'inflation a modéré son rythme à 5 % en mars 2009, soit une baisse par rapport à un pic récent de 10,8 % atteint en août 2008. Aux Maldives, la pression inflationniste s'est également relâchée sensiblement à 11,2 % en mars, comparé aux plus de 17 % enregistrés un an avant, en juillet 2008. Au Pakistan, par contre, les pressions inflationnistes sont demeurées plus tenaces. Tandis que l'indice des prix à la consommation au Pakistan a enregistré un recul marqué de 8 points de pourcentage depuis août 2008, il demeure dans les zones à deux chiffres avec un taux annuel de 17,2 % en mars 2009 — parmi les taux les plus élevés au monde. L'inflation au Népal continue également à progresser à un taux à deux chiffres (14,4 % en mars), avec peu de répercussion sur les consommateurs de la baisse des cours mondiaux des produits de base.

Au lendemain immédiat de la crise, les envois de fonds vers l'Asie du Sud ont rebondi. Cependant, ce phénomène devait semble-t-il être de courte durée, parce que des informations indiquent que les travailleurs migrants qui ont perdu leur emploi à l'étranger retournent dans leurs pays d'origine avec les économies qu'ils ont accumulées. Dans les derniers temps, les envois de fonds ont commencé à vaciller, voire à diminuer. Par exemple, au Bangladesh, bien que les envois de fonds aient continué à progresser, le taux d'augmentation a diminué brusquement, passant d'un rythme annuel de 50 % en août 2008 à 9,6 % seulement en avril 2009. Au Sri Lanka, les envois de fonds ont diminué de 3,8 % en mars 2009 par rapport à il y a un an, affichant leur cinquième mois consécutif de déclin (suivant un déclin de 18 % en février) — comparé à un taux de croissance annuel de plus de 22 % pour le troisième trimestre de 2008.

Le tourisme, une source principale de devises étrangères et de croissance économique dans bon nombre d'économies régionales, a également été fort affecté par la crise mondiale. Au Bhutan, où le tourisme représentait récemment 7 % de la croissance du PIB, les arrivées de touristes ont diminué de 37,8 % (d'une année à l'autre) en mars 2009, comparé à une croissance de 40 % en 2008. Aux Maldives, l'activité de tourisme, qui représente plus d'un tiers du PIB, a diminué d'environ 10 %. Au Sri Lanka, la guerre civile qui vient de se terminer a provoqué une chute de 11 % des arrivées de touristes en 2008. Au Népal, les arrivées de touristes sont mitigées, avec un recul de 17,6 % en mars 2009 par rapport à l'année précédente et une progression de 15,8 % en avril. Jusqu'à une date récente, les revenus du tourisme au Népal étaient en augmentation rapide, jusqu'à représenter 2,3 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2007-2008 (jusqu'à juin 2008), soit en gros un chiffre doublé par rapport à l'année précédente, grâce à une situation améliorée sur le plan de la sécurité et de l'amorce d'une période de stabilité politique.

La réaction des gouvernements régionaux en termes de politique face au ralentissement a été mitigée. La plupart des pays ont eu recours à des mesures monétaires, parce que la sphère fiscale est soumise à de fortes contraintes. La politique monétaire a pu être relâchée au vu des pressions inflationnistes sensiblement inférieures dans la plupart des pays. Dans certains cas, les banques centrales ont rapidement opéré des réductions de leurs taux de base dans le sillage des restrictions de crédit intervenues en septembre 2008. Les politiques régionales de taux de change ont également évolué (notamment en Inde, et plus récemment au Sri Lanka), et les pays sont passés relativement rapidement d'une posture de défense de leurs devises à celle d'un effort pour conserver leurs réserves de devises étrangères. Les devises de l'ensemble de la région se sont dépréciées par rapport au dollar — une tendance apparente dans la plupart des pays en développement — alors que les investisseurs internationaux orientaient leurs capitaux vers des actifs refuges. Par rapport à un panier de devises pondéré par les volumes d'échanges commerciaux, en termes nominaux, l'ampleur de la dépréciation

s'est avérée plus modeste. Par exemple, la roupie indienne a subi une dépréciation de près de 20 % par rapport au dollar américain entre août 2008 et mars 2009, mais seulement de 6,6 % par rapport au panier de devises pondéré par les volumes d'échanges commerciaux pour la même période. Rapportée aux taux d'inflation relevés sur l'ensemble des partenaires commerciaux, la tendance est moins nette. Par exemple, les taux de change réels effectifs (REER) pour la roupie indienne se sont dépréciés de près de 9 % entre août 2008 et mars 2009. En revanche, alors que la roupie du Pakistan subissait une dépréciation de 13,5 % entre août 2008 et mars 2009 par rapport au dollar américain, le REER pour la roupie pakistanaise s'appréciait d'un peu plus de 9 % pendant la même période, reflétant en partie des pressions inflationnistes sensiblement plus élevées que celles de ses partenaires commerciaux.

Parmi les régions en développement, l'Asie du Sud est entrée dans la crise avec la plus faible marge de manœuvre sur le plan fiscal. Avant le début de la crise, les déficits fiscaux généraux des États dépassaient 5 % du PIB en Inde, au Pakistan et au Sri Lanka, et aux Maldives ils dépassaient 10 %. Au Bangladesh le déficit représentait près de 4 % du PIB. Bien que disposant de ressources limitées, l'Inde et le Bangladesh ont annoncé des mesures d'incitation fiscales pour soutenir la demande intérieure. En Inde, où la politique fiscale avait déjà pris une tournure beaucoup plus expansionniste avant la crise, le gouvernement a présenté un ensemble de mesures d'incitation fiscales fin 2008. Les mesures d'incitation fiscales de 2008-2009, qui ont pour objectif de donner un coup de fouet à la demande, représentent environ 3,5 % du PIB de l'Inde. En conséquence, le déficit prévu du secteur public devrait augmenter de 5,8 % du PIB en 2007 à 9,8 % en 2008 et à plus de 12 % début-2009. Au Bangladesh, le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures d'incitations fiscales fin avril 2009, en les axant sur l'apport d'une aide au secteur de l'exportation, aux envois de fonds, au programme de développement annuel et aux projets d'investissement. Pour le dernier trimestre de l'exercice 2008-2009 se terminant en juin 2009, le coût de l'ensemble des mesures du paquet se monte à 34 milliards de taka (soit l'équivalent d'environ 0,7 % du PIB pour 2007-2008).

Parallèlement, aux Maldives, où le déficit a fait un bond pour atteindre 14 % du PIB environ, le gouvernement se trouve confronté à une crise fiscale. Le problème s'est déclaré dans le bâtiment en 2005 dans le sillage du tsunami de décembre 2004 ; tandis que le gouvernement augmentait les dépenses en vue de la reconstruction, beaucoup d'autres dépenses récurrentes ont été encourues indépendamment de l'effort de reconstruction. Quoique moins extrême, une augmentation de la pression fiscale est également perceptible au Sri Lanka, ici en raison d'une chute marquée des recettes fiscales. Au cours des deux premiers mois de 2009, la diminution constatée des recettes douanières devrait, selon les estimations, atteindre 50 % sur une base annualisée.

Le gouvernement du Pakistan poursuit ses efforts de consolidation fiscale dans le cadre du nouveau programme du FMI engagé en novembre 2008, le gros des ajustements à réaliser reposant principalement sur une réduction des dépenses. En décembre 2008 (en milieu d'exercice budgétaire), le gouvernement était en bonne voie pour ramener le déficit à 4,3 % du PIB comparé à 7,4 % l'année précédente. Le Népal résiste également à la tendance à l'augmentation des déficits et s'attend même à enregistrer un excédent budgétaire, attribuable à une amélioration de ses recettes fiscales (en progression de 38 %) et à une réduction de ses dépenses d'investissement.

### *Perspectives*

Les perspectives de croissance régionale demeurent notoirement incertaines, compte tenu du caractère synchronisé des signes de ralentissements de la croissance perçus dans l'ensemble du globe. Des incertitudes considérables sont liées aux retours d'information aux effets

potentiellement négatifs entre l'économie réelle et l'économie financière au sein des pays et entre eux, et à la façon dont les oscillations massives des cours des matières premières et des taux de change affecteront en fin de compte les différents secteurs.

Dans le scénario de base d'une profonde récession mondiale suivie d'un redressement moins rapide que d'habitude, la croissance du PIB de l'Asie du Sud devrait connaître un brusque ralentissement pour atteindre 5,5 % en 2009, comparé à 7,1 % en 2008, d'une année calendaire à l'autre (se référer au tableau A.14). Ceci constituerait une bonne performance au regard de la décélération de la croissance de 4,7 points de pourcentage attendue sur l'ensemble des pays en développement, et surtout comparé à l'Europe, à l'Asie centrale, à l'Amérique latine et à la région des Caraïbes et aux économies de l'OCDE où une diminution de la production est attendue. Toutes les composantes de la demande sont touchées, la croissance des investissements étant en particulier freinée par un recul de la demande externe, avec une réduction projetée du volume du commerce mondial atteignant 10 % en 2009. La consommation privée devrait également ralentir dans le sillage des pertes d'emplois, des volumes plus faibles des envois de fonds et d'une incertitude accrue. Les dépenses publiques devraient également ralentir sensiblement, en raison d'une baisse des recettes et de frais d'emprunt plus élevés.

**Tableau A.14 Asie du Sud - Résumé des perspectives**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|   | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. | Prévision |       |      |
|---|--------------------|------|------|------|-----------|-------|------|
|   |                    |      |      | 2008 | 2009      | 2010  | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2'</sup> | 6.0                | 9.0  | 8.4  | 6.1  | 4.6       | 7.0   | 7.8  |
| GDP in Calendar year basis <sup>3</sup>                             | 6.1                | 9.3  | 8.7  | 7.1  | 5.5       | 7.1   | 7.7  |
| PIB par habitant, \$ constants                                      | 4.1                | 7.3  | 6.8  | 4.6  | 3.2       | 5.7   | 6.4  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>   | 6.0                | 9.1  | 8.5  | 6.1  | 4.6       | 7.1   | 7.8  |
| Consommation privée   | 4.7                | 6.3  | 7.3  | 3.8  | 3.7       | 5.6   | 6.3  |
| Consommation publique   | 4.9                | 10.4 | 6.3  | 17.5 | 8.9       | 4.7   | 4.0  |
| Investissement en capital fixe                                      | 8.0                | 14.7 | 13.6 | 11.4 | 6.3       | 10.6  | 11.5 |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                     | 10.9               | 17.4 | 8.1  | 10.4 | -2.6      | 7.1   | 10.8 |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                     | 10.5               | 22.4 | 8.0  | 15.2 | 0.4       | 6.9   | 9.5  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                   | -0.2               | -1.8 | -0.4 | -1.7 | -0.7      | -0.4  | -0.4 |
| Solde courant, en % du PIB  | -0.6               | -1.5 | -1.5 | -3.9 | -1.7      | -2.4  | -2.5 |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                    | 6.3                | 6.7  | 7.8  | 12.0 | 9.7       | 5.1   | 5.5  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                      | -7.7               | -5.6 | -6.4 | -8.9 | -10.9     | -11.3 | -9.2 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>  |                    |      |      |      |           |       |      |
| Asie du Sud à l'exclusion de l'Inde                                 | 4.5                | 6.8  | 6.3  | 5.9  | 2.6       | 3.4   | 4.8  |
| Inde  | 6.4                | 9.7  | 9.0  | 6.1  | 5.1       | 8.0   | 8.5  |
| Pakistan  | 4.1                | 6.9  | 6.4  | 5.8  | 1.0       | 2.5   | 4.5  |
| Bangladesh  | 5.3                | 6.6  | 6.4  | 6.2  | 5.0       | 4.5   | 5.0  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes. 2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Les chiffres du PIB sont présentés en années civiles sur la base d'un historique trimestriel pour l'Inde. En ce qui concerne le Bangladesh, le Népal et le Pakistan, les données d'années calendaires sont calculées en prenant la croissance moyenne des deux derniers exercices pour fournir une approximation de l'activité sur l'année civile.

4. PIB mesuré sur la base des parités de pouvoir d'achat. 5. Exportations et importations, BSNF.

6. Les données sur le revenu national et les comptes produits se réfèrent aux exercices des pays d'Asie du Sud, à l'exception du Sri Lanka, dont le rapport est effectué pour une année civile. L'exercice financier débute au 1er juillet et se termine au 30 juin au Bangladesh et au Pakistan, il s'étale du 16 juillet au 15 juillet au Népal, et du 1er avril au 31 mars en Inde. Compte tenu des pratiques d'établissement de rapport financiers, le Bangladesh, le Népal et le Pakistan rapportent leur exercice 2007/08 au cours de l'année civile 2008, tandis que l'Inde rapporte l'exercice 2007/08 au cours de l'année civile 2007.

Source : Banque mondiale.

L'équilibre des finances régionales devrait se détériorer en 2009 avec un déficit estimé de 10,9 % du PIB comparé à 8,9 % environ en 2008. Du côté des dépenses, le coût plus élevé

des emprunts va également avoir une incidence. Les intérêts acquittés représentent plus de 20 % des dépenses totales de l'Asie du Sud, la part de loin la plus élevée des régions de développement. L'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka sont les plus vulnérables à cet égard, avec des versements d'intérêts représentant 20 %, 26,3 %, et presque 29 % de leurs dépenses publiques, respectivement. Du côté des recettes, l'effondrement de l'activité commerciale grève d'une façon disproportionnée le flux de revenus dans la mesure où les taxes perçues sur le commerce international représentent presque 15 % des revenus de la région, soit plus du double des pays en voie de développement dans leur ensemble. Le Bangladesh et les Maldives sont particulièrement dépendants des taxes sur les échanges commerciaux, qui représentent 33 % et 30 % de leurs revenus totaux, respectivement.

En réponse à l'effondrement de la demande externe, les exportations régionales de biens et services devraient baisser en 2009. Toutes les catégories d'exportation sont concernées par cette tendance à la baisse ; le secteur des technologies de l'information (Inde) est considéré comme particulièrement vulnérable à la diminution d'activité du secteur financier et le secteur des exportations de textile (Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka) ainsi que celui du tourisme (Bhoutan, Maldives, Népal et Sri Lanka) sont fortement exposés aux conséquences d'une réduction des dépenses non indispensables. Cependant, les prévisions indiquent que le déficit de la balance des paiements régionale devrait se réduire à 1,7 % du PIB en 2009, comparé à 3,9 % en 2008, dans la mesure où les dépenses d'importation devraient nettement ralentir suite à une croissance plus faible de la demande intérieure, compte tenu de l'amélioration projetée des termes de l'échange.

La situation économique déprimée des pays à revenu élevé devrait se traduire par une réduction des envois de fonds en direction des pays exportateurs de main d'œuvre en 2009. Par exemple, le nombre d'emplois à l'étranger occupés par des ouvriers du Bangladesh avait diminué de 27,4 % au cours de la période de huit mois se terminant fin mars 2009, comparé à la même période l'année précédente. Ce déclin se traduira inévitablement par un ajustement significatif à la baisse des envois de fonds en direction du pays au cours de la prochaine période. Bien que les envois de fonds soient en général anticycliques — les expatriés ayant tendance à envoyer plus d'argent vers leur pays d'origine en période de besoin — le caractère synchronisé de la récession mondiale les a fait se réintégrer dans le cycle. Ils représentent une source clé de devises étrangères pour les économies régionales, équivalant à 18 % du PIB au Népal, 9 % tant au Bangladesh qu'au Sri Lanka (2007), 4 % au Pakistan et 3 % en Inde. Exprimé en dollars, l'Inde a reçu l'équivalent de 27 milliards de dollars en envois de fonds en 2007, le plus important volume d'envois de fonds des pays en développement. Au Pakistan, les estimations indiquent que les envois de fonds ont permis de couvrir 47 % du déficit galopant de la balance des paiements au cours de l'exercice budgétaire 2007-2008.

Compte tenu de la vigoureuse dynamique de croissance sous-jacente dans la région, les effets négatifs de la crise devraient commencer à s'estomper en 2010 et 2011, avec un rebond prévu de la croissance du PIB à 7,1 % et à 7,7 %, respectivement (se référer au tableau A.15). Le redressement relativement rapide de l'activité régionale jusqu'à atteindre le niveau maximal de croissance potentielle se produira en dépit des médiocres perspectives de rétablissement partout ailleurs et résulte de l'impact retardé du desserrement récent de la politique monétaire, tout en conservant un certain potentiel pour d'autres réductions des taux d'intérêt. Les mesures d'incitations fiscales, là où elles sont mises en œuvre, devraient également donner un coup de pouce aux revenus et dépenses des ménages. Il n'en demeure pas moins vrai que, compte tenu du ralentissement déjà observé, la croissance du PIB, pour la période qui fait l'objet des prévisions, demeurera inférieure à la moyenne de 8,3 % réalisée sur la période de cinq ans jusqu'à fin 2007.

**Tableau A.15 Asie du Sud - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est. | Prévision |      |      |
|--|--------------------|------|------|------|-----------|------|------|
|  |                    |      |      | 2008 | 2009      | 2010 | 2011 |
| <b>Bangladesh</b>  |                    |      |      |      |           |      |      |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.3                | 6.6  | 6.4  | 6.2  | 5.0       | 4.5  | 5.0  |
| Solde courant, en % du PIB   | -0.6               | 2.0  | 1.2  | 0.9  | 0.9       | 0.6  | 0.4  |
| <b>Inde</b>  |                    |      |      |      |           |      |      |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.4                | 9.7  | 9.0  | 6.1  | 5.1       | 8.0  | 8.5  |
| Solde courant, en % du PIB   | -0.4               | -1.0 | -1.0 | -3.4 | -1.4      | -2.3 | -2.5 |
| <b>Népal</b>   |                    |      |      |      |           |      |      |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 2.8  | 3.2  | 4.7  | 3.0       | 3.5  | 4.0  |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.5               | 0.0  | -2.6 | 1.1  | 2.5       | 2.0  | 1.3  |
| <b>Pakistan</b>  |                    |      |      |      |           |      |      |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 6.9  | 6.4  | 5.8  | 1.0       | 2.5  | 4.5  |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.1               | -5.4 | -5.8 | -8.4 | -5.2      | -4.5 | -4.3 |
| <b>Sri Lanka</b>   |                    |      |      |      |           |      |      |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.5                | 7.7  | 6.8  | 6.0  | 2.5       | 4.0  | 5.5  |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.2               | -5.7 | -4.5 | -9.3 | -3.6      | -3.8 | -3.7 |
| <b>Pour Mémoire: PIB en années civiles</b>                         |                    |      |      |      |           |      |      |
| Asie du Sud  | 6.1                | 9.3  | 8.7  | 7.1  | 5.5       | 7.1  | 7.7  |
| Bangladesh   | 5.0                | 6.3  | 6.5  | 6.3  | 5.6       | 4.7  | 4.8  |
| Inde   | 6.6                | 9.9  | 9.3  | 7.3  | 5.9       | 8.1  | 8.5  |
| Népal  | 3.9                | 3.0  | 3.0  | 4.0  | 3.8       | 3.3  | 3.8  |
| Pakistan   | 3.7                | 7.3  | 6.6  | 6.1  | 3.3       | 1.8  | 3.5  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes. 2. PIB mesuré en dollars constants de 2000.

3. Les chiffres sur la croissance et le compte courant présentés ici sont des projections de la Banque mondiale et peuvent être différents d'autres cibles contenues dans d'autres documents de la Banque.

4. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour l'Afghanistan, le Bhoutan et les Maldives.

5. Les données sur le revenu national et les comptes produits se réfèrent aux exercices des pays d'Asie du Sud, à l'exception du Sri Lanka, dont le rapport est effectué sur une année civile. L'exercice financier débute au 1er juillet et se termine le 30 juin au Bangladesh et au Pakistan, il s'étale du 16 juillet au 15 juillet au Népal, et du 1er avril au 31 mars en Inde. Compte tenu des pratiques d'établissement de rapport financiers, le Bangladesh, le Népal et le Pakistan rapportent leur exercice 2007/08 au cours de l'année civile 2008, tandis que l'Inde rapporte l'exercice 2007/08 au cours de l'année civile 2007.

6. Les chiffres du PIB sont présentés en années civiles sur la base d'un historique trimestriel pour l'Inde. En ce qui concerne le Bangladesh, le Népal et le Pakistan, les données d'années calendaires sont calculées en prenant la croissance moyenne des deux derniers exercices pour fournir une approximation de l'activité sur l'année civile.

Source : Banque mondiale.

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

### **Risques et incertitudes**

Compte tenu du degré de volatilité extrêmement élevé observé ces derniers temps et des fluctuations massives de la demande sur l'ensemble des marchés mondiaux, les perspectives demeurent notoirement incertaines, en particulier pour ce qui est de la durée de la période et du moment où les effets négatifs et le rebond de l'activité interviendront. Du côté positif, quelques secteurs pourraient tirer profit de la réorientation vers des fournisseurs à bas coûts, comme les textiles de bas de gamme (Bangladesh) et la sous-traitance (Inde). En Inde, le programme des réformes du gouvernement nouvellement élu a déjà amélioré la bonne disposition des investisseurs à son égard et pourrait engendrer un redressement encore plus vigoureux de la demande d'investissement. Au Sri Lanka, le terme mis récemment à des décennies de guerre civile a ravivé le moral national, ce qui pourrait également doper la croissance et aboutir à des résultats meilleurs que prévus. Un rétablissement de la croissance

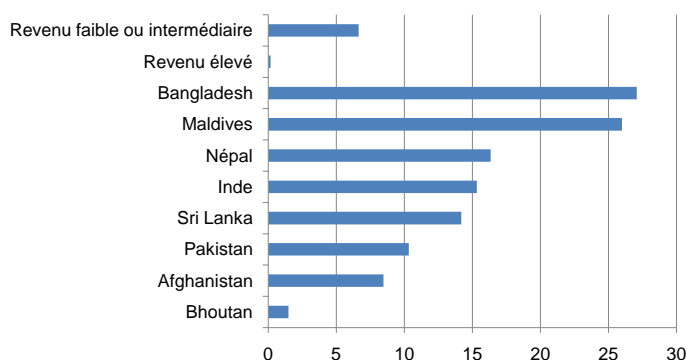
mondiale plus fort et plus rapide que prévu actuellement permettrait d'obtenir des chiffres de croissance supérieurs pour l'Asie du Sud, principalement par le biais d'une demande externe plus forte entraînant une plus grande croissance des exportations et un plus grand appétit pour le risque, avec une augmentation consécutive des apports de capitaux.

Bien que cette évolution favorable soit envisageable, les risques d'une dégradation sont plus prononcés. Des chiffres de croissance plus négatifs peuvent résulter d'une récession mondiale plus profonde et plus durable ainsi qu'exposé au chapitre 1. Cette situation induirait une demande externe plus faible et un rebond plus lent de la croissance des investissements en Asie du Sud. Une récession mondiale prolongée se traduirait par un déclin des envois de fonds plus marqué que prévu, ce qui rendrait le Bangladesh, le Népal et le Sri Lanka, en particulier, plus vulnérables. De plus, dans un scénario de ce type, l'aide étrangère pourrait fléchir, dans la mesure où les pays à revenu élevé sont confrontés à leurs propres problèmes de montée des pressions fiscales. L'Afghanistan, en particulier, souffrirait de flux d'aide nettement réduits, dans la mesure où l'aide représente les deux-tiers de la dépense publique du pays. Cependant, compte tenu de son importance géopolitique, une chute brutale semble peu probable. Une réduction du flux de l'aide contraindrait à une nouvelle réduction des dépenses publiques particulièrement dans des pays comme le Bangladesh, le Pakistan, et le Sri Lanka, où l'aide représente 21,9, et 9 % de la dépense publique.

Sur le plan intérieur, les risques de dégradation sont attachés en particulier à la forte pression fiscale et à la dépendance relativement élevée dans la région de la perception de taxes perçues sur les échanges commerciaux et sur les grands projets subventionnés, les deux conduisant à une intensification de la pression fiscale en cas de récession mondiale prolongée (se référer à la figure A.18). Les pressions budgétaires en vigueur sont également susceptibles de conduire à des réductions des dépenses de développement. Des déficits fiscaux de grande envergure représentent également une menace pour la croissance à long terme, et pèsent sur les niveaux potentiels de production puisque l'appel accru aux capitaux lancé par le secteur public (agents étrangers et nationaux) limite l'investissement privé et fait augmenter les taux d'intérêts. Les engagements croissants du secteur public sont susceptibles également de se traduire par des taux d'endettement plus élevés, accroissant le risque de défaillance. La dette publique représente 85 % du PIB au Sri Lanka, plus de 70 % au Bhoutan et près de 55 % en Inde, aux Maldives et au Pakistan.

**Figure A.18 Les recettes du gouvernement en Asie du Sud sont très dépendantes du commerce extérieur**

Impôts sur le commerce extérieur  
Parts en pourcentage des recettes totales  
Données 2007 pour les pays (sauf Bhoutan = 2004) et 2006 pour les groupes de revenu



Source : Banque mondiale.

En présence de chiffres de croissance inférieurs et d'un chômage en hausse, la progression de la pauvreté présente un risque significatif sur les plans politique, humanitaire et économique. Les dépenses de protection sociale de l'Asie du Sud se situent à un niveau moins élevé qu'en Asie de l'Est et Pacifique et qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où les dépenses de sécurité sociale représentent 2,9 % et 3 % du PIB, respectivement. En Asie du Sud, ces dépenses représentent, à 1,4 %, moins de la moitié de ce chiffre. Sur un autre plan, l'insécurité, les conflits sociaux et les incertitudes politiques demeurent une préoccupation dans une grande partie de la région.



## Afrique subsaharienne

### Évolution récente de la situation

De nombreux pays d'Afrique subsaharienne n'ont que peu de liens avec les marchés financiers internationaux et leurs secteurs secondaires soient relativement faibles. Ils ont cependant ressenti immédiatement les effets de la crise financière. La production et les revenus de la région ont été affectés négativement par l'effondrement des prix des matières premières, la baisse de la demande pour les exportations de métaux et de minerais, et la baisse des envois de fonds et du tourisme.

Les flux de capitaux vers la région ont fortement diminué (se référer au tableau A.16) en partie en raison d'une incertitude croissante et du mouvement généralisé des capitaux vers les titres de grande qualité qui ont immédiatement suivi le début de la crise, mais également parce que les bas prix des matières premières ont réduit l'attrait des investissements privés dans la région. Quelque 5,7 milliards de dollars en placements de portefeuille ont ainsi quitté l'Afrique du Sud au cours du quatrième trimestre 2008, avec jusqu'à 1 milliard de dollars de sortie de capitaux pour le premier trimestre. En Ouganda, l'évasion des capitaux a été bien moins importante — 119 millions de dollars — mais a contrasté encore plus nettement avec les 9 millions de dollars d'affluence de capitaux pour le premier trimestre 2008. En Afrique du Sud, les investissements étrangers directs sont passés de 22,4 milliards de rand au troisième trimestre à 3,3 milliards de rand pour le quatrième trimestre.

**Tabla A.16 Apports nets de capitaux à la région d'Afrique subsaharienne**  
en milliards

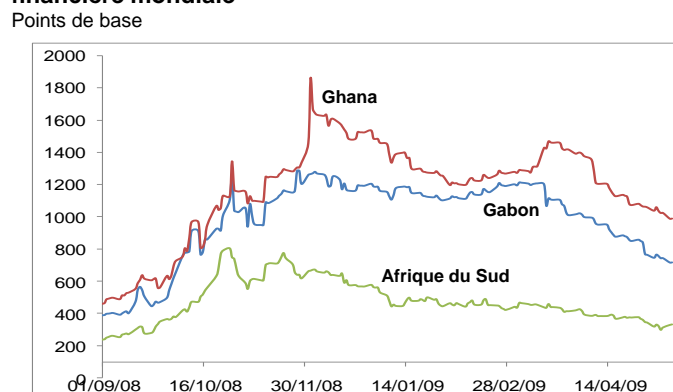
|  | 2002 | 2003 | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008p |
|--|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Flux financiers</b>                   |      |      |       |       |       |       |       |
| Soldes courants                          | -6.2 | -9.2 | -1.0  | 6.4   | 6.9   | -23.2 | -18.7 |
| <i>en % du PIB</i>                       | -1.7 | -2.1 | -0.2  | 1.0   | 1.0   | -2.7  | -1.9  |
| Flux nets publics et privés              | 9.6  | 15.0 | 23.2  | 31.8  | 38.0  | 60.4  | 38.7  |
| Flux nets privés (dette+capitaux)        | 6.9  | 13.5 | 20.9  | 32.8  | 40.3  | 55.5  | 35.9  |
| Flux nets de capitaux                    | 9.8  | 13.6 | 16.6  | 24.2  | 33.5  | 42.1  | 35.6  |
| ..Apports nets d'IDE                     | 10.2 | 12.9 | 9.9   | 16.8  | 18.5  | 28.6  | 32.4  |
| ..Apports nets d'invest. de portefeuille | -0.4 | 0.7  | 6.7   | 7.4   | 15.0  | 13.5  | 3.2   |
| Flux nets générateurs de dette           | -0.2 | 1.4  | 6.6   | 7.6   | 4.5   | 18.3  | 3.1   |
| ..Créanciers officiels                   | 2.7  | 1.5  | 2.3   | -1.0  | -2.3  | 4.9   | 2.8   |
| ....Banque mondiale                      | 2.2  | 2.2  | 2.5   | 2.4   | 2.0   | 2.4   | 1.7   |
| ....FMI                                  | 0.5  | 0.0  | -0.1  | -0.4  | -0.1  | 0.1   | 0.7   |
| ....Autres créanciers                    | 0.0  | -0.7 | -0.1  | -3.0  | -4.2  | 2.4   | 0.4   |
| ..Créanciers privés                      | -2.9 | -0.1 | 4.3   | 8.6   | 6.8   | 13.4  | 0.3   |
| ....Flux nets à moyen et long terme      | -1.1 | 0.9  | 2.7   | 4.9   | -2.1  | 7.9   | 1.3   |
| .....Obligations                         | 1.5  | 0.4  | 0.6   | 1.3   | 0.3   | 6.6   | -1.0  |
| .....Banques                             | -1.9 | 1.2  | 2.4   | 3.8   | -1.7  | 1.9   | 2.7   |
| .....Autres créanciers privés            | -0.7 | -0.7 | -0.3  | -0.2  | -0.7  | -0.6  | -0.4  |
| ....Flux nets à court terme              | -1.8 | -1.0 | 1.6   | 3.7   | 8.9   | 5.5   | -1.0  |
| Erreurs et omissions /a                  | -3.2 | -2.0 | -0.6  | -18.6 | -13.2 | -11.0 | -0.9  |
| Varations de réserves (- = augmentation) | -0.2 | -3.8 | -21.7 | -19.5 | -31.7 | -26.1 | -19.0 |
| <b>Pour Mémoire</b>                      |      |      |       |       |       |       |       |
| Envios de fonds des travailleurs         | 5.0  | 6.0  | 8.0   | 9.4   | 12.9  | 18.6  | 19.8  |

Source : Banque mondiale. p = prévisions. a. Combinaison d'erreurs et d'omissions et d'acquisition nettes d'actifs étrangers (IED inclus) par les pays en développement.

Les mêmes facteurs qui ont précipité l'inversement des flux de capitaux ont également vu les coûts d'emprunt augmenter brusquement pour ces quelques pays de la région qui ont accès aux marchés des obligations internationales. Les écarts des obligations d'États qui avaient fait un bond initial de 1 900 points de base dans le cas du Ghana, ont depuis diminué (se référer à la figure A.19). Néanmoins, les écarts des obligations d'États pour le Ghana et le Gabon restent entre 220 et 375 points de base au-dessus de leur niveau d'avant le 15 septembre. Pour

l'Afrique du Sud, les écarts restent plus hauts de 50 points de base. En partie en raison des soudaines augmentations des coûts d'emprunt extérieurs et du manque de volonté à prêter, de nombreux pays et entreprises ont reporté l'émission de nouvelles obligations, les économies des frontières émergentes de la région étant les plus affectées. Malgré une augmentation de l'assistance officielle à la région, l'aide supplémentaire n'a pas suffi à combler l'élargissement de l'écart de financement. Pour l'ensemble de la région, l'écart de financement devrait se situer entre 30 et 45 milliards de dollars en 2009 (voir chapitre 3).

**Figure A.19 Les spreads obligataires pour les pays d'Afrique subsaharienne ont nettement augmenté à la suite de la crise financière mondiale**



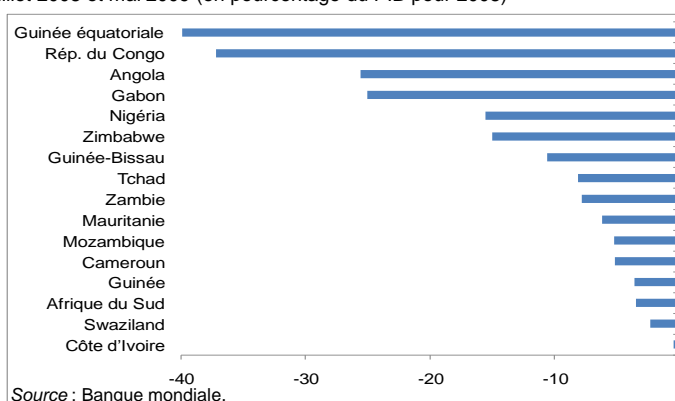
Source : JP Morgan-Chase.

En réponse à l'évasion des capitaux, les devises des pays de la région se sont fortement dépréciées par rapport au dollar, comme celles de presque tous les autres pays du monde, avec une dépréciation moyenne dans les pays de la région qui s'élève à 25 %. Cependant, sur une base pondérée en fonction des échanges, les dépréciations ont été plus modérées, précisément parce que les monnaies de tous les pays se sont dépréciées. Parmi les pays ayant des données disponibles, seuls le Lesotho, l'Afrique du Sud et la Zambie ont enregistré une dépréciation de 10 % ou plus.

La chute rapide de la demande mondiale en produits industriels a accéléré la baisse des prix mondiaux des matières premières (voir chapitre 1). Pour les exportateurs africains de matières premières, ces prix plus bas ont représenté une perte importante de revenus et provoqué une détérioration brutale des comptes courants. Pour les importateurs de pétrole, cependant, les prix bas du carburant ont représenté un développement favorable des termes de l'échange. De manière générale, les termes de l'échange se sont détériorés dans 18 des 44 pays de la région entre juillet 2008 et mai 2009, avec des pertes de revenus supérieures à 10 % du PIB dans 7 d'entre eux (se référer à la figure A.20). Vingt-six autres pays ont enregistré une amélioration des termes de l'échange, largement en raison d'une baisse des prix du carburant. Des pays comme le Cap-Vert, l'Erythrée, les Seychelles et le Togo, qui comptent fortement sur les importations de pétrole pour satisfaire la demande intérieure, ont enregistré des gains particulièrement élevés.

**Figure A.20 La chute des prix des produits de base s'est traduite par une dégradation des termes de l'échange pour certains pays depuis juillet 2008**

Impact des variations des prix internationaux sur les termes de l'échange entre juillet 2008 et mai 2009 (en pourcentage du PIB pour 2008)



Source : Banque mondiale.

L'affaiblissement des conditions économiques des pays à revenu élevé a également affecté négativement les envois de fonds et le tourisme, deux sources importantes de devises étrangères pour les pays d'Afrique subsaharienne. Les recettes touristiques ont diminué lors

du dernier trimestre 2008 et au cours des premiers mois de 2009, et les envois de fonds devraient connaître un déclin de quelque 4,4 % en 2009.

Malgré des dépréciations de devises (qui tendent à faire augmenter le prix des biens importés), l'inflation dans plus de la moitié des pays de la région pour lesquels des données sont disponibles a ralenti de plus de 2 points de pourcentage entre septembre 2008 et mars 2009, principalement en raison de l'effondrement des prix du pétrole. Alors que les prix des denrées alimentaires commercialisées au niveau international sont également en baisse, ceux des pays individuels ont répondu avec du retard, et les mesures annuelles de l'inflation alimentaire restent élevées dans de nombreux pays.

Pour les pays d'Afrique de l'Ouest, l'inflation générale et l'inflation alimentaire ont nettement reculé. Ainsi en Côte d'Ivoire, l'inflation des prix à la consommation a ralenti, passant de près de 9,6 % en septembre à moins de 4 % en mars, tandis que l'inflation alimentaire a reculé, passant de près de 15 % à 5,4 %. De la même manière au Mali, l'inflation des prix à la consommation a diminué de 12,3 % à 5,4 %, et l'inflation alimentaire est passée d'un pic de 17,5 % en juillet à 6,4 %.

L'inflation des prix des denrées alimentaires s'est accélérée ou est restée élevée dans de nombreux pays est-africains, y compris au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. En Éthiopie, l'inflation des prix des denrées alimentaires a nettement ralenti, de 80 % en septembre à 26,5 % en mars, ramenant l'inflation générale de 60 % à 23,7 %.

En Afrique australe, l'inflation alimentaire se maintient au-dessus de 20 % au Botswana, laissant l'inflation générale s'élever à 11,7 %. En Zambie, l'inflation alimentaire a apporté 7,9 points de pourcentage aux 14,7 % enregistrés pour le mois de mai. En Afrique du Sud, l'inflation générale reste également élevée à plus de 8 %, poussée par une flambée des prix des boissons non alcoolisées et des denrées alimentaires de 15,7 % qui a ajouté 2,4 points de pourcentage à l'inflation générale en janvier 2009, et par la hausse des frais d'habitation et des services publics qui ont contribué de la même façon à l'inflation affichée.

Le resserrement des crédits, associé à une chute rapide de la confiance des consommateurs et des investisseurs, s'est reflété dans une baisse rapide de la demande mondiale en exportations des pays africains et dans la demande intérieure en investissements et biens de consommation durables. L'effondrement des investissements a été particulièrement prononcé dans le domaine des industries extractives, en raison de la réduction des prix des matières premières et de la dépendance des sources de financement extérieures. Les dépenses en biens durables (équipement de transport en particulier) ont enregistré le déclin le plus brutal. En Afrique du Sud, la croissance des investissements a diminué de plus de moitié, passant de 7,3 % à 3 % (taux annuel désaisonnalisé), principalement en raison de restrictions gouvernementales. La demande d'investissements privés (reflétant principalement l'activité du secteur minier) a continué d'être en expansion au rythme de 2,9 %, soit environ le même taux que celui enregistré au troisième trimestre.

En Afrique du Sud, le resserrement des conditions de crédit et la hausse des taux d'intérêt associés à une augmentation du chômage se sont reflétés dans la baisse de confiance des consommateurs. Cette situation, accompagnée de coupes sombres dans la richesse des consommateurs dues à la chute des prix de l'immobilier et des cours des actions, a fait diminuer de 2,7 % (taux annuel désaisonnalisé) les dépenses de consommation des ménages au cours du quatrième trimestre 2008 (se référer à la figure A.21). Avec une baisse de 0,9 % le trimestre précédent, il s'agissait de la première fois depuis 1992 qu'une diminution des dépenses des consommateurs était enregistrée sur deux trimestres consécutifs.

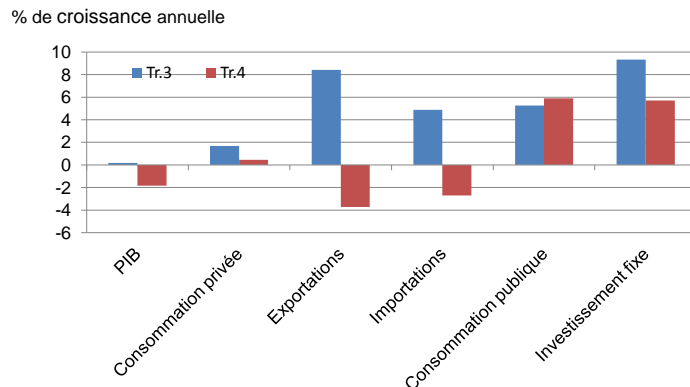
La détérioration brutale du commerce international au cours du quatrième trimestre 2008 et début 2009 s'est reflétée dans une croissance des exportations beaucoup plus faible ou dans un ralentissement économique total pour les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier pour ceux qui possèdent d'importantes exploitations minières comme le Botswana, la Namibie et la Zambie. En Afrique du Sud, les exportations de marchandises ont diminué de 6,3 % au quatrième trimestre (d'une année à l'autre). Une faible demande, surtout pour les biens durables et les automobiles, a provoqué la chute de la production industrielle dans de nombreux pays. Cette dernière a ainsi reculé à un taux annualisé de 22,1 %

au premier trimestre en Afrique du Sud, alors qu'en Angola elle a chuté de plus de 10 % entre septembre 2008 et janvier 2009. Les secteurs miniers ont également enregistré un net recul alors que la demande extérieure dégringolait. En Afrique du Sud, le secteur minier s'est contracté à un taux annualisé de 32,8 % au premier trimestre. En Zambie, la baisse de la demande de cuivre menait à la fermeture de mines. En Namibie et au Botswana (longtemps le pays le plus performant de la région), la baisse de la demande de diamants a entraîné la fermeture de mines, conduisant à une détérioration brutale de la production au quatrième trimestre. Au Lesotho, le ralentissement de l'économie américaine a largement affecté le secteur secondaire qui bénéficiait précédemment de l'African Growth and Opportunity Act (loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique). Les exportations en provenance du Lesotho, de Namibie et du Swaziland ont également été durement touchées par le ralentissement économique en Afrique du Sud, qui a conduit à une réduction des envois de fonds des travailleurs, qui, dans le cas du Lesotho, représentaient 30 % du PIB en 2008.

Au Mozambique, la réhabilitation des routes et des ponts continue d'être un stimulus majeur de la croissance pour le secteur secondaire du pays ; les résultats du secteur de la construction se sont accélérés, passant de 18,7 % à 20,1 % au second trimestre 2008. Cependant, la chute brutale des prix de l'aluminium et de la demande du secteur automobile est en train de réduire la production industrielle. La Côte d'Ivoire a poursuivi sa relance économique en 2008, avec une accélération de la croissance de 1,5 % à 2,5 %, poussée par un fort rebond dans les secteurs de la construction, de l'alimentaire et des télécommunications. D'autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine ont enregistré une accélération de leur croissance, aidée par une amélioration des conditions climatiques qui a soutenu la production des secteurs primaires, ainsi que par les améliorations des conditions sociopolitiques en Côte d'Ivoire. Certains pays fragiles continuent de profiter des dividendes de la paix.

Les équilibres budgétaires des pays importateurs de pétrole se sont détériorés au cours de l'année 2008, alors que les gouvernements prenaient une série de mesures pour retarder la répercussion des prix élevés sur les prix domestiques pour les importations de denrées alimentaires et de carburant pendant la première moitié de l'année. Les coûts budgétaires de ces politiques peuvent avoir atteint en moyenne 1 % du PIB en 2008<sup>12</sup>. La chute brutale des activités qui a débuté au quatrième trimestre a mené à une détérioration accrue des équilibres budgétaires, tandis que la baisse des activités industrielles et commerciales et celle des prix des matières premières affectent de façon disproportionnée les secteurs formels d'où proviennent la plupart des recettes fiscales. La détérioration des positions fiscales des pays importateurs de pétrole a atteint une moyenne de 1,1 % du PIB et limite à présent l'espace fiscal pour la mise en œuvre de politiques contracycliques. Au

**Figure A.21 L'Afrique du Sud a vu ses échanges extérieurs et sa consommation privée se dégrader nettement au quatrième trimestre 2008**



Source : Banque de réserve d'Afrique de Sud.

<sup>12</sup> Fond monétaire international, Regional Economic Outlook Sub-Saharan Africa (Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne), avril 2009.

Ghana, une politique fiscale expansionniste menée l'année où des élections ont eu lieu a presque fait doubler le déficit budgétaire (net de subventions). Malgré une hausse des déficits budgétaires non liés au pétrole, la position fiscale des pays exportateurs de pétrole a augmenté d'environ 3 % du PIB en 2008, stimulée par les prix élevés du pétrole. Cependant, la chute brutale des prix du pétrole met désormais en péril les revenus des gouvernements de ces pays. Ainsi, les recettes fiscales du Nigeria se trouvaient bien en dessous de l'objectif du gouvernement au premier trimestre 2009, réduisant l'espace nécessaire pour une relance fiscale.

La balance des comptes courants dans les pays importateurs de pétrole à part l'Afrique du Sud s'est détérioré de 3,4 % de leur PIB en 2008, en conséquence des pertes des termes de l'échange, des chutes brutales des exportations au dernier trimestre 2008, d'une diminution des envois de fonds, d'une détérioration des revenus du tourisme, et d'une baisse des affluences de l'aide. Malgré une chute des prix du pétrole dans la seconde moitié de 2008, les exportateurs de pétrole de la région ont constaté une amélioration de leurs excédents d'opérations courantes de 2,6 points de pourcentage à 6,2 % de leur PIB. En Afrique du Sud, le déficit de la balance des comptes courants s'est rétréci, passant de 7,8 % du PIB au troisième trimestre 2008 à 5,8 % du PIB au trimestre suivant, tandis que le déficit de la balance commerciale était presque réduit de moitié.

**Tableau A.17 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006 | 2007 | Est.<br>2008 | Prévision |      |      |
|--|--------------------|------|------|--------------|-----------|------|------|
|  |                    |      |      |              | 2009      | 2010 | 2011 |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.9                | 6.0  | 6.2  | 4.8          | 1.0       | 3.7  | 5.2  |
| PIB par habitant, \$ constants                                     | 1.3                | 3.5  | 3.8  | 2.8          | -0.9      | 1.8  | 3.2  |
| PIB en PPA <sup>3</sup>  | 3.9                | 6.3  | 6.6  | 5.1          | 1.1       | 3.9  | 5.4  |
| Consommation privée  | 2.7                | 6.5  | 7.1  | 3.3          | 0.8       | 3.5  | 4.7  |
| Consommation publique  | 5.3                | 6.0  | 6.2  | 5.8          | 5.5       | 6.1  | 5.8  |
| Investissement en capital fixe                                     | 7.4                | 18.7 | 20.5 | 12.4         | -2.6      | 3.9  | 7.7  |
| Exportations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 4.8                | 5.1  | 4.1  | 4.7          | -3.2      | 4.2  | 6.4  |
| Importations, BSNF <sup>4</sup>                                    | 6.2                | 12.7 | 11.9 | 6.6          | -3.0      | 4.7  | 7.3  |
| Exportations nettes, contribution à la croissance                  | -0.4               | -2.9 | -3.2 | -1.2         | 0.2       | -0.6 | -0.9 |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.8               | 1.0  | -2.7 | -1.9         | -8.1      | -7.0 | -6.2 |
| Déflateur du PIB, valeur médiane                                   | 7.3                | 7.7  | 7.3  | 10.2         | 5.5       | 5.0  | 4.5  |
| Équilibre budgétaire, % du PIB                                     | -3.0               | 1.5  | -0.8 | 0.5          | -5.0      | -3.4 | -1.9 |
| <b>Pour Mémoire: PIB</b>   |                    |      |      |              |           |      |      |
| Afrique subsaharienne à l'exclusion de l'Afrique du Sud            | 4.5                | 6.2  | 7.0  | 5.9          | 2.4       | 4.3  | 5.7  |
| Pays exportateurs de pétrole                                       | 4.4                | 7.1  | 7.9  | 6.3          | 2.2       | 4.4  | 6.3  |
| Afrique subsaharienne, CFA   | 4.1                | 2.2  | 3.5  | 4.2          | 2.3       | 3.6  | 4.8  |
| Afrique du Sud   | 3.3                | 5.3  | 5.1  | 3.1          | -1.5      | 2.6  | 4.1  |
| Nigéria  | 4.6                | 6.2  | 6.3  | 5.3          | 2.9       | 3.6  | 5.6  |
| Kenya  | 2.9                | 6.1  | 7.1  | 1.7          | 2.6       | 3.4  | 4.9  |

Notes : 1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2000. 3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2000.

4. Exportations et importations, BSNF.

Source : Banque mondiale.

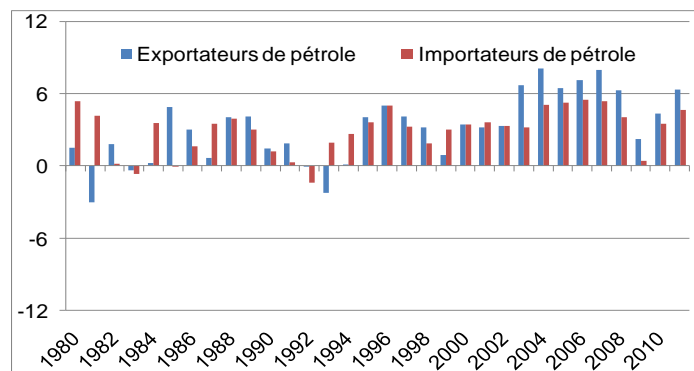
### **Perspectives**

La croissance en Afrique subsaharienne devrait ralentir nettement en 2009, et passer de 4,8 % estimés en 2008 à 1,0 %. Le PIB en Afrique du Sud diminuera en fait de 1,5 % (se référer au tableau ci-dessous). La croissance des pays importateurs de pétrole autres que l'Afrique du Sud devrait ralentir de 5,3 % estimés en 2008 à 2,7 %, alors que pour les exportateurs de pétrole, elle devrait reculer à 2,2 %, nettement en dessous des 6,3 % atteints en 2008 (se référer à la figure A.22).

La détérioration de la croissance pour 2009 reflète en grande partie le ralentissement brutal des investissements et de la consommation qui s'est déjà produit, et la croissance devrait se renforcer dans la plupart des pays au cours de la seconde moitié de 2009. La relance prévue devrait être relativement lente, en partie en raison d'une reprise tempérée de la demande des exportations mondiales mais aussi de la hausse du chômage et d'une baisse des revenus. La faiblesse continue du secteur financier empêchera également la demande des consommateurs et des investissements de rebondir rapidement. Les dépenses budgétaires, bien qu'il soit prévu qu'elles augmentent, ne devraient pas avoir une influence majeure sur la demande domestique, sauf peut-être dans les pays exportateurs de pétrole où les excédents fiscaux offrent une portée supplémentaire à une solution plus expansionniste. En effet, dans de nombreux pays importateurs de pétrole il existe peu de stabilisateurs automatiques étant donné la maigre part des recettes publiques dans le PIB total, et l'espace fiscal pour les dépenses discrétionnaires est limité par des conditions de financement serrées.

**Figure A.22 La croissance de l'économie ralentit fortement en Afrique subsaharienne, pour tomber à son plus bas niveau depuis près de dix ans**

% de croissance annuelle



Source : Banque mondiale.

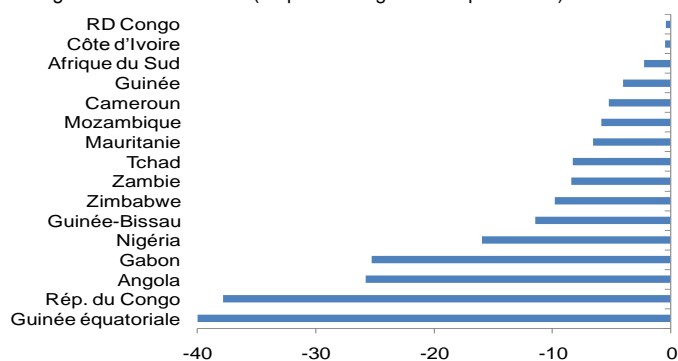
Certains des plus gros ralentissements devraient se produire dans des économies ouvertes plus petites telles que le Botswana, la Maurice et les Seychelles. Au Botswana, le ralentissement de la production minière devrait provoquer une baisse de 8 % du PIB global, alors que l'économie des Seychelles devrait ralentir de plus de 10 %.

La Côte d'Ivoire devrait contredire la tendance d'un ralentissement de la croissance, car elle connaît actuellement une lente reprise après plusieurs années de ralentissement dû à des conflits. La croissance du PIB devrait s'accélérer légèrement en 2009, puisque les exportations augmentent et que les dépenses pour la construction, la production alimentaire, ainsi que les dépenses publiques consacrées aux infrastructures de base, à la réduction de la pauvreté et à d'autres besoins post-conflit apporteront une contribution significative à la croissance.

Les positions de la balance des opérations courantes dans les pays exportateurs de pétrole devraient se détériorer nettement en raison de la chute des prix des matières premières en 2009. Cela provoquera d'importantes fluctuations dans les balances commerciales compensées uniquement partiellement par le rapatriement des bénéfices par les compagnies pétrolières (se référer à la figure A.23). Les pays importateurs de pétrole de la région pourraient bénéficier d'une baisse des prix du carburant importé, bien que la réduction des envois de fonds, des revenus tirés des services et des entrées de transferts courants maintiendront les balances des opérations courantes à des niveaux relativement élevés (se référer à la figure A.24).

**Figure A.23 La situation des termes de l'échange va avoir une forte incidence négative dans les pays exportateurs de minéraux et de pétrole**

Impact estimatif des variations des prix internationaux sur les termes de l'échange entre 2008 et 2009 (en pourcentage du PIB pour 2008)



Source : Banque mondiale.

subaharienne étaient équivalents à environ deux tiers des IED et environ la moitié de l'APD en 2008, devraient diminuer d'environ 4,4 % en 2009, avant de remonter en 2010. Des pays comme le Lesotho, la Sierra Leone, le Cap-Vert, le Sénégal et le Togo, où les envois de fonds représentent plus de 8 % du PIB, souffriront le plus. Les équilibres budgétaires dans l'ensemble de la région devraient s'affaiblir davantage en 2009 en raison de niveaux d'activité bas. Même si la croissance de la production reprendra en 2010 et 2011, la lenteur de la reprise impliquera que la capacité excédentaire, le chômage élevé et les faibles recettes publiques continueront

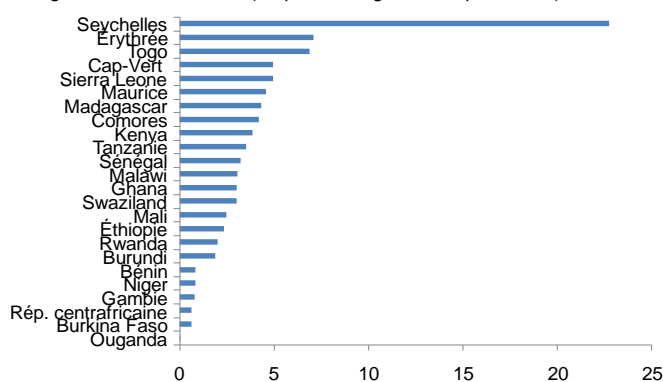
de caractériser cette situation économique pendant toute la période de projection. En 2009, les pays exportateurs de pétrole verront leurs équilibres budgétaires se muer en déficits, pour atteindre 4,0 % de leur PIB, à mesure que les prix du pétrole baissent nettement et que les volumes d'exportation diminuent. Pendant ce temps, dans les pays importateurs de pétrole, les déficits financiers augmenteront de 2,5 points de pourcentage pour se rapprocher des 6% du PIB en 2009, avant de se réduire modérément au cours des deux prochaines années.

Les prévisions pour 2010 et 2011 penchent pour une reprise lente en Afrique subsaharienne avec une croissance qui devrait remonter à 3,7 % en 2010 et 5,2 % en 2011, la demande intérieure et extérieure commençant à reprendre. Le schéma global est similaire pour les pays exportateurs et importateurs de pétrole (à l'exception de l'Afrique du Sud), avec une croissance en 2010 qui devrait atteindre 4,4 % pour chaque groupe, s'accroissant en 2011 à 6,3 % et 5,2 %, respectivement (se référer au tableau A.18).

Les transferts courants vers la région devraient s'affaiblir davantage avec la diminution des envois de fonds et des flux d'aide. Au Ghana par exemple, les transferts officiels nets ont atteint une moyenne de 17,6 millions de dollars au cours des deux derniers trimestres, comparés à 223,5 millions de dollars pour la première moitié de l'année. En Ouganda, les transferts officiels courants ont baissé de 7,8 % au dernier trimestre 2008. À l'échelle mondiale, les envois de fonds, qui en Afrique

**Figure A.24 La situation des termes de l'échange procurera un certain répit aux pays importateurs de pétrole en 2009**

Impact estimatif des variations des prix internationaux sur les termes de l'échange entre 2008 et 2009 (en pourcentage du PIB pour 2008)



Source : Banque mondiale.

**Tableau A.18 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Angola</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.3                | 18.6  | 23.4  | 14.3  | -1.9      | 6.5   | 10.7  |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.4               | 16.9  | 15.3  | 19.4  | -5.8      | -0.1  | 2.2   |
| <b>Bénin</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.6                | 3.8   | 4.6   | 4.9   | 2.9       | 3.7   | 5.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.2               | -7.1  | -10.9 | -12.3 | -10.7     | -9.9  | -9.1  |
| <b>Botswana</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.9                | 3.4   | 3.8   | 3.0   | -8.0      | 4.8   | 3.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | 8.1                | 18.0  | 18.0  | 5.2   | -7.7      | -2.5  | -2.2  |
| <b>Burkina Faso</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.2                | 5.5   | 4.0   | 4.7   | 3.6       | 4.8   | 5.9   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.1              | -13.1 | -13.6 | -14.5 | -13.9     | -13.4 | -13.8 |
| <b>Burundi</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.0                | 5.1   | 3.6   | 4.4   | 2.6       | 3.7   | 5.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.8              | -35.9 | -29.6 | -33.3 | -27.8     | -26.6 | -26.0 |
| <b>Cap-Vert</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.2                | 10.7  | 7.8   | 5.9   | 3.8       | 4.4   | 5.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.0              | -3.4  | -13.4 | -17.8 | -19.2     | -17.9 | -18.4 |
| <b>Cameroun</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 3.2   | 3.3   | 3.9   | 2.0       | 2.7   | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.5               | -0.8  | -5.0  | -1.2  | -6.1      | -5.6  | -5.1  |
| <b>République centrafricaine</b>                                   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 0.7                | 4.0   | 4.2   | 3.4   | 2.7       | 3.4   | 4.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.4               | -7.6  | -8.5  | -9.0  | -7.7      | -8.0  | -8.3  |
| <b>Tchad</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.6                | 0.2   | 0.2   | 0.2   | 0.4       | 2.1   | 3.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -24.2              | -7.2  | -11.5 | -9.0  | -11.5     | -9.7  | -10.2 |
| <b>Comores</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.1                | 1.2   | -1.0  | 0.6   | 0.2       | 2.1   | 2.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.3               | -5.5  | -8.1  | -12.9 | -8.4      | -9.6  | -10.8 |
| <b>Congo, Rép. dém. du</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | -0.1               | 5.6   | 6.3   | 7.1   | 3.0       | 5.3   | 7.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.3               | -9.8  | -12.2 | -19.8 | -27.9     | -27.9 | -27.3 |
| <b>Congo, Rép. du</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.4                | 6.2   | -1.6  | 6.1   | 7.4       | 9.7   | 10.7  |
| Solde courant, en % du PIB   | -2.2               | 1.7   | -25.4 | -6.4  | -17.7     | -6.4  | 0.0   |
| <b>Côte d'Ivoire</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.5                | -0.3  | 1.5   | 2.5   | 3.1       | 4.2   | 4.9   |
| Solde courant, en % du PIB   | -0.2               | 2.8   | 1.0   | 0.9   | 0.7       | -1.6  | -3.2  |
| <b>Guinée équatoriale</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 37.5               | -5.2  | 11.4  | 10.1  | -4.0      | -1.5  | 2.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -15.6              | 5.5   | 4.3   | 8.9   | -10.5     | -5.6  | -3.9  |
| <b>Érythrée</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.6                | -1.0  | 1.3   | 1.2   | 1.7       | 4.2   | 4.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -14.7              | -24.1 | -17.8 | -18.2 | -9.3      | -8.6  | -8.2  |
| <b>Éthiopie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.5                | 10.9  | 11.5  | 11.1  | 6.0       | 7.0   | 7.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -3.3               | -12.0 | -10.0 | -10.5 | -9.9      | -9.4  | -8.6  |

**Tableau A.18 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Gabon</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.0                | 1.2   | 5.6   | 3.0   | 0.2       | 2.3   | 3.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | 10.6               | 15.6  | 16.2  | 16.8  | -2.4      | -1.6  | -0.2  |
| <b>Gambie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.2                | 6.5   | 7.0   | 5.3   | 4.5       | 5.1   | 5.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.3               | -14.2 | -12.1 | -15.2 | -15.8     | -16.2 | -16.3 |
| <b>Ghana</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.7                | 6.4   | 6.1   | 7.1   | 4.1       | 4.6   | 5.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.4               | -8.1  | -14.3 | -20.5 | -14.1     | -13.7 | -14.5 |
| <b>Guinée</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.7                | 2.2   | 1.8   | 3.0   | 2.0       | 2.6   | 4.8   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.8               | -1.8  | -6.8  | -10.3 | -5.7      | -4.4  | -3.5  |
| <b>Guinée-Bissau</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | -0.3               | 1.8   | 2.7   | 2.9   | 2.1       | 3.4   | 3.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -13.4              | -19.1 | -10.0 | -12.9 | -16.5     | -15.1 | -15.1 |
| <b>Kenya</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.9                | 6.1   | 7.1   | 1.7   | 2.6       | 3.4   | 4.9   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.5               | -2.0  | -4.7  | -6.8  | -4.8      | -5.0  | -4.5  |
| <b>Lesotho</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.0                | 7.2   | 4.9   | 4.1   | 0.9       | 2.2   | 3.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | -20.6              | 4.4   | -8.4  | -17.0 | -16.4     | -16.9 | -16.7 |
| <b>Madagascar</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.1                | 4.9   | 6.5   | 6.0   | 3.5       | 4.8   | 6.2   |
| Solde courant, en % du PIB   | -8.6               | -9.6  | -14.0 | -20.6 | -13.8     | -13.0 | -11.4 |
| <b>Malawi</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.4                | 7.9   | 7.4   | 6.9   | 6.6       | 5.6   | 4.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.7               | -16.7 | -15.5 | -17.5 | -13.5     | -13.4 | -12.2 |
| <b>Mali</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.8                | 5.3   | 4.3   | 5.0   | 3.7       | 5.1   | 5.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -8.7               | -5.7  | -8.3  | -9.9  | -8.3      | -10.2 | -11.3 |
| <b>Mauritanie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.3                | 11.7  | 1.0   | 2.2   | 2.7       | 4.1   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.3               | 2.8   | -7.0  | -11.0 | -11.4     | -16.2 | -16.4 |
| <b>Maurice</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.8                | 3.5   | 4.2   | 5.8   | 2.4       | 2.8   | 3.7   |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.1                | -9.5  | -8.4  | -8.8  | -10.0     | -10.9 | -8.4  |
| <b>Mozambique</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.0                | 8.0   | 7.0   | 6.4   | 4.5       | 4.9   | 5.9   |
| Solde courant, en % du PIB   | -15.1              | -11.3 | -16.1 | -19.3 | -19.7     | -16.0 | -11.5 |
| <b>Namibie</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.1                | 2.9   | 5.9   | 2.7   | -1.7      | 2.1   | 3.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | 3.2                | 3.6   | -2.3  | -10.6 | -11.8     | -10.5 | -10.9 |
| <b>Niger</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.5                | 5.2   | 3.2   | 6.9   | 3.6       | 4.9   | 5.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.1               | -8.6  | -10.0 | -13.3 | -16.3     | -15.9 | -16.6 |
| <b>Nigéria</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.6                | 6.2   | 6.3   | 5.3   | 2.9       | 3.6   | 5.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | 5.4                | 20.6  | 4.7   | 6.1   | -8.7      | -6.2  | -4.6  |

**Tableau A.18 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

|  | 95-05 <sup>1</sup> | 2006  | 2007  | Est.  | Prévision |       |       |
|--|--------------------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|
|  |                    |       |       | 2008  | 2009      | 2010  | 2011  |
| <b>Rwanda</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 8.3                | 7.2   | 7.9   | 8.4   | 5.1       | 5.5   | 5.8   |
| Solde courant, en % du PIB   | -4.1               | -12.3 | -12.7 | -17.6 | -13.4     | -13.2 | -12.9 |
| <b>Sénégal</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.4                | 2.3   | 4.8   | 4.5   | 3.1       | 3.8   | 5.0   |
| Solde courant, en % du PIB   | -5.7               | -9.4  | -10.0 | -12.2 | -13.6     | -13.8 | -14.3 |
| <b>Seychelles</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 2.2                | 5.3   | 7.3   | 0.1   | -10.5     | 2.7   | 3.7   |
| Solde courant, en % du PIB   | -13.8              | -18.7 | -22.2 | -32.0 | -29.7     | -24.0 | -20.4 |
| <b>Sierra Leone</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 4.5                | 7.4   | 6.5   | 5.8   | 4.0       | 5.5   | 6.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -12.4              | -9.5  | -8.0  | -11.2 | -6.6      | -6.9  | -7.6  |
| <b>Afrique du Sud</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.3                | 5.3   | 5.1   | 3.1   | -1.5      | 2.6   | 4.1   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.7               | -6.6  | -7.2  | -7.4  | -6.1      | -6.4  | -5.9  |
| <b>Soudan</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.2                | 11.3  | 10.2  | 6.1   | 4.1       | 5.3   | 6.2   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.6               | -14.3 | -5.9  | -4.4  | -7.5      | -6.6  | -5.7  |
| <b>Swaziland</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 1.9                | 2.8   | 2.4   | 2.2   | 0.8       | 1.2   | 1.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -1.0               | -14.0 | -21.3 | -27.4 | -23.2     | -22.7 | -22.3 |
| <b>Tanzanie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 5.4                | 6.7   | 7.1   | 7.5   | 4.8       | 5.5   | 6.4   |
| Solde courant, en % du PIB   | -6.3               | -8.3  | -11.1 | -12.0 | -10.0     | -10.3 | -10.9 |
| <b>Togo</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.3                | 4.1   | 2.0   | 0.8   | 2.2       | 2.4   | 3.3   |
| Solde courant, en % du PIB   | -10.7              | -9.9  | -7.5  | -9.6  | -9.3      | -9.8  | -9.5  |
| <b>Ouganda</b>   |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 6.1                | 10.8  | 8.6   | 9.5   | 5.0       | 5.6   | 6.6   |
| Solde courant, en % du PIB   | -7.0               | -7.1  | -6.9  | -7.7  | -9.5      | -9.3  | -9.4  |
| <b>Zambie</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | 3.8                | 6.2   | 6.3   | 6.0   | 3.0       | 4.9   | 5.5   |
| Solde courant, en % du PIB   | -12.8              | -0.7  | -6.1  | -9.8  | -11.5     | -12.5 | -12.0 |
| <b>Zimbabwe</b>  |                    |       |       |       |           |       |       |
| PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) <sup>2</sup> | -2.4               | -4.2  | -6.3  | -4.9  | -4.6      | -3.1  | -2.1  |
| Solde courant, en % du PIB   | 0.5                | 30.7  | 42.1  | 28.3  | 16.3      | 13.5  | 15.6  |

Notes : 1. Les taux de croissance sur les intervalles sont une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

2. PIB mesuré en dollars constants de 2000. Les chiffres sur les comptes courants excluent les dons.

3. Les chiffres sur la croissance et le compte courant présentés ici sont des projections de la Banque mondiale et peuvent être différents d'autres cibles contenues dans d'autres documents de la Banque.

4. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour le Libéria, Mayotte, la Somalie et Sao Tomé-et-Principe.

Source : Banque mondiale.

*Dans l'environnement très volatile actuel, les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment remises à jour sur la base de nouvelles informations et d'hypothèses changeantes. De plus, les intervalles de confiance autour de ces prévisions ponctuelles sont plus larges que d'habitude. En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.*

En Afrique du Sud, la reprise devrait suivre un schéma similaire à celui du reste du continent, avec une production qui devrait augmenter de 2,6 % en 2010 et de 4,1 % en 2011, tandis que les conditions financières médiocres et la capacité excédentaire dans de nombreux secteurs viennent atténuer un rebond brutal dans les domaines des investissements et de la consommation. Au Nigeria, l'un des pays d'Afrique les plus durement touchés par la crise financière mondiale, le système bancaire est sous pression, certaines estimations suggérant

qu'au moins la moitié des capitaux bancaires (10 milliards de dollars) sont immobilisés dans des actifs douteux<sup>13</sup>. Les conditions de crédit devraient par conséquent être particulièrement serrées et sont susceptibles de miner encore plus la croissance dans le secteur non pétrolier. Seules des dépenses gouvernementales plus élevées devraient éviter à l'économie de s'enfoncer encore davantage.

### *Risques et incertitudes*

Les risques pour la région de l'Afrique subsaharienne sont importants. Une récession mondiale prolongée et plus profonde ralentirait la reprise de la demande extérieure, empêcherait une relance des prix des matières premières, et continuerait à déprimer les revenus du tourisme, les envois de fonds, l'aide, et les flux de capitaux privés. Un tel scénario (décrit au chapitre 1) impliquerait un nouvel élargissement de l'écart de production dans la région d'environ 3 points de pourcentage et une prolongation des conditions similaires à la récession au-delà de la période de projection.

Les diminutions brutales des envois de fonds et des flux d'aide officiels représentent également un risque pour la région car de nombreux pays subsahariens dépendent fortement des flux d'aide pour l'appui budgétaire et parce que les envois de fonds permettent d'atténuer considérablement la pauvreté. Le manque d'aide intensifierait les problèmes fiscaux, limitant davantage l'espace fiscal pour les politiques contracycliques à un moment où elles sont particulièrement nécessaires.

Il existe une incertitude qui assombrit le moyen terme quant à l'augmentation brutale des emprunts des pays développés à la suite de la crise, et quant à la possibilité que ces emprunts encombrant les économies de frontière dans la région sur les marchés de capitaux internationaux, laissant les pays aux besoins en financement externe importants comme le Ghana, le Kenya, la Maurice, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Tanzanie vulnérables.

Parmi les pays aux marchés financiers relativement développés<sup>14</sup>, le ralentissement économique brutal (ou même la contraction totale de l'activité économique) pourrait provoquer une augmentation importante du nombre des prêts non productifs, surtout dans des pays où le crédit aux exportateurs de matières premières domestiques représente une part importante du crédit total étendu. Un tel scénario pourrait nécessiter le soutien du gouvernement aux institutions financières et aux déposants, ajoutant davantage de pressions aux finances publiques.

L'effondrement des recettes publiques augmente le risque de créer des hausses importantes de la dette publique à des niveaux insoutenables. Une telle situation aura des conséquences à long terme sur la croissance, en provoquant la hausse des taux d'intérêt, en encombrant le secteur privé, et en minant le potentiel de croissance à long terme. Ce risque devrait être confronté au besoin impérieux de stimulus fiscal à court terme pour aider à renforcer la demande domestique et sauvegarder la croissance à un moment où la demande extérieure est extrêmement faible. Il est très important que, dans une période de rareté des ressources, les dépenses entreprises par les gouvernements soient le plus efficaces en termes de soutien de la croissance, de remède aux goulets d'étranglement et d'augmentation de la productivité à long terme.

---

<sup>13</sup> Estimation Eurasia Group. Selon la Bank of America Corp., les banques ont fourni au moins 1 billion de naira (6,8 milliards de dollars) de prêts sur marge.

<sup>14</sup> Les pays africains qui possèdent des marchés financiers plus développés sont le Botswana, le Cap-Vert, le Ghana, le Kenya, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda.